

# **Pour une vision d'avenir de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel**

**Travail de Bachelor réalisé en vue de l'obtention du Bachelor HES**

par :

**Leïla SIMON-VERMOT**

Conseiller au travail de Bachelor :

**Michel GORIN, Maître d'enseignement HES**

**Le Locle, le 13 juillet 2018**

**Haute école de gestion de Genève (HEG-GE)**

**Filière Information documentaire**

## Déclaration

Ce travail de Bachelor est réalisé dans le cadre de l'examen final de la Haute école de gestion de Genève, en vue de l'obtention du titre de spécialiste HES en Information documentaire.

L'étudiante atteste que son travail a été vérifié par un logiciel de détection de plagiat.

L'étudiante accepte, le cas échéant, la clause de confidentialité. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans le travail de Bachelor, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité de l'auteur, ni celle du conseiller au travail de Bachelor, du juré et de la HEG.

« J'atteste avoir réalisé seule le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie. »

Fait au Locle, le 13 juillet 2018

Leïla SIMON-VERMOT



## Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes ayant rendu possible la réalisation de ce travail et m'ayant soutenue lors de sa rédaction :

- Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds, mon mandant pour ce travail de Bachelor
- Michel Gorin, mon conseiller pédagogique et son assistant Matthieu Cevey
- Valérie Bressoud Guérin, directrice de la Médiathèque Saint-Maurice, coordinatrice des bibliothèques pour le Valais romand et responsable qualité BiblioValais Excellence, ma jurée pour ce travail de Bachelor
- Lucie Hurlin, directrice de la Bibliothèque de la Ville du Locle
- Julie Courcier Delafontaine, directrice du Bibliobus neuchâtelois
- Antoinette Burki, directrice de la Bibliothèque Pestalozzi de Neuchâtel
- Karin Vuilleumier, directrice de la Bibliothèque des Jeunes du Locle
- Murielle Roulet, responsable du secteur Lecture publique à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel
- Andrée-Anne Vaucher, responsable du secteur Lecture publique à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds
- Pascale Hess, responsable de la Bibliothèque des Jeunes de la Ville de La Chaux-de-Fonds
- Régine Heintz, bibliothécaire et référente communication au réseau des bibliothèques de Mulhouse
- Olivier Hirschi, responsable de l'informatique et de l'évaluation du réseau des bibliothèques de Reims
- Jacqueline Labelle, directrice générale du réseau de BIBLIO de la Montérégie
- Jeannette Frey, directrice de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne
- Florent Dufaux, adjoint de direction des Bibliothèques municipales de Genève
- Trois membres du personnel de la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds : Isabelle Emmenegger, Béatrice Larcinese et Katia Billard
- Alexis, mon compagnon, ma famille, mes amis et Laurane et Fanny, mes camarades de classe pour leur soutien indéfectible. Un merci particulier à Elsa et Audrey pour leur travail de correction

## Résumé

Ce mandat a pour but d'établir une vision d'avenir de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel. Il a été réalisé à la demande de M. Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds. Craignant l'abrogation de la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981, il a été jugé opportun de s'interroger sur cette situation et de réfléchir à des solutions. En proposant une vision pour assurer l'avenir de la Lecture publique en regroupant et en mutualisant les forces existantes et les prestations, ce travail ambitionne de proposer quelques pistes de réflexion, notamment au travers d'un réseau unique de bibliothèques de lecture publique et de la création de services innovants.

Une revue de la littérature permet, en premier lieu, de cerner le sujet et de l'inscrire dans son contexte. Sont définies pour la circonstance les notions de « bibliothèque de lecture publique » et de « mutualisation ». Ensuite, le périmètre et l'état des lieux de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel sont présentés, accompagnés d'un bref historique des différentes bases légales portant sur la Lecture publique en Suisse et à l'étranger.

Dans un second temps, il est proposé un état des lieux des prestations déjà mutualisées dans le canton afin de bénéficier d'une vue globale, notamment par une présentation des deux réseaux existants : le réseau régional RBNJ et celui du Bibliobus neuchâtelois.

Un état de l'art se propose de déterminer les services mutualisés et non-mutualisés existants dans les bibliothèques de lecture publique de Suisse romande et à l'étranger. Pour recueillir ces données, divers entretiens ont été menés auprès de responsables de réseau en Suisse et à l'étranger. La gouvernance, le fonctionnement et l'organisation des réseaux étudiés font l'objet d'une présentation.

Puis, les différents aspects d'un projet de mutualisation des deux réseaux existants et des services de lecture publique dans le canton de Neuchâtel sont étudiés. Des entretiens ont été menés dans plusieurs institutions de lecture publique du canton. Ces derniers, ainsi que ceux réalisés dans le cadre de l'état de l'art, ont permis de détailler les objectifs du projet, sa pertinence, son intérêt et sa faisabilité. Enfin, des recommandations de types de mutualisations à privilégier et à éviter sont proposées.

Enfin, dans la perspective de consolider l'avenir de la Lecture publique, ce travail propose deux pistes importantes. La première porte sur la nécessité de réviser la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981. La seconde présente la manière d'envisager et d'organiser un nouveau réseau neuchâtelois de lecture publique autour d'une Bibliothèque ou Médiathèque cantonale chargée d'en assurer la gouvernance.

# Table des matières

<b>Déclaration.....</b>	<b>i</b>
<b>Remerciements .....</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé .....</b>	<b>iii</b>
<b>Liste des tableaux .....</b>	<b>vii</b>
<b>Liste des figures.....</b>	<b>vii</b>
<b>Liste des abréviations .....</b>	<b>viii</b>
<b>1 Introduction.....</b>	<b>1</b>
1.1 Présentation du mandat : nature et contexte.....	1
1.2 Objectifs.....	2
1.3 Structure du travail de Bachelor .....	3
<b>2 Définition et contexte du sujet .....</b>	<b>4</b>
2.1 La bibliothèque de lecture publique .....	4
2.1.1 Ses missions.....	4
2.1.2 Ses fonctions .....	5
2.1.3 Ses objectifs.....	5
2.1.4 Son fonctionnement .....	7
2.1.5 Bref historique .....	7
2.2 Bibliothèques de lecture publique dans le canton de Neuchâtel .....	9
2.2.1 Périmètre .....	9
2.2.2 État des lieux de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel .....	11
2.2.3 Bref historique .....	11
2.3 Base légale .....	14
2.3.1 État des lieux dans le canton de Neuchâtel.....	14
2.3.2 État des lieux dans d'autres cantons suisses .....	15
2.3.3 État des lieux dans d'autres pays.....	17
2.4 Qu'est-ce que « la mutualisation » ? .....	19
2.4.1 En général.....	19
2.4.2 En bibliothèque .....	19
<b>3 État des lieux .....</b>	<b>20</b>
3.1 Mutualisations existantes dans les bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel.....	20
3.1.1 Le réseau régional RBNJ .....	20
3.1.2 Le Bibliobus neuchâtelois.....	23
3.2 Conséquences dues à l'absence de mutualisation des services en bibliothèque de lecture publique dans le canton de Neuchâtel .....	24
<b>4 Pratiques actuelles : État de l'art .....</b>	<b>27</b>
4.1 Méthodologie.....	27

<b>4.2</b>	<b>Mutualisations existantes dans les bibliothèques de lecture publique de Suisse romande.....</b>	<b>27</b>
4.2.1	La Médiathèque Valais.....	28
4.2.1.1	Gouvernance du réseau.....	28
4.2.1.2	Fonctionnement et organisation du réseau.....	28
4.2.1.3	Services mutualisés.....	28
4.2.1.4	Services non-mutualisés.....	29
4.2.2	Les Bibliothèques du réseau ReNouvaud.....	29
4.2.2.1	Gouvernance du réseau.....	29
4.2.2.2	Fonctionnement et organisation du réseau.....	29
4.2.2.3	Services mutualisés.....	30
4.2.2.4	Services non-mutualisés.....	30
4.2.3	Les Bibliothèques municipales de la Ville de Genève.....	31
4.2.3.1	Gouvernance du réseau.....	31
4.2.3.2	Fonctionnement et organisation du réseau.....	31
4.2.3.3	Services mutualisés.....	31
4.2.3.4	Services non-mutualisés.....	32
<b>4.3</b>	<b>Mutualisations existantes dans les bibliothèques de lecture publique à l'étranger.....</b>	<b>32</b>
4.3.1	Le réseau des Bibliothèques municipales de Reims.....	33
4.3.1.1	Gouvernance du réseau.....	33
4.3.1.2	Fonctionnement et organisation du réseau.....	33
4.3.1.3	Services mutualisés.....	33
4.3.1.4	Services non-mutualisés.....	34
4.3.2	Le réseau des Bibliothèques de Mulhouse.....	34
4.3.2.1	Gouvernance du réseau.....	34
4.3.2.2	Fonctionnement et organisation du réseau.....	34
4.3.2.3	Services mutualisés.....	35
4.3.2.4	Services non-mutualisés.....	35
4.3.3	Le réseau BIBLIO de la Montérégie.....	35
4.3.3.1	Gouvernance du réseau.....	35
4.3.3.2	Fonctionnement et organisation du réseau.....	36
4.3.3.3	Services mutualisés.....	36
4.3.3.4	Services non-mutualisés.....	37
<b>5</b>	<b>Etude détaillée d'un projet de mutualisation des réseaux existants et des services de Lecture publique dans le canton de Neuchâtel .....</b>	<b>38</b>
5.1	Méthodologie.....	38
5.2	Objectifs.....	39
5.3	Pertinence.....	41
5.4	Intérêt du projet.....	43
5.5	Types de mutualisations à privilégier.....	43
5.5.1	Réseau informatique commun : SIGB et OPAC.....	43
5.5.2	Centralisation des étapes du chemin du document.....	44
5.5.3	Acquisition : commande des documents.....	45
5.5.4	Catalogage.....	46
5.5.5	Indexation.....	47

5.5.6	Carte de bibliothèque .....	48
5.5.7	Politique de prêt .....	48
5.5.8	Navette de prêt et de retour.....	49
5.5.9	Offre numérique .....	49
5.5.10	Médiation culturelle .....	50
5.5.11	Communication interne .....	51
5.5.12	Communication externe .....	51
5.5.13	Support informatique.....	53
<b>5.6</b>	<b>Types de mutualisations à éviter .....</b>	<b>54</b>
5.6.1	Acquisition : sélection et choix des documents.....	54
5.6.2	Système RFID et antivol.....	55
5.6.3	Horaire des bibliothèques.....	55
5.6.4	Mutualisation des employés .....	56
<b>5.7</b>	<b>Représentation du réseau unique et de ses services.....</b>	<b>57</b>
<b>5.8</b>	<b>Faisabilité .....</b>	<b>58</b>
5.8.1	Moyens .....	58
5.8.2	Compétences.....	59
<b>6</b>	<b>Nécessité d'une révision de la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981.....</b>	<b>60</b>
6.1	Une loi fondatrice mais caduque .....	60
6.2	Pour une révision de cette loi .....	62
<b>7</b>	<b>Gouvernance et organisation .....</b>	<b>64</b>
7.1	Mode de gouvernance .....	64
7.2	Proposition d'un organigramme : pour une Bibliothèque ou une Médiathèque cantonale .....	67
7.3	Méthode de travail collaborative .....	70
<b>8</b>	<b>Recommandations et conclusion .....</b>	<b>72</b>
	<b>Bibliographie .....</b>	<b>74</b>
	<b>Annexe 1 : Liste des bibliothèques publiques et scolaires du canton de Neuchâtel.....</b>	<b>81</b>
	<b>Annexe 2 : Tableau des sept bibliothèques principales de lecture publique du canton de Neuchâtel.....</b>	<b>83</b>
	<b>Annexe 3 : Recensement cantonal de la population neuchâteloise au 31 décembre 2017 .....</b>	<b>84</b>
	<b>Annexe 4 : Loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981 .....</b>	<b>85</b>
	<b>Annexe 5 : Organigramme de la coordination locale RBNJ .....</b>	<b>87</b>
	<b>Annexe 6 : E-mails types envoyés pour la demande d'entretiens et entretiens effectués retranscrits.....</b>	<b>88</b>
	<b>Annexe 7 : Population résidente totale par commune dans le canton de Genève au 05 mars 2018 .....</b>	<b>125</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Objectifs de la mutualisation des réseaux existants et des services .....	39
Tableau 2 : Analyse SWOT .....	41

## Liste des figures

Figure 1 : Représentation du réseau des bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel .....	57
Figure 2 : Proposition d'un organigramme .....	67
Figure 3 : La démarche de partage des pratiques .....	70



## Liste des abréviations

BJL :	Bibliothèque des Jeunes du Locle
BJVF :	Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds
BPUN :	Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel
BVCF :	Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds
BVL :	Bibliothèque de la Ville du Locle
CIIP :	Conférence intercantonale de l'instruction publique
OPAC :	Online public access catalogue
RBNJ :	Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes
RERO :	Réseau Romand, Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale
SIGB :	Système intégré de gestion de bibliothèque

# 1 Introduction

## 1.1 Présentation du mandat : nature et contexte

Ce projet résulte de l'initiative de Monsieur Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds.

Membre fondateur du Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes (RBNJ) créé en 1996 - réseau régional qui fonctionne sur le modèle du Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale (RERO) dont la cessation est annoncée pour 2021 - cette institution s'interroge légitimement sur le devenir de ce réseau régional qui fédère plus de quarante bibliothèques et en assure la gestion. Une solution doit être trouvée pour assurer son maintien dans les cantons de Neuchâtel et du Jura. C'est dire que cette opération n'est pas anodine car elle nécessitera une redéfinition de son fonctionnement et de son périmètre ainsi qu'une réflexion quant à son système informatique et sa structure, à ses prestations et à sa base légale. Le temps est venu d'étudier comment pallier et résoudre cette situation, mais également de proposer une vision qui cherche à pérenniser son fonctionnement, à mieux mutualiser ses services au profit des différentes bibliothèques et à renforcer son image auprès de celles qui n'ont pas encore adhéré à ce réseau. En effet, plusieurs bibliothèques ne font pas partie du réseau régional RBNJ, notamment les bibliothèques scolaires et les bibliothèques communales qui participent, pour certaines, au réseau de l'association du Bibliobus neuchâtelois.

L'enjeu est de taille et touche avant tout l'avenir de la Lecture publique qui se cherche une gouvernance. En effet, le contexte neuchâtelois est un peu particulier car l'avenir de la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981, sur laquelle repose le financement de certaines institutions, est en jeu. Le canton souhaite transférer ce dossier aux communes dans le cadre de la répartition des tâches entre les collectivités publiques. Comment éviter que le canton abandonne la Lecture publique aux communes sous prétexte qu'il s'agit d'un service de proximité et abroge la loi ? C'est la raison pour laquelle il est opportun de réagir, d'établir en quelque sorte un bilan de cette loi, de mentionner son apport et le poids accordé à la Lecture publique par les institutions qui se sont regroupées en réseau pour mieux la diffuser. Il faut finalement réaffirmer l'importance de conserver une base légale qui puisse en garantir la pérennité et la qualité et en fédérer les prestations sur l'ensemble du territoire. Devenue caduque et inapplicable, notamment suite à la fusion des communes et au traitement des questions patrimoniales confié aux bibliothèques urbaines de Neuchâtel

et de La Chaux-de-Fonds, cette loi nécessite une profonde révision. C'est en quelque sorte le message à délivrer aux autorités communales et cantonales qui, malgré les difficultés financières récurrentes, peuvent entendre que les bibliothèques neuchâteloises défendent l'idée de bénéficier d'une base légale, stable et fonctionnelle pour construire l'avenir et pouvoir unir leurs forces et en mutualisant leurs prestations publiques. Il convient d'assurer l'avenir de la Lecture publique dans le canton.

Ce concept de la Lecture publique ne se résume pas à un simple fonctionnement en réseau, même si le partage et la circulation des collections s'avèrent une prestation très appréciée du public. Il doit franchir une nouvelle étape et se concevoir désormais avec le soutien d'une loi-cadre adaptée à l'évolution de la société de l'information. Il doit également être capable de fédérer les institutions concernées, d'encourager l'application des normes existantes et les formations, partager les expériences, mutualiser les prestations et fédérer les projets, les idées voire les réalisations.

Ce mandat est de nature théorique. Il vise à mener une réflexion sur la situation de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel et à proposer une nouvelle vision qui permette la mise en œuvre d'un nouveau concept sachant rassembler les bibliothèques publiques et éveiller la conscience politique. Un état des lieux doit permettre d'identifier les points forts et les points faibles de la Lecture publique dont le concept est bien ancré dans la population grâce aux actions culturelles menées par les institutions pour la plupart groupées en réseau. Une analyse circonstanciée permettra d'identifier les points de blocage, d'étudier des solutions appliquées dans d'autres réseaux de lecture publique en Suisse et à l'étranger. Cette analyse servira à proposer un nouveau modèle structurel pour la Lecture publique dans le canton capable de renforcer l'idée de la mutualisation des services et d'éviter de disperser les ressources financières disponibles.

## **1.2 Objectifs**

En proposant une réflexion sur l'état des lieux de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel, il est attendu une analyse circonstanciée visant à identifier ses forces et ses faiblesses afin d'en tirer les enseignements nécessaires. Ensuite, il s'agira de fournir des propositions voire des recommandations utilisables et applicables pour améliorer son fonctionnement, notamment quant à l'utilisation rationnelle des réseaux existants de bibliothèques publiques, que ce soit en matière de mutualisation des services, d'organisation, de gouvernance et de systèmes. Ces solutions doivent être pensées afin de renforcer l'image des bibliothèques publiques dans le canton et de garantir la qualité et la pérennité de leurs prestations.

### **1.3 Structure du travail de Bachelor**

Une partie théorique définit les termes de « bibliothèque de lecture publique » et de « mutualisation » des services et présente l'état des lieux de la Lecture publique dans le canton ainsi que les bases légales en la matière.

Pour établir cet état des lieux et identifier les mutualisations existantes, de multiples entretiens ont été menés dans les différentes bibliothèques de lecture publique du canton afin de comprendre comment elles fonctionnent et collaborent entre elles.

Puis, afin d'établir un état de l'art sur le sujet, des entretiens ont également été menés dans des institutions affiliées à un réseau de bibliothèques aux services mutualisés dans le but de découvrir diverses expériences en Suisse et à l'étranger. Faute de temps, il ne m'a pas été permis de me déplacer dans les bibliothèques étudiées. Les contacts ont été établis par email et par téléphone et certaines informations obtenues en ligne.

Grâce aux informations récoltées, une étude détaillée sur la mise en place de services mutualisés a pu être dressée ainsi que des recommandations pour le canton de Neuchâtel.

## 2 Définition et contexte du sujet

### 2.1 La bibliothèque de lecture publique

#### 2.1.1 Ses missions

La notion de Lecture publique apparaît dès le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Les bibliothèques qui s'en réfèrent ont la particularité d'être ouvertes à tous et à toutes, contrairement aux autres types de bibliothèques, et de desservir en priorité un public particulier (Humair 2013a). En effet, une bibliothèque scolaire répond aux besoins des écoliers et des enseignants, une bibliothèque universitaire à ceux des étudiants, professeurs ou chercheurs. Une bibliothèque de lecture publique n'a pas de restriction en termes de public. Elle s'adresse au public dans son ensemble, sans distinction d'âge, de sexe, de religion, de nationalité, de langue ou de statut social (IFLA et UNESCO 2016).

Selon le manifeste de l'IFLA/UNESCO sur la Bibliothèque Publique 1994<sup>1</sup> (2016), la bibliothèque de lecture publique est un centre d'information local, où l'utilisateur peut trouver facilement toutes sortes de connaissances et d'informations. Les missions fondamentales auxquelles les bibliothèques de lecture publique doivent tendre sont :

- Créer et renforcer l'habitude de la lecture chez l'enfant dès son plus jeune âge
- Faciliter l'étude individuelle ainsi que l'enseignement formel à tous les niveaux
- Favoriser l'épanouissement créatif de la personnalité
- Stimuler l'imagination et la créativité des enfants et des jeunes
- Contribuer à faire connaître le patrimoine culturel et apprécier les arts, le progrès scientifique et l'innovation
- Donner accès aux expressions culturelles de tous les arts du spectacle
- Encourager le dialogue interculturel et favoriser la diversité culturelle
- Soutenir la tradition orale
- Assurer l'accès de la population à toutes sortes d'informations communautaires
- Fournir des services d'information appropriés aux entreprises, associations et groupes d'intérêts locaux
- Faciliter l'acquisition de compétences dans le domaine de l'information et de l'informatique
- Soutenir les activités et programmes d'alphabétisation destinés à tous les groupes d'âge, y participer, et, au besoin, prendre des initiatives dans ce domaine

---

<sup>1</sup> IFLA et UNESCO, 2016. Manifeste de l'IFLA/UNESCO sur la Bibliothèque Publique 1994. *IFLA* [en ligne]. 15 avril 2016. [Consulté le 28 février 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.ifla.org/FR/publications/manifeste-de-l-ifla-unesco-sur-la-biblioth-que-publique-1994>

### 2.1.2 Ses fonctions

Ses fonctions consistent à promouvoir la lecture, documenter, former et divertir les utilisateurs. Les bibliothèques suisses de lecture publique affirment et revendiquent dès les années 1980 leurs particularités de telle sorte qu'elles ont couvert les lacunes laissées par les bibliothèques cantonales, universitaires, patrimoniales ou spécialisées. Les bibliothèques de lecture publique, grâce à cette fonction composite qui réunit donc la culture, la formation, le divertissement, la vulgarisation et l'information, s'affirment comme un espace privilégié de l'accès au savoir. Cet accès est permis sans aucune discrimination sociale, raciale ou intellectuelle. Elles cherchent à se profiler comme le « troisième lieu », un lieu de socialisation et de partage qui s'inscrit dans le tissu urbain. Ces bibliothèques sont impliquées essentiellement dans les politiques de développement de la lecture, dans les activités d'animation pour les jeunes et les adultes, dans une approche culturelle, voire multiculturelle et « multimédia ». Ces orientations ont parfois façonné la notion de « médiathèque » pour désigner la bibliothèque de lecture publique. Les bibliothèques de lecture publique sont donc actives et attractives. Elles représentent des lieux de parole et d'échanges au travers des diverses animations proposées, telles que des expositions, des lectures, des conférences, des animations cinématographiques et bien d'autres. Ces diverses activités proposées contribuent à faire des bibliothèques de lecture publique des espaces de rencontre différents des autres lieux culturels (Humair 2013a).

### 2.1.3 Ses objectifs

Dans un texte consacré à la Lecture publique dans l'ouvrage *Entre lecture, culture et patrimoine : la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds 1838-2013*, publié à l'occasion de son 175<sup>e</sup> anniversaire, son directeur Jacques-André Humair donne une définition du concept. Il en relève trois notions essentielles qui la caractérisent :

#### Liberté

*« [...] Liberté d'y circuler, d'y lire, d'y consulter ce que l'on veut, quand on veut, comme on veut, aussi longtemps que l'on veut. Liberté d'accès au savoir, assuré par l'amplitude des horaires d'ouverture, le choix et la variété des supports et des collections encyclopédiques, scientifiques, de vulgarisation et de divertissement. Liberté laissée à ses utilisateurs qui trouvent dans la bibliothèque, hormis un lieu d'accueil et de rencontre, l'instrument de travail spécialisé adapté à la quête de tout type d'informations, quelles qu'elles soient. »* (Humair 2013a, p.58)

#### Universalité

*« [...] L'universalité de la bibliothèque supporte bien entendu une ouverture à toutes cultures, à toutes littératures, à toutes connaissances et à tous les particularismes tout en évitant de focaliser tous ses efforts sur des besoins ou intérêts trop sectoriels de certains publics [...]. [...] Aujourd'hui, l'évolution*

*irréversible des technologies et la multiplicité des sources d'informations générées par les réseaux sociaux confèrent aux bibliothèques de lecture publique un rôle nouveau extraordinairement varié. [...] » (Humair 2013a, p.58)*

## **Accessibilité**

*« Assurer sa visibilité, adapter ses horaires d'ouverture en fonction des divers publics, pouvoir communiquer ses offres d'information et de documentation via son portail informatique ou les réseaux sociaux, faciliter son accès à travers une signalétique cohérente dans la ville, veiller à l'accès des personnes handicapées, favoriser le service de prêt à domicile pour les personnes âgées, telles sont les nombreuses exigences d'une bibliothèque de lecture publique soucieuse de s'affirmer comme un lieu essentiel de la vie de la communauté »*

*(Humair 2013a, p.59)*

Selon le manifeste de l'IFLA/UNESCO sur la bibliothèque publique 1994 (2016), trois autres objectifs font écho à et complètent ceux évoqués ci-dessus :

## **Encyclopédisme**

*« La bibliothèque publique, clé du savoir à l'échelon local, est un instrument essentiel de l'éducation permanente, d'une prise de décisions indépendante et du développement culturel de l'individu et des groupes sociaux. [...]. Les collections et les services ne doivent être soumis ni à une forme quelconque de censure idéologique, politique ou religieuse, ni à des pressions commerciales. »*

*(IFLA et UNESCO 2016)*

## **Pour tous : respecter la diversité des publics**

*« Les services qu'elle assure sont également accessibles à tous, sans distinction d'âge, de race, de sexe, de religion, de nationalité, de langue ou de condition sociale. Des prestations et des équipements spéciaux doivent y être prévus à l'intention de ceux qui ne peuvent, pour une raison ou un autre [sic], utiliser les services et le matériel normalement fournis, par exemple les minorités linguistiques, les handicapés, les personnes hospitalisées ou incarcérées ».*

*(IFLA et UNESCO 2016)*

## **Hétérogénéité des besoins**

*« La bibliothèque publique doit répondre aux besoins de tous les groupes d'âge. Elle doit recourir, pour les collections qu'elle constitue et les services qu'elle assure, à tous les types de médias appropriés et à toutes les technologies modernes aussi bien qu'aux supports traditionnels. Il est essentiel qu'elle satisfasse aux plus hautes exigences de qualité et soit adaptée aux besoins et au contexte locaux. Elle doit être à la fois reflet des tendances du moment et de l'évolution de la société, et mémoire de l'entreprise et de l'imagination humaines ».*

*(IFLA et UNESCO 2016)*

Les bibliothèques de lecture publique sont complexes à cerner. Mais grâce à la définition de leurs missions, de leurs fonctions et de leurs objectifs, on saisit leur importance et leur nécessité dans la vie d'une communauté. Il s'agit d'institutions

totallement intégrées dans le fonctionnement social et culturel de la société contemporaine et en phase avec ses attentes et ses besoins.

#### **2.1.4 Son fonctionnement**

La bibliothèque de lecture publique est dépendante de la collectivité publique (Pallier 2010) et son accès est le plus souvent gratuit.

De nombreux modèles de relations entre les bibliothèques de lecture publique et les autorités existent. Les lois qui réglementent leurs activités et leurs modes de financement sont également diverses et parfois très complexes. Suivant les pays, ce sont les provinces, les régions, l'État ou encore les municipalités qui assurent la responsabilité des services de bibliothèque. Mais comme ce type de bibliothèques offre des services de proximité, les autorités locales les gouvernent le plus souvent (IFLA et UNESCO 2001).

En Suisse, elles dépendent principalement des communes et bénéficient parfois de subventions des cantons. Des fonds peuvent aussi être dépêchés par des fondations privées.

Pour garantir son développement durable et son rôle dans le réseau national de l'information, il est nécessaire que la bibliothèque de lecture publique soit intégrée dans la structure gouvernementale. Son fonctionnement doit être garanti par la législation et par un financement adéquat (IFLA et UNESCO 2001).

#### **2.1.5 Bref historique**

La bibliothèque de lecture publique telle que nous la connaissons aujourd'hui représente le type de bibliothèque le plus récent. Elle est la plus répandue aujourd'hui et possède les objectifs les plus vastes (Pallier 2010).

Les bibliothèques de ce type sont nées sous la forme de bibliothèques municipales, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elles se caractérisaient par trois phénomènes (Pallier 2010) :

- L'essaimage mondial
- La diversification des services rendus
- L'organisation progressive de ces bibliothèques en réseaux

Dès 1875, aux États-Unis puis en Grande Bretagne, apparaît un nombre respectable de bibliothèques de lecture publique. Elles sont la conséquence des efforts conjugués des associations professionnelles et philanthropes et des mécènes prêts à financer plusieurs constructions (Pallier 2010).



Les bibliothèques anglo-saxonnes offrent déjà une grande gamme de services. Il existait des sections d'études, des collections répondant à l'ensemble des besoins de la population, des livres pour aveugle ou encore des partitions. Ces documents étaient prêtés à la population. Dès 1893, le libre accès aux collections sera introduit au Royaume-Uni, la révolution venant des États-Unis. Dans un même temps, des espaces spéciaux pour enfants seront créés, avec des collections et des animations propres à ce jeune public et attrayantes. Par la suite, l'offre va s'étoffer et proposer des collections susceptibles de répondre à la majorité des besoins des utilisateurs, avec un personnel professionnel, des horaires et une localisation favorables au plus grand nombre d'utilisateurs, autant pour les jeunes que pour les adultes. Plus tard, des bibliothèques de lecture publique en Norvège vont également voir le jour, fortement influencées par les modèles de Grande-Bretagne et des États-Unis. D'autres pays scandinaves vont ensuite suivre le mouvement. Dans de nombreux autres pays, comme en Italie, en Allemagne ou au Japon, les bibliothèques de lecture publique seront créées après la Seconde Guerre mondiale (Pallier 2010).

En France, la Lecture publique est le successeur immédiat, mais opposé, de la lecture populaire. Cette dernière était un instrument du conditionnement des classes laborieuses et du maintien de l'ordre social tandis que la Lecture publique se voulait être une ouverture sur les valeurs de civilisation et un instrument de libre réflexion. L'expression est d'abord entrée dans la langue française avec son sens littéral de lecture collective. Elle était utilisée par les autorités civiles et religieuses comme un moyen d'informer et d'instruire le peuple (Richter 1979). La réflexion sur la bibliothèque de lecture publique moderne et sur la profession de bibliothécaire a été menée, pour une large partie, dans le cadre de l'Association des bibliothécaires français (ABF) (Pallier 2010). En 1931, lors du Congrès international de la Lecture publique organisé par cette association à Alger, une définition de la Lecture publique a été émise :

*« La lecture publique n'est nullement... la lecture à haute voix devant un public qui écoute ; c'est la lecture, à part soi, dans un endroit public, et cet endroit se nomme... bibliothèque ou salle de lecture ; nous avons réservé cependant l'emploi des mots lecture publique non pas aux bibliothèques destinées surtout aux érudits, mais aux établissements où le grand public trouve des collections appropriées à ses goûts et à ses besoins... elle ne nécessite pas des livres savants, elle veut seulement des livres bien faits [...] qui rendent à tous les services qu'ils en attendent [...] »*  
(Richter 1979, pp.168-169)

L'ABF s'est interrogée sur deux points : le modèle américain développé et la réflexion sur la modernisation des techniques et des services. Mais de telles bibliothèques n'existeront réellement qu'après 1945 (Pallier 2010). La notion de Lecture publique s'officialise avec la création d'une Direction des bibliothèques et de la Lecture publique,

en 1945. Le Manifeste sur la bibliothèque publique publié par l'UNESCO en 1972, définit la Lecture publique comme étant une médiathèque idéale qui assurerait tous les services des bibliothèques d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Elle y apparaît comme une fonction composite réunissant celle du divertissement, de la culture, de la formation, de la vulgarisation et de l'information, de la documentation et de l'étude (Richter 1979).

A la fin des années 1970, les bibliothèques de lecture publique se sont associées à la lutte contre l'illettrisme et l'alphabétisation, suite à la prise de conscience de différents pays européens de l'existence d'une population analphabète au sein des adultes (Pallier 2010).

Depuis le début des années 1980, de nouveaux services se mettent en place et axent leurs priorités sur l'information sociale : droits et recours, formation, chômage, santé, habitat, etc. Ensuite, une attention particulière a été portée à des publics spécifiques : les personnes âgées, les aveugles et malvoyants, les personnes physiquement empêchées (malades, détenus) ou encore les immigrés (Pallier 2010).

Mais pour assurer à tous un service de haut niveau, les bibliothèques de lecture publique se sont organisées en systèmes et en réseaux. Le regroupement de bibliothèques permet de rassembler un fonds plus riche et de mettre à disposition de l'ensemble du réseau des services spécialisés qui demandent un personnel particulier. Mais il est aussi nécessaire d'unir la Lecture publique entre les zones rurales et urbaines et de partager les charges communes (Pallier 2010).

La Lecture publique s'organise lorsque la législation des bibliothèques publiques s'instaure. Les premières lois apparaissent au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais les plus nombreuses seront écrites dans les années 1990, notamment en Suède, au Danemark, en Hongrie, en Lituanie ou encore en Pologne (Pallier 2010).

## **2.2 Bibliothèques de lecture publique dans le canton de Neuchâtel**

### **2.2.1 Périmètre**

Selon la définition présentée de la bibliothèque de lecture publique, de multiples institutions appartiennent à cette catégorie dans le canton. Un recensement en cours effectué par le Bibliobus neuchâtelois se trouve en annexe 1.

Sept institutions représentatives de la Lecture publique dans le paysage bibliothéconomique de ce canton ont été retenues pour participer à ce travail et se prêter à la collecte des données par questionnaire :

- Les trois plus grandes bibliothèques faisant partie du réseau régional RBNJ :
  - La Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds (BVCF)
  - La Bibliothèque de la Ville du Locle (BVL)
  - La Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel (BPUN)
- Une des seules bibliothèques des jeunes faisant partie du réseau régional RBNJ
  - La Bibliothèque des Jeunes de la Ville de La Chaux-de-Fonds (BJCF)
- Le réseau du Bibliobus neuchâtelois
  - Sept bibliothèques fixes et soixante et un lieux de passage<sup>2</sup>
- Deux bibliothèques ne faisant partie d'aucun réseau
  - La Bibliothèque Pestalozzi de Neuchâtel
  - La Bibliothèque des Jeunes de la Ville du Locle (BJL)

Ces sept institutions vont permettre de dresser un état des lieux et un bref historique de la Lecture publique dans le canton. C'est auprès des responsables de ces institutions ou des secteurs de lecture publique qu'elles représentent que des entretiens par questionnaire ont été menés. Les données sont utilisées par la suite dans ce travail. Il était nécessaire de cibler quelques bibliothèques représentatives compte tenu du temps imparti pour réaliser ce travail.

Le canton de Neuchâtel possède une multitude d'autres services d'information documentaire qui ne font pas partie des bibliothèques de lecture publique comme définies précédemment :

- Les bibliothèques scolaires
- Les bibliothèques professionnelles
- Les bibliothèques académiques
- Les bibliothèques spécialisées
- Les centres de documentation
- Les services d'archives
- Les bibliothèques de musées

Ces bibliothèques ne sont donc pas traitées dans ce travail. Il faut malgré tout ne pas les oublier et les écarter totalement de la réflexion puisque certaines d'entre-elles participent déjà au réseau régional RBNJ. A terme, il sera de toute évidence nécessaire de tenir compte de cette notion d'hétérogénéité au sein de ce réseau pour redéfinir les besoins, les offres et les prestations documentaires susceptibles de répondre à l'ensemble des

---

<sup>2</sup> La commune du Val-de-Ruz a malheureusement résilié sa participation au réseau du Bibliobus neuchâtelois au 01 janvier 2019. Cette première mesure d'économie fait suite à la décision populaire du 10 juin de refuser la hausse du taux fiscal (Fracasso 2018). Cela équivaut à 22 points de stationnement vaudruziens supprimés, près de 27'000 documents prêtés en 2017 et soixante classes desservies (Bibliobus neuchâtelois 2018a).

partenaires. Les bibliothèques scolaires et les bibliothèques professionnelles, par exemple, auraient un grand avantage à se profiler dans ce réseau compte tenu des synergies possibles, notamment au niveau des publics et des collections.

### **2.2.2 État des lieux de la Lecture publique dans le canton de Neuchâtel**

Selon le tableau présentant les sept bibliothèques de lecture publique en annexe 2, nous relèverons que la population du canton s'avère très bien desservie en matière de Lecture publique. En effet, 158'000 habitants sur les 177'862 que compte le canton (voir annexe 3) sont desservis par les sept institutions de lecture publique. Cela représente un peu moins de 90% de la population couverte par leurs services, soit 54% par les trois Bibliothèques urbaines (Le Locle, La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel) et 46% par le Bibliobus neuchâtelois.

Si ces chiffres montrent que la proportion des zones rurales et urbaines est presque égale en termes de desserte, on constate que les prêts effectués dans les zones urbaines représentent le double de ceux effectués en zone rurale<sup>3</sup>. Une partie de l'explication réside dans l'offre documentaire plus élevée et dans les heures d'ouverture hebdomadaires plus nombreuses dans les bibliothèques urbaines, entre 30 et 50 heures, que dans les zones rurales, environ 16 heures.

Deux réseaux différents de bibliothèques cohabitent dans le canton :

- Le Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes (RBNJ) qui comprend les principales institutions urbaines neuchâteloises, soit la BVCF, la BJCF, la BVL et la BPUN
- Le réseau du Bibliobus neuchâtelois, qui comprend également sept bibliothèques fixes.

Par contre, des institutions ne fonctionnent pas en réseau, tel que la BJL et la Bibliothèque Pestalozzi.

### **2.2.3 Bref historique**

#### **BPUN**

La Bibliothèque de Neuchâtel, issue du Siècle des Lumières, voit le jour en 1788. Sa vocation est savante durant plusieurs années. En 1909, elle s'ouvre au grand public avec la création d'une section appelée « lectures populaires ». En 1968, cette section change de nom, pour se nommer « Lecture publique » de la Bibliothèque de la Ville et

---

<sup>3</sup> Selon l'Office fédéral de la statistique (Confédération Suisse. Office de la statistique, 2018), dans le tableau des Bibliothèques publiques des villes (communes dès 10'000 habitants), la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds effectue 390'473 prêts en 2016. Le Bibliobus neuchâtelois, quant à lui, effectue 231'761 prêts en 2016, selon Julie Courcier Delafontaine, directrice du Bibliobus neuchâtelois.

est aménagée dans des locaux séparés. L'institution porte le nom de « Bibliothèque publique et universitaire » dès 1983 (Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel 2018).

### **BVCF**

Fondée en 1838, la Bibliothèque du Collège de La Chaux-de-Fonds, qui deviendra la Bibliothèque publique, voit le jour. Elle est créée sous l'impulsion de la Chambre d'éducation, autorité scolaire de l'époque en charge de l'enseignement en ville (Ville de La Chaux-de-Fonds 2018). La Bibliothèque est au départ une bibliothèque à vocation essentiellement scolaire. Il y a donc une alphabétisation de masse dans les Montagnes neuchâteloises, avant même la création de l'école obligatoire en 1850. Mais la lecture reste destinée aux classes moyennes et bourgeoises, les ouvriers manquant de temps pour lire. La littérature est considérée comme un instrument pour instruire la jeunesse, en formant ainsi des citoyens au service de l'ordre moral et social (Ramseyer 2013).

En 1910, l'arrivée de William Hirschy, bibliothécaire engagé à plein temps, transforme la bibliothèque. Il permet à l'institution d'ouvrir tous les jours au public. Celle-ci se popularise et devient un véritable service au public. Son budget est alors adapté en conséquence (Ramseyer 2013). La collection de livres pour la jeunesse est complétée par des ouvrages classiques et des nouveautés, demandés par le public (Ville de La Chaux-de-Fonds 2018).

### **BJCV**

La Bibliothèque du Collège s'étant transformée dès 1919 en bibliothèque pour adultes, les enfants n'y trouvent plus de livres. En 1950, l'idée de créer une bibliothèque pour enfants, lieu de culture réunissant distraction, création et documentation, germe dans l'esprit de plusieurs personnalités de la ville. En 1953, sous l'égide de l'Association pour la Bibliothèque des Jeunes, la première Bibliothèque des Jeunes ouvre ses portes, suivie de la seconde en 1971 (Cetlin 2013).

### **BVL**

La BVL est créée en 1830 par des pasteurs. Elle se rattache au courant des bibliothèques populaires. En 1854, elle se transforme en bibliothèque scolaire et porte également, pour un temps, le nom de Bibliothèque du Collège (Ramseyer 2013).

## **BJL**

Les prémices de la création de cette bibliothèque voient le jour en 1956, lorsqu'une motion concernant la création d'une bibliothèque des jeunes au Locle est adressée au Conseil général de la ville. Puis, en 1963, il y a la création d'une petite bibliothèque à l'Ecole secondaire du Locle. Ensuite, M. Donzé, directeur des Bibliothèques de la Ville de La Chaux-de-Fonds, est chargé en 1967 d'examiner la réorganisation des bibliothèques du Locle. Il réalise un rapport, ses résultats servent de base de travail (C. M. 1970). Le projet de création d'une bibliothèque des jeunes est accepté et un crédit est octroyé par le Conseil général. La bibliothèque ouvre ses portes le vendredi 30 octobre 1970 dans l'immeuble Crêt-Vaillant 37, adresse qu'elle occupe toujours aujourd'hui (Nydegger 1970).

### **Bibliothèque Pestalozzi**

Ouverte en 1945, la Bibliothèque Pestalozzi est créée dans le but de mettre à la disposition des enfants et des adolescents, jusqu'à la fin de leur scolarité obligatoire, du matériel didactique et récréatif (Burki Chappuis 2011).

### **Bibliobus neuchâtelois**

En 1962, l'initiative de créer un bibliobus dans le canton de Neuchâtel est lancée. La proposition émane du parti socialiste de La Chaux-de-Fonds et plus spécifiquement de Fernand Donzé, directeur de la Bibliothèque de la Ville.

Il constate, qu'à l'exception des Villes de La Chaux-de-Fonds, de Neuchâtel et du Locle, les autres localités du canton de Neuchâtel sont dépourvues de bibliothèques de lecture publique pour adultes et pour jeunes. Les petites localités n'ont pas les moyens financiers de mettre sur pied et d'entretenir une bibliothèque. La Lecture publique dessert de façon déséquilibrée l'ensemble des habitants du canton. Le milieu rural est plus défavorisé. Partant de ce constat, M. Donzé propose de créer un service de bibliobus dans le canton. En 1964, une commission est créée et en 1972 le Grand Conseil accepte d'octroyer un crédit pour la création d'un bibliobus. La première tournée a lieu le 02 avril 1974.

A partir de 1982, suite à la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques (1981 : 442.41), le fonctionnement de l'Association du Bibliobus neuchâtelois change. Il doit désormais se développer sur deux axes principaux : créer et gérer des bibliothèques communales dans les localités de plus de 3'000 habitants et desservir par le bibliobus les communes qui en manifestent le désir (Schindler 2013).

## 2.3 Base légale

### 2.3.1 État des lieux dans le canton de Neuchâtel

Contrairement à d'autres cantons suisses, le canton de Neuchâtel ne possède pas de Bibliothèque ou de Médiathèque cantonale.

En revanche, il s'est doté de la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques (1981 : 442.41) (voir annexe 4). Elle stipule que l'État reconnaît le rôle spécifique des bibliothèques des Villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds dans la vie culturelle et scientifique du canton (art.1). Cette loi reconnaît le rôle des bibliothèques et du Bibliobus neuchâtelois comme diffuseurs de la Lecture publique dans le canton (art. 2 al.1). L'État participe aux frais d'équipement et de fonctionnement du service ambulant (art. 3) ainsi qu'au financement des Bibliothèques de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds par voie de convention (art. 5 al. a). Il peut également accorder un subside à d'autres bibliothèques (art. 5 al. b), selon le Règlement concernant l'octroi de subvention en faveur des bibliothèques communales (1982 : 442.411).

Cette loi a été soumise à des modifications annoncées dans la Feuille officielle du 18 décembre 2015 (Canton de Neuchâtel 2015). L'objet portait sur la modification de l'article 2 al. 1 indiquant que « *La lecture publique est rendue accessible par des bibliothèques et un service ambulant (bibliobus)* » au profit de la proposition suivante : « *La lecture publique est rendue accessible par des bibliothèques* ». L'article 3 présenté ci-dessous, sur l'aide au Bibliobus neuchâtelois, était quant à lui abrogé :

« Art. 3 <sup>1</sup>*L'État participe aux frais d'équipement et de fonctionnement du service ambulant, dont la gestion est assumée par l'association neuchâteloise pour le développement de la lecture par bibliobus.*

<sup>2</sup>*Il peut favoriser la création de bibliothèques alimentées par le bibliobus, dans les communes qui en démontrent le besoin.*

<sup>3</sup>*Les communes et institutions desservies par le bibliobus contribuent au financement dudit service »*

(Loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques 1982, p.1)

L'État souhaitait se défaire de ses obligations financières vis-à-vis non seulement du Bibliobus neuchâtelois mais également des bibliothèques communales et scolaires auxquelles il accordait une subvention. La loi fut soumise à un référendum facultatif. Plus de 7'300 signatures furent récoltées et déposées le 16 mars 2016 (Canton de Neuchâtel 2016a). La votation cantonale survenue le dimanche 25 septembre de la même année verra le peuple refuser par 62.28% les modifications portant sur le Bibliobus et son financement (Canton de Neuchâtel 2016b). L'État, qui souhaitait se désengager du financement du Bibliobus neuchâtelois dans le cadre de son

programme de redressement des finances publiques exigé par le Grand Conseil (Canton de Neuchâtel 2016c), se voit donc contraint de trouver d'autres solutions. En l'absence d'une nouvelle loi, et sous la menace d'une suppression des subventions au Bibliobus neuchâtelois, les communes se voient dans l'obligation de redéfinir l'organisation en réseau du Bibliobus neuchâtelois et de trouver une solution pour anticiper cette situation. Fort heureusement, puisque malgré la votation populaire, le canton décide de réduire ses subventions au Bibliobus neuchâtelois de CHF 100.000.-<sup>4</sup> et de supprimer toutes les aides aux bibliothèques communales qui se montaient à CHF 80.000.-<sup>5</sup>.

Sur le site officiel du canton de Neuchâtel (Canton de Neuchâtel 2018), une mention stipule que cette loi est en cours de révision. Plusieurs institutions appellent de leur vœux sa modification. Une évaluation plus précise de cette loi est présentée au chapitre 6.

Par ailleurs, le canton est muni de la Loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC 1991 : 451.01). Mais elle stipule seulement l'aspect patrimonial des bibliothèques du canton et non leurs rôles en matière de Lecture publique. C'est également le cas dans le projet de nouvelle Loi sur la sauvegarde du patrimoine culturel (LSPC) émis dans un rapport du Conseil d'État au Grand Conseil, le 14 février 2018 (Canton de Neuchâtel. Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC). Conseil d'État 2018). Dans ce dernier, il est également stipulé, qu'à terme, la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981 sera modifiée et qu'« *une réflexion à ce sujet est d'ores et déjà engagée en concertation avec une partie des partenaires concernés* » (Canton de Neuchâtel. Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC). Conseil d'État 2018, p. 27).

### **2.3.2 État des lieux dans d'autres cantons suisses**

Au niveau fédéral, il n'existe aucun texte juridique consacré à la Lecture publique. La Loi sur l'encouragement à la culture (LAC 2009 : 442.1) aborde seulement la question de la promotion de la lecture et le combat contre l'illettrisme.

Au niveau cantonal, plusieurs cantons proposent des textes officiels de loi, des directives ou des ordonnances concernant les bibliothèques et la Lecture publique.

---

<sup>4</sup> Information reçue de Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds et confirmée par Julie Courcier Delafontaine, directrice du Bibliobus neuchâtelois lors d'un entretien réalisé le 18 avril 2018 (voir annexe 6).

<sup>5</sup> Information reçue de Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds. Ce chiffre est l'addition des subventions supprimées au profit des bibliothèques communales ou scolaires, dont CHF 22.000.- ont été retirés à la BJCF et CHF 35.000.- à la BVL.



Le canton du Valais s'est doté d'une loi sur la promotion de la culture (LPrC 1996 : RS 440.1) qui définit les missions et les buts de la Bibliothèque cantonale, appelée aujourd'hui Médiathèque Valais (art. 32 et 33). Cette dernière est sous la responsabilité de l'État. Il est même spécifié qu'un de ses buts est de « *favoriser le développement et la coordination de la lecture publique dans le canton* » (LPrC 1996 : RS 440.1, art. 33 al. f., p. 7).

Le même canton possède des directives cantonales en faveur des bibliothèques (Canton du Valais. Département de l'éducation, de la culture et du sport 2013) qui leur permettent d'obtenir des subventions pour leur fonctionnement et leurs investissements. Ces directives établissent des normes en termes de locaux, d'informatique et de réseaux, d'horaires d'ouverture, de médiation culturelle, de personnel et autres.

Le canton de Fribourg s'est également doté des directives sur les bibliothèques de lecture publique émises par la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (Canton de Fribourg. Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport 2013). Ces directives établissent des normes en termes de localisation, de population desservie, de surface, d'offre, de personnel et autres. Elles définissent également les critères d'attribution ainsi que les modalités de calcul pour la distribution des contributions annuelles pour l'achat de livres neufs et de subventions pour la formation et la formation continue.

Le canton du Jura possède une ordonnance au profit des bibliothèques et de la promotion de la Lecture publique (Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique 1987 : 441.221). L'Office de la culture est chargé d'assurer le bon fonctionnement du réseau de bibliothèques (art. 6) et spécifiquement d'harmoniser les techniques bibliothéconomiques (art.6 al. d). La Bibliothèque cantonale assure pour le canton l'ensemble des tâches de coordination avec les réseaux (art. 12) L'État encourage la Lecture publique en finançant les dépenses annuelles liées à l'acquisition et à l'entretien des ouvrages (art. 21). L'État octroie également des subventions aux bibliothèques dont le fonctionnement est conforme aux directives de l'Office de la culture (art. 23).

Le même canton fait valoir une directive concernant les bibliothèques publiques émise par le Département de l'Education et des Affaires sociales (Directive concernant les bibliothèques publiques 1987 : 441.221.1). Cette directive établit des normes en termes de locaux, d'ouvrages, d'accès et de personnel.

Le canton de Berne possède la Loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC 2012 : RSB 423.11). L'État assume une part financière de 20% pour les bibliothèques (art.19 al. a).

Pour finir, le canton de Saint-Gall mérite également d'être cité, car il bénéficie d'une loi exclusivement consacrée aux bibliothèques depuis 2013 (Bibliotheksgesetz 2013 : 276.1). Ses buts sont la sécurisation des services de base de la bibliothèque et la promotion des bibliothèques. L'État gère la Bibliothèque cantonale et favorise, notamment, la coopération des bibliothèques et la coordination de leurs offres et services.

### **2.3.3 État des lieux dans d'autres pays**

En ce qui concerne les pays européens, il convient de citer quatre exemples : ceux du Luxembourg, de la Norvège, de la République Tchèque et de la Finlande. La France ne possède pas de loi spécifique. Ensuite, il faut mentionner l'exemple du Canada, plus spécifiquement de sa province de l'Ontario.

Le Luxembourg possède une loi relative aux bibliothèques publiques (2010). Elle définit ce qu'est une « bibliothèque publique », ses services et son fonctionnement (chapitre I et II). Elle stipule que les frais de fonctionnement sont à charge des communes (art. 13). L'État participe, par des subventions, aux frais du personnel (art. 14), aux frais d'acquisition de nouveaux ouvrages ou collections, de mobilier et d'outils technologiques, selon des modalités définies par voie de règlement grand-ducal (art. 15). Cette loi fait aussi état d'un Conseil supérieur des bibliothèques qui a de multiples missions, dont la coordination des activités de promotion de la lecture et des savoirs et la coordination des activités de formation permanente des personnels des bibliothèques publiques (art.20).

Le Règlement grand-ducal du Luxembourg (2010) établit des normes en termes d'heures d'ouverture hebdomadaires, d'ouvrages et de collections. Il stipule le montant maximum alloué par l'État aux bibliothèques pour les frais de fonctionnement, qui sont définis comme les frais de bureau, les frais d'entretien des locaux, les frais de promotion liés aux manifestations culturelles, les frais de formation, les frais liés à la confection des cartes de lecteur nominatives et les frais d'acquisition liés à l'acquisition d'outils informatiques et de communication modernes.

La Norvège possède également une loi sur les bibliothèques (1998). Elle détermine notamment la responsabilité des autorités locales en matière d'organisation des bibliothèques, la totale gratuité des prêts et des services et la qualification du personnel (Hormia-Poutanen 2011).

La République Tchèque possède la Loi n° 257/2001 sur les bibliothèques et sur les conditions d'exploitation des bibliothèques publiques et des services d'information. Elle touche en premier lieu les bibliothèques de lecture publique. L'État leur octroie des subventions spéciales, affectées à des fins définies. Elles sont accordées dans plusieurs cas, notamment l'implémentation des nouvelles technologies, l'interconnexion des bibliothèques et la création de réseaux, l'achat de documents, les projets culturels, d'éducation et de formation, la formation continue du personnel ou encore l'équipement des bibliothèques en systèmes de protection (antivols). Les services offerts au public par ces bibliothèques sont décrits dans cette loi (Burgetova 2001).

La Finlande possède une loi sur les bibliothèques (Loi sur les bibliothèques 909/1998 promulguée à Helsinki le 4 décembre 1998). Cette loi définit les services que doivent fournir les bibliothèques et la promotion de ceux-ci à l'échelle nationale et régionale. Elle stipule qu'une bibliothèque publique doit fonctionner en collaboration avec les autres bibliothèques publiques et les autres types de bibliothèques. L'État aide les communes en couvrant les frais d'exploitation de la bibliothèque, conformément à la Loi 635/1998 sur le financement des services éducatifs et culturels.

Pour finir, la province canadienne de l'Ontario possède la Loi sur les bibliothèques publiques (1990). L'État accorde des subventions pour les bibliothèques à chaque municipalité (art. 40). Sur le site Ontario Ministère du tourisme, de la culture et du sport, une brochure explique les points importants de la loi (Ontario Ministère du tourisme, de la culture et du sport 20??). Cette brochure révèle qu'un solide réseau de bibliothèques est la clé d'une solide collectivité et contribue à l'éducation, à l'alphabétisation et à l'apprentissage continu des résidents. La loi stipule que les bibliothèques publiques doivent fonctionner sous la gestion et le contrôle d'un conseil de bibliothèques publiques. Ce conseil est responsable du fonctionnement de son réseau de bibliothèques et reçoit des subventions de l'État (art. 40).

## 2.4 Qu'est-ce que « la mutualisation » ?

### 2.4.1 En général

Selon Jérôme Pouchol (2016, pp. 11-12), la notion de mutualisation a deux significations. *Le Robert* l'associe au verbe d'action « mutualiser », soit de « mettre en commun » ou de « répartir (un risque, des frais) à égalité parmi les membres d'un groupe ». Dans le *Littré*, le terme « mutualisation » est associé à l'adjectif « mutuel », soit à « ce qui s'échange entre deux ou plusieurs personnes, qui implique un comportement simultané et réciproque ». La notion de mutualisation ne se réduit donc pas à un simple partage des ressources ou à de simples collaborations ou interactions. Elle est :

*« [...] le fruit d'une démarche volontaire et « impliquante » pour chacune des parties, dans le sens d'une concordance de valeurs et d'actions »*

*(Pouchol 2016, p.12)*

En guise de synthèse, la définition suivante est proposée :

*« La mutualisation est un processus de mise en commun, entre une pluralité d'acteurs et d'organisations, de ressources matérielles ou immatérielles, dans le but de produire une valeur collective ajoutée, dont chacune des parties pourra s'emparer pour ses propres fins »*

*(Pouchol 2016, p.12)*

Le philosophe Patrick Viveret ajoute une autre dimension à cette notion de mutualisation, en la définissant comme « avant tout interhumaine » (2014, p. 5). Le philosophe et philologue Henz Wismann, quant à lui, émet l'idée que la mutualisation est « être solidaire face aux risques qui accompagnent la recherche commune de certains avantages » (Wismann et Gazeau 2014, p. 7).

### 2.4.2 En bibliothèque

Les bibliothèques gagnent à se regrouper en réseau pour bénéficier de la mécanique avantageuse de la mutualisation. Les opérations de mutualisation résultent principalement de la rationalisation des processus de travail, de l'homogénéisation des procédures, de la centralisation des dispositifs techniques, logistiques et communicationnels (circuit du document, navette, système intégré de gestion de bibliothèques (SIGB), etc.) ou encore du pilotage transversal des collections et des projets d'action culturelle. Cela est pensé dans le but d'optimiser le travail, les services offerts et de mettre en place un système collectif à base d'entraide mutuelle (partage, transfert et redistribution) (Pouchol 2016).

## **3 État des lieux**

### **3.1 Mutualisations existantes dans les bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel**

#### **3.1.1 Le réseau régional RBNJ<sup>6</sup>**

##### **Historique**

Le réseau a été fondé en 1995 sous l'impulsion de trois institutions du canton, la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel (BPUN), la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds (BVCF) et les bibliothèques de l'Université de Neuchâtel. Elles ont eu la volonté d'adopter une plate-forme informatique commune. Cette décision allait permettre la mise en commun de compétences et le partage de différentes ressources, tant humaines, techniques, documentaires que financières. L'intérêt d'une telle coopération visait à travailler en réseau afin de coordonner les activités pouvant être mutualisées à terme. La Commission cantonale des bibliothèques reçut la soumission du projet le 27 avril 1995 et donna un préavis favorable. Vu la volonté de réunir en un réseau régional ces trois bibliothèques, le Conseil d'État accorda par arrêté du 5 octobre 1995 un crédit d'engagement de CHF 375'000.- à l'Université de Neuchâtel. Il permettra l'acquisition des équipements communautaires. Ainsi fut fondé le réseau régional sous le nom de Réseau cantonal des bibliothèques neuchâteloises (RCBN) qui choisit de se joindre au réseau RERO. Une forme administrative simple fut trouvée par voie d'une convention signée entre les différents partenaires, les autorités des deux villes et du canton. Depuis, le réseau s'est élargi. Il prend le nom, en 2002, de Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes (RBNJ) lorsque le canton du Jura le rejoint (Humair 2013b).

Actuellement, soixante-deux bibliothèques sont affiliées à ce réseau qui utilise le logiciel commun Virtua. Ce sont des bibliothèques de tous types qui partagent une collection de plus de 2'500'000 documents et qui comptent presque 70'000 usagers (RBNJ 20??).

##### **Gouvernance et fonctionnement**

L'organisation du RBNJ est assurée par deux entités : un comité de direction et un conseil composé de représentants de toutes les institutions partenaires. Le conseil se préoccupe de la réalisation des buts que le réseau s'est fixés, tandis que le comité

---

<sup>6</sup> Pour réaliser ce chapitre, je me suis appuyée sur l'entretien réalisé avec Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds, La Chaux-de-Fonds, le 5 mars 2018 ainsi que sur les différents entretiens menés auprès des institutions de lecture publique du canton retranscrits en annexe 6.

assure la responsabilité de la gestion, de l'administration et du développement du réseau. Il délègue les tâches administratives, techniques et financières auprès de la Coordination locale (RBNJ 20??).

Le réseau comprend aussi diverses commissions et groupes de travail chargés notamment de veiller à la gestion des politiques de prêt, à l'amélioration des prestations, à l'appréciation de la pertinence des développements informatiques et à l'application des décisions prises au sein du comité de direction (Humair 2013b).

Concernant les divers frais d'investissement et frais d'exploitation, ils sont partagés entre les bibliothèques affiliées selon une clé de répartition et un mode de calcul fixés par voie de convention (Humair 2013b).

L'organigramme de la coordination locale RBNJ est présenté en annexe 5.

Sur le site internet de RBNJ (20??), l'onglet professionnel permet aux employés d'accéder à une multitude de documents concernant le réseau, les groupes de travail, la répartition des tâches de coordination, les statistiques ou encore différents manuels d'utilisation.

### **Services mutualisés**

Ce réseau est fondé sur l'utilisation partagée d'un système informatique commun, Virtua, qui permet aux institutions de rendre visibles leurs collections à toutes les bibliothèques affiliées et d'en assurer l'accès (Humair 2013b). Certaines collections peuvent être visibles sans pour autant permettre le prêt à distance. Ce logiciel permet de réaliser le prêt et le retour de documents, mais également de gérer les abonnements des magazines (appelé bulletinage), ou encore les commandes. Il garantit l'accès aux notices bibliographiques de l'ensemble du réseau. Ainsi, lorsqu'une bibliothèque catalogue un document pour la première fois, les autres institutions peuvent ensuite crocher leur notice d'exemplaire sur la notice bibliographique commune. De cette façon, le catalogage complet d'un ouvrage se fait une seule fois par document.

L'accès à l'information et à la documentation du réseau est amélioré grâce à un catalogue commun. Les utilisateurs peuvent ainsi bénéficier d'une offre variée qui correspond à l'ensemble des collections appartenant à des bibliothèques de types différents.

En outre, plus de la moitié des bibliothèques, trente-cinq exactement, participent à la navette. Ce service permet aux usagers de demander, via le catalogue en ligne, un

document présent dans une bibliothèque et de le retirer dans l'institution de leur choix. Ce service est proposé gratuitement aux usagers du réseau (RBNJ 20??).

Des abonnements communs existent aussi. Le service de navettes est réalisé grâce à un abonnement postal contracté par le réseau RBNJ. Un abonnement commun au site de système de commande Electre est également proposé par le réseau RBNJ. Il permet aux institutions de réaliser des recherches bibliographiques et de sélectionner des ouvrages dans un panier, pour ensuite passer commande auprès des éditeurs.

Pour finir, il faut spécifier que la carte de lecteur du RBNJ fait partie du réseau « BibliOpass », qui assure aux usagers d'accéder à toutes les bibliothèques du réseau, de consulter leurs fonds et d'emprunter des documents, grâce à une seule et unique carte (Bibliothèque nationale suisse BN 2014).

### **Avenir du réseau<sup>7</sup>**

L'avenir de ce réseau, dans sa forme actuelle, est menacé. En effet, la création annoncée d'une nouvelle plate-forme nationale pour les bibliothèques scientifiques de toute la Suisse, appelée SLSP (Swiss Library Service Platform) à l'horizon 2021, va amputer le réseau RBNJ des bibliothèques de l'Université de Neuchâtel.

A partir de 2021, comme RERO est voué également à disparaître dans sa configuration actuelle et la BVCF et la BPUN n'ont pas été appelées formellement à rejoindre la nouvelle plate-forme SLSP, malgré leur statut patrimonial, celle-ci ont fait le choix délibéré de rester unies pour conserver le fonctionnement du RBNJ. Cette union permettra d'offrir toutes les chances à la Lecture publique de se regrouper autour d'une seule entité dont le statut reste à définir.

Le réseau RBNJ va donc perdurer avec la même structure et ne va pas être dissous. Mais il sera invité à opérer un choix stratégique concernant sa position future dans l'environnement romand des bibliothèques. Le premier choix est de poursuivre au sein d'un centre de compétences aux contours encore très flous (ex RERO) au côté d'autres bibliothèques publiques romandes ne pouvant pas se joindre au réseau SLSP, comme la Médiathèque Valais, organisées autour d'un logiciel open source intitulé Invenio. Le second est de rejoindre le réseau Renouvaud qui, comme la Bibliothèque nationale et la plate-forme de services SLSP, a fait le choix du logiciel ALMA.

Il revient à la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP) de décider en automne 2018 si le système proposé par RERO peut répondre à la gestion des

---

<sup>7</sup> Pour réaliser ce chapitre, je me suis appuyée sur des informations reçues par Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds.

institutions orphelines. Il faut alors savoir qu'elle n'en soutiendra plus ni le financement, ni le développement, ni la maintenance au-delà de 2021. Tout porte à croire que ce scénario pourra être contesté par les institutions concernées peu enclines à cautionner un chèque en blanc. Ce sera donc une décision politique qui tranchera l'avenir de ce réseau.

Quoi qu'il en soit, le concept du réseau régional RBNJ persistera. Si tel ne devait pas être le cas, les bibliothèques du canton assisteraient à un retour en arrière dont on imagine mal les conséquences pour les usagers. Les bibliothécaires ne pourraient plus bénéficier des avantages de la mise en réseau (mise en commun des collections, catalogue commun, etc.) et les usagers habitués au système actuel se verraient privés d'une offre documentaire de premier plan.

### **3.1.2 Le Bibliobus neuchâtelois<sup>8</sup>**

#### **Fonctionnement et services mutualisés**

Le Bibliobus neuchâtelois possède une centrale administrative qui occupe depuis mars 2018 de nouveaux locaux à Saint-Blaise. De nombreux travaux sont centralisés dans ces lieux (Bibliobus neuchâtelois 2018b) :

- La gestion et l'administration
- Le secrétariat
- Les commandes et achats de tous les documents
- Le système de gestion de bibliothèque
- Le catalogue de tous les documents (réalisé sur le logiciel NetBiblio)
- L'équipement de tous les documents
- La remise en état des documents usagés
- Le traitement des réservations
- La répartition des documents entre les différentes bibliothèques et le bus
- La gestion des tournées du bus
- La préparation d'une partie des expositions et des animations
- La gestion du stock de livres (dépôt, réserve)
- La gestion du système informatique

Le réseau possède également un catalogue informatisé commun. Une multitude de services sont donc mutualisés dans ce réseau.

---

<sup>8</sup> Pour réaliser ce chapitre, je me suis appuyée sur l'entretien réalisé avec Julie Courcier, directrice du réseau du Bibliobus neuchâtelois, effectué le 18 avril 2018 à Saint-Blaise, retranscrit en annexe 6 ainsi que sur le site internet du Bibliobus neuchâtelois.



Le personnel qui travaille à la centrale s'occupe de toutes les tâches bibliothéconomiques. Ces bibliothécaires référents passent une fois par semaine durant environ deux heures dans les succursales pour apporter les nouvelles acquisitions et les réservations. Ils s'occupent également de former et d'informer le personnel de prêt. Ils recueillent également leurs demandes et leurs remarques qu'ils rapportent à la centrale pour leur fournir ensuite des renseignements et des solutions. Il y a un perpétuel échange et une forte communication entre la centrale et ses succursales.

### **Avenir du réseau**

L'avenir du Bibliobus neuchâtelois dépend de la volonté des communes et de l'État de créer les conditions nécessaires à son maintien. En l'absence d'une base légale propice à la réorganisation de la Lecture publique, son organisation actuelle en association donne des signes réels de fragilité.

## **3.2 Conséquences dues à l'absence de mutualisation des services en bibliothèque de lecture publique dans le canton de Neuchâtel**

Deux bibliothèques ne font partie d'aucun réseau, la Bibliothèque des Jeunes du Locle ainsi que la Bibliothèque Pestalozzi de Neuchâtel. De plus, deux réseaux de bibliothèques indépendants existent.

Plusieurs conséquences négatives pour les usagers peuvent être identifiées.

### **Les multiples cartes de lecteur**

L'utilisateur a besoin de plusieurs cartes pour se rendre dans les bibliothèques du canton. Dans la Ville du Locle, par exemple, si une personne est inscrite à la BVL et également à la BJL, elle doit se munir de deux cartes différentes. Cette situation peu commode pour les usagers se comprend d'autant plus mal dans un canton où les bibliothèques de statut identique ont opté pour un fonctionnement en réseau.

### **Plusieurs lieux obligatoires pour le prêt et le retour de documents**

L'utilisateur ne peut pas rendre tous ses ouvrages dans une seule bibliothèque. Si nous conservons l'exemple du Locle, l'utilisateur doit se rendre à la Bibliothèque de la Ville du Locle pour rendre et emprunter ses ouvrages faisant partie du réseau RBNJ mais doit se déplacer jusqu'à la Bibliothèque des Jeunes pour rendre les ouvrages de cette institution.

## **Les multiples catalogues informatisés**

Les usagers doivent utiliser plusieurs catalogues pour découvrir les collections d'ouvrages en lecture publique. En l'occurrence, ils sont au nombre de quatre si on se concentre uniquement sur les sept bibliothèques retenues dans ce travail (le catalogue RBNJ, le catalogue de la Bibliothèque des Jeunes du Locle, le catalogue de la Bibliothèque Pestalozzi et le catalogue du Bibliobus neuchâtelois).

Plusieurs conséquences négatives pour les professionnels peuvent être également mises en avant.

## **Pas d'accès unique aux collections de la Lecture publique dans le canton**

Les professionnels n'ont pas la possibilité d'avoir accès, en un seul catalogue, à l'ensemble des collections de Lecture publique du canton.

Si un usager de la BJL, par exemple, demande un ouvrage et qu'il n'existe pas dans l'institution, les bibliothécaires devront chercher dans d'autres catalogues, comme dans celui de la Bibliothèque Pestalozzi, du Bibliobus neuchâtelois ou encore dans le catalogue RBNJ, où la BJCF est présente. Mais l'utilisateur devra se déplacer pour emprunter son document, qui ne pourra pas être acheminé à la BJL, n'étant dans aucun réseau de bibliothèques.

Si la recherche dans d'autres catalogues n'est pas effectuée, l'utilisateur ne pourra pas savoir si le document est disponible ailleurs.

Dans tous les cas, l'institution peut proposer d'acquérir le document pour l'utilisateur, afin que l'institution possède également cet ouvrage.

Du temps et de l'argent peuvent donc être dépensés de façon inadéquate.

## **L'acquisition multipliée de documents**

Un document est souvent disponible dans plusieurs bibliothèques faisant partie d'un réseau. Mais sachant que d'autres bibliothèques possèdent également un exemplaire, le prêt entre bibliothèques est réalisé. Les demandes en ligne sont effectuées pour demander l'exemplaire d'une autre institution. Lorsque la bibliothèque n'est pas mise en réseau, elle a deux possibilités pour répondre à la demande d'un ouvrage fortement demandé. Elle peut acheter le document en plusieurs exemplaires ou alors multiplier les demandes de réservation sur un seul ouvrage. Les conséquences sont dans les deux cas négatives. Dans le premier cas, la bibliothèque dépense plus de budget pour l'acquisition de documents. Dans le second cas, les usagers peuvent être tentés d'aller acheter le document plutôt que d'attendre six mois pour l'emprunter à la bibliothèque.

## **Les multiples notices de catalogage pour un même ouvrage**

Les institutions achètent souvent des documents communs. Il est nécessaire d'enregistrer ces documents dans le logiciel, de les cataloguer. Ainsi, ils seront visibles dans le catalogue informatisé. En ayant des réseaux de bibliothèques différents, ou des bibliothèques fonctionnant seules, il arrive qu'un même ouvrage soit catalogué plusieurs fois. Si on reprend en compte les sept bibliothèques retenues qui possèdent donc quatre catalogues informatisés différents, cela signifie qu'un même ouvrage sera catalogué quatre fois. Les spécialistes devraient éviter cette tâche chronophage et complexe.

Ces constatations révèlent que la présence de plusieurs réseaux et de bibliothèques fonctionnant seules comportent de multiples inconvénients, pour les usagers comme pour les professionnels. Les salariés sont rémunérés pour réaliser des tâches qui pourraient n'être effectuées qu'une seule fois au lieu de quatre. Si le travail était optimisé, du temps pourrait être dégagé des tâches courantes afin de réaliser des projets parfois écartés, faute de disponibilité.

Une économie de temps et d'échelle pourrait être réalisée en regroupant les catalogues des bibliothèques en un seul réseau.

## **Peu de communication interne et externe**

Lorsque les bibliothèques ne sont pas mises en réseau, peu de communication existe entre les professionnels, et il en résulte un manque de collaboration entre les institutions. Même à l'intérieur du réseau régional RBNJ, un réel cloisonnement existe entre les institutions. Les employés n'ont pas assez la possibilité d'échanger leurs expériences de travail, de discuter sur les différents projets à venir ou encore d'évoquer des problèmes qui peuvent être communs peut-être à plusieurs institutions.

En ce qui concerne la communication externe, le fait de communiquer chacun de son côté sur ses événements ou sur sa collection ne permet pas à l'utilisateur d'avoir une vue d'ensemble de l'offre du canton. Pour cela, il faut que l'utilisateur parcoure, par exemple, tous les programmes des différentes institutions ou qu'il se rende sur tous les sites internet. Il peut ainsi passer à côté d'événements intéressants s'il ne prend pas la peine de s'informer par différents canaux d'information.

## **4 Pratiques actuelles : État de l'art**

### **4.1 Méthodologie**

La rédaction de ce chapitre s'appuie sur des entretiens réalisés par e-mail ou par téléphone, selon le souhait des professionnels contactés de différents réseaux de bibliothèques francophones. Il concerne le fonctionnement des réseaux de bibliothèques de Suisse romande, le Réseau RenouVaud, la Médiathèque Valais et le réseau des Bibliothèques municipales de Genève. Les entretiens complets se trouvent en annexe 6. Certaines informations ont été complétées par le biais des sites internet correspondants.

Concernant les institutions françaises, les entretiens réalisés avec les Bibliothèques municipales de Mulhouse et de Reims se trouvent également en annexe 6, complétés par des informations se trouvant sur leur site internet. Le choix de ces réseaux a été dicté par des modèles plus ou moins équivalents en taille à celui qui pourrait être créé dans le canton de Neuchâtel. Dans cette même idée, il sera fait référence à un modèle canadien, le Réseau BIBLIO de la Montérégie. Les informations prises en compte proviennent du site internet car tout y est bien documenté, notamment dans le rapport annuel 2016-2017 (Réseau BIBLIO de la Montérégie 2017).

### **4.2 Mutualisations existantes dans les bibliothèques de lecture publique de Suisse romande**

Trois réseaux de bibliothèques de Suisse romande présentent des éléments intéressants en termes de mutualisation des services. De plus, ils ne mutualisent pas forcément les mêmes services, raison pour laquelle il est intéressant de les présenter.

Il s'agit tout d'abord de la Médiathèque Valais et BiblioValais qui mettent en réseau des bibliothèques faisant partie de différentes communes. Si on imagine un réseau de bibliothèques de lecture publique sur le plan neuchâtelois, il serait forcément intercommunal et similaire à BiblioValais. Ensuite, il est fait référence au réseau RenouVaud. Ces deux réseaux se différencient par leur taille et leur fonctionnement.

Le troisième réseau identifié, celui des Bibliothèques municipales de Genève, présente un intérêt par sa similitude en termes de taille mais se différencie quant à sa nature exclusivement réservée à la Lecture publique. Il comprend sept bibliothèques et dessert, selon le recensement de la population de la Ville de Genève au 5 mars 2018 (voir annexe 7), une population d'environ 200'000 habitants. Ce résultat est proche du nombre d'habitants du canton de Neuchâtel. Seule différence notoire, ce réseau est géré par une seule commune.

## **4.2.1 La Médiathèque Valais**

### **4.2.1.1 Gouvernance du réseau**

Le réseau valaisan est composé de plusieurs types de bibliothèques, à la fois publiques, scolaires, spécialisées, patrimoniales et tertiaires. Malgré leur rattachement à ce réseau par leur catalogue et/ou leur adhésion à BiblioValais, elles conservent leur autonomie.

La coordination de ce réseau est dirigée par la Bibliothèque cantonale, la Médiathèque Valais, dont une partie est déléguée à l'association BiblioValais composée de membres collectifs.

La mise en place de ce réseau a débuté dans les années 1970 et a pour objectif d'accompagner les communes dans la création et le fonctionnement de leurs bibliothèques. A la fin des années 1990, les premières directives permettant d'accompagner les demandes de subventions et surtout de justifier leur remboursement voient le jour. Des recommandations sont également données concernant l'informatisation pour éviter la multiplication des logiciels.

### **4.2.1.2 Fonctionnement et organisation du réseau**

La Médiathèque Valais se charge des documents légaux, tels que les directives, le plan directeur, les attributions et le versement de subventions. Elle tire sa légitimité de la loi sur la culture.

BiblioValais rassemble toutes les bibliothèques et propose la certification qualité Biblio Excellence à celles souhaitant obtenir des subventions. Cette certification reprend les critères exigés par les directives de la Médiathèque Valais et les objectifs des plans directeurs. BiblioValais est structurée en cinq régions de bibliothèques : les régions de Sierre, de Sion, de Martigny-Entremont, du Chablais et du Haut-Valais. Un représentant de chacune des régions constitue le comité de l'association.

Un partenariat est établi avec l'Association des bibliothécaires Info Doc Valais pour la mise sur pied de formation continue hors du domaine lié à la certification.

### **4.2.1.3 Services mutualisés**

Les services mutualisés sont multiples :

- Le catalogue collectif informatisé
- Le système de gestion de bibliothèque
- La communication : la ligne graphique, la production de flyers, la création d'affiches et le merchandising (sacs, post-it, etc.) présent dans l'onglet shop du site

- La carte de lecteur unique pour toutes les bibliothèques du canton
- La mutualisation du prêt pour certaines bibliothèques, grâce à un service de navettes
- L'agenda des manifestations
- Le site internet

#### **4.2.1.4 Services non-mutualisés**

Plusieurs services ne sont pas mutualisés :

- Le système de gestion de bibliothèque. Certaines bibliothèques travaillent sur le logiciel Virtua (réseau RERO-Valais) et environ quarante-cinq bibliothèques possèdent le logiciel Netbiblio (catalogues individuels).
- Le circuit des documents. Les commandes, le traitement matériel et intellectuel (catalogage, indexation, équipement) des documents sont gérés par chaque bibliothèque.

Le canton du Valais est dans un processus de mutualisation de tout ce qui est possible. Mais l'introduction des processus communs s'opère progressivement en prenant garde de ne pas perdre ses membres, sans précipiter la manœuvre et en veillant au respect de l'autonomie communale.

### **4.2.2 Les Bibliothèques du réseau ReNouvaud**

#### **4.2.2.1 Gouvernance du réseau**

Le réseau Renouvaud réunit quelque cent vingt bibliothèques universitaires, de recherche, spécialisées, patrimoniales, grand public, municipales et scolaires localisées en territoire vaudois. Tous les types de bibliothèques sont donc réunis dans ce réseau.

Actuellement, la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) de Lausanne assure la gestion stratégique et financière du réseau Renouvaud. Un Conseil Renouvaud entoure la direction, réunissant des représentants de tous les types de bibliothèques du réseau. La Coordination Renouvaud, intégrée à la BCU de Lausanne, se charge de la gestion bibliothéconomique qui comprend les prestations du SIGB pour l'ensemble des bibliothèques membres du réseau.

#### **4.2.2.2 Fonctionnement et organisation du réseau**

Des Commissions techniques ont été créées par la Coordination RenouVaud. Les bibliothèques qui le souhaitent y sont représentées. Il existe des commissions techniques sur tous les grands sujets du réseau, tels que le catalogage, le paramétrage du catalogue informatisé accessible pour les usagers (appelé OPAC, online public access catalog), le prêt ou encore l'indexation.

Ensuite, les questions et les problèmes sont adressés directement en ligne à la Coordination RenouVaud. Un outil de ticketing garantit le suivi. De plus, il existe un portail professionnel Renouvaud qui assure la mise à disposition de la documentation pour les bibliothécaires mais également l'échange en ligne par la création de groupes d'intérêts. Une newsletter informe également régulièrement les membres du réseau sur l'évolution des outils et des pratiques.

Enfin, tous les bibliothécaires du réseau sont conviés à une assemblée annuelle du réseau Renouvaud. Des échanges sont tenus régulièrement grâce à la mise en place de « tables rondes » sur les thématiques d'actualité.

#### **4.2.2.3 Services mutualisés**

Les services mutualisés sont multiples :

- Le système de gestion de bibliothèque
- Le catalogue collectif informatisé. Il est composé de deux catégories pour faciliter la recherche : « Science et Patrimoine » et « Ecoles et LP »
- Le catalogage avec les mêmes normes (MARC21, AACR2)
- La mutualisation du fichier lecteur. Deux fichiers lecteurs existent, un pour chacun des ensembles « Science et Patrimoine » et « Ecoles et LP ».
- La mutualisation du prêt pour certaines bibliothèques, grâce à un service de navettes. Il existe deux services de navettes différents.
- La carte de lecteur unique pour toutes les bibliothèques du réseau
- La démarche qualité pour les animations faites en bibliothèque scolaire
- La communication interne : des commissions techniques, des tables rondes, des assemblées, une newsletter mensuelle, un portail professionnel
- La communication externe réalisée grâce à un merchandising commun : un sac Renouvaud, des crayons, des blocs-notes, etc.

#### **4.2.2.4 Services non-mutualisés**

Plusieurs services ne sont pas mutualisés :

- Les horaires d'ouverture. Chaque bibliothèque reste autonome en matière de gestion de ses heures d'ouverture.
- Le portail informatique commun. Chaque bibliothèque scolaire et municipale bénéficie de son propre portail de présentation. Le catalogue commun en ligne donne accès aux collections et à seulement quelques informations pratiques sur les bibliothèques du réseau, tels que les coordonnées et les horaires. Le site internet n'offre par exemple pas un agenda des animations.
- Les prêts et les retours généralisés. La navette n'est pas obligatoire pour tous.
- Le circuit des documents. Les commandes, le traitement matériel et intellectuel des documents sont gérés par chaque bibliothèque. Les commandes sont en revanche passées par l'intermédiaire du SIGB.

- La gestion d'une page commune sur les réseaux sociaux. Les bibliothèques communiquent chacune selon leur envie. Elles mettent en place une page Facebook si elles le souhaitent et la gèrent individuellement.

Certains services proposent une standardisation qui tend à homogénéiser les pratiques :

- Les conditions faites aux utilisateurs tels que les conditions de prêt, les amendes, etc. Il existe trois à quatre options pour chaque paramètre, parmi lesquelles les bibliothèques font leur choix. Les différents types de bibliothèques s'adressent à des publics aux besoins et aux comportements assez diversifiés.
- Les pratiques des employés, comme l'indexation

### **4.2.3 Les Bibliothèques municipales de la Ville de Genève**

#### **4.2.3.1 Gouvernance du réseau**

Les Bibliothèques municipales de Genève comprennent sept bibliothèques de lecture publique réparties dans les quartiers de la ville et un service de quatre bibliobus. Le tout est regroupé autour de la Bibliothèque centrale de la Cité.

Ce réseau de bibliothèques est municipal et dépend donc de la Ville de Genève. La structure mise en place est très hiérarchique et suit la constante que la Ville de Genève exerce dans tous ses services. Il y a trois niveaux : la direction, les unités et les sections.

#### **4.2.3.2 Fonctionnement et organisation du réseau**

Les bibliothèques de quartiers sont composées d'une section adulte et d'une section jeunesse. La Bibliothèque de la Cité possède également une section musique et une section médiation. Un responsable est affecté à chacune des bibliothèques et dirige une équipe de trois à douze personnes.

Des séances régulières sont organisées dans chaque bibliothèque toutes les six semaines, avec les responsables et la direction.

Un plan directeur commun à toutes les bibliothèques de la Ville, suivi par la Commission des bibliothèques, est émis par la direction du Département de la culture et du sport de la Ville de Genève. Il permet de dresser les objectifs du réseau et d'établir une vision stratégique à moyen terme, selon des axes stratégiques définis.

#### **4.2.3.3 Services mutualisés**

Les services mutualisés sont multiples :

- Le système de gestion de bibliothèque
- Le catalogue collectif informatisé
- Le site internet



- La gestion des collections adultes : la réception des acquisitions, le catalogage, l'indexation et l'équipement sont centralisés. Pour la section jeunesse, cela n'est pas encore complètement le cas. Des bibliothécaires des secteurs jeunesse viennent encore faire du catalogage occasionnellement à la centrale.
- La médiation culturelle : un fil rouge est décidé pour l'année grâce à une thématique annuelle. Le système de médiation est à deux niveaux. Le premier est une centrale qui programme des actions de médiation et des expositions de grande envergure. Elle s'occupe de programmer les grands événements et assure la cohérence de la thématique annuelle. Le deuxième niveau laisse une marge de manœuvre aux bibliothèques, en octroyant un petit budget à chaque bibliothèque pour réaliser des événements de médiation culturelle.
- Les horaires d'ouverture : il y a une tendance à unifier les horaires dans le but d'offrir une meilleure lisibilité pour les usagers.
- La fonction administrative : la direction, les ressources humaines, la comptabilité, le secrétariat, etc.
- La fonction logistique : notamment le transport et l'entretien.
- Le service de référence en ligne nommé InterroGE, accessible par formulaire en ligne.
- La communication, effectuée par un chargé de communication
- La page Facebook
- Le remplacement des employés. Les bibliothécaires sont amenés à se remplacer si nécessaire, mais cela est plutôt fait ponctuellement et en cas d'urgence.

#### **4.2.3.4 Services non-mutualisés**

Un seul service n'est pas mutualisé, celui de la sélection des documents. Cette tâche doit être réalisée par les bibliothécaires. Ils ont un savoir et une connaissance des collections en place pour effectuer une sélection cohérente. Cela permet aux professionnels de gagner des compétences et des connaissances qui leur permettent d'être plus efficaces face au public.

### **4.3 Mutualisations existantes dans les bibliothèques de lecture publique à l'étranger**

Trois réseaux de bibliothèques étrangères présentent des éléments intéressants en termes de mutualisation des services. Chacun a ses particularités.

Les deux premiers réseaux portent sur des bibliothèques françaises. Ils sont composés de sept bibliothèques de lecture publique. Cela représente le même nombre de bibliothèques de lecture publique que dans le canton de Neuchâtel. L'un d'entre eux possède également un bibliobus. Le bassin de population desservi par ces réseaux correspond également à la population du canton de Neuchâtel (environ 178'000 habitants). Les Bibliothèques municipales de Reims desservent environ 188'000

habitants (Le Blévec 2017) tandis que le réseau des Bibliothèques de Mulhouse environ 113'000 habitants (Ville de Mulhouse 2018).

Les Bibliothèques de Tours et la Bibliothèque municipale de Lyon ont été contactés. Après de multiples relances par email et par téléphone, il a fallu se résigner à abandonner la présentation de leur modèle.

Pour finir, le troisième réseau analysé est canadien. Il s'agit du Réseau BIBLIO de la Montérégie, région située autour de Montréal dans la province du Québec. Ce réseau composé de multiples bibliothèques fonctionne différemment des modèles suisses et français. La population desservie par ce réseau est d'environ 120'000 personnes (Réseau BIBLIO de la Montérégie 2018).

### **4.3.1 Le réseau des Bibliothèques municipales de Reims**

#### **4.3.1.1 Gouvernance du réseau**

Composée de sept bibliothèques et d'un bibliobus, la Bibliothèque municipale de Reims dépend d'une direction unique regroupée autour de la bibliothèque centrale et principale, nommée Jean Falala.

#### **4.3.1.2 Fonctionnement et organisation du réseau**

La direction du réseau est composée du directeur, des responsables des bibliothèques ainsi que des employés dits « transversaux ». Ces employés réalisent plusieurs tâches au sein du réseau, comme par exemple la communication mais également la maintenance du logiciel informatique. La direction se réunit tous les quinze jours et les décisions sont prises en commun.

Les employés ont l'occasion de se retrouver lors de séances de coopération sur les acquisitions. Les réunions littéraires visent à coordonner les acquisitions car chaque site possède un budget séparé.

#### **4.3.1.3 Services mutualisés**

Les services mutualisés sont multiples :

- La direction
- La communication
- Le secrétariat administratif
- Le système de gestion de bibliothèque
- Le catalogue collectif informatisé
- Le site internet
- La page Facebook

- Le service de référence en ligne auquel la bibliothèque participe : Eurekoi
- Le chemin du document : la réception, l'équipement, le catalogage, le traitement intellectuel (l'indexation) et la reliure sont centralisés à la Médiathèque centrale de Jean-Falala. Les employés des autres sites sont amenés à travailler dans cette bibliothèque pour réaliser ces différentes tâches.
- La navette de prêt et de retour des documents. Les usagers reçoivent un sms lorsque leur document est à disposition.
- Le programme de médiation culturelle. Les bibliothécaires proposent des idées autour d'une thématique annuelle imposée par la direction. Les employés réalisent ensuite les animations validées. Des animations se déclinent sur tous les sites. Une responsable d'animation coordonne le programme.
- Le remplacement des employés. Les employés sont amenés à remplacer les collègues malades ou absents. Comme les employés sont sous l'autorité d'une même commune, il n'y a pas besoin d'autorisation pour aller travailler sur un autre site. Il y a donc parfois le déplacement des employés.

La mutualisation est très forte dans ce réseau de bibliothèques. Il y a une volonté que le réseau soit perçu comme une seule bibliothèque.

#### **4.3.1.4 Services non-mutualisés**

Plusieurs services ne sont pas mutualisés :

- Les horaires d'ouverture. Chaque bibliothèque reste autonome en matière de gestion de ses heures d'ouverture.
- L'acquisition des documents. Chaque bibliothèque passe ses commandes mais une réunion pour coordonner les achats est tout de même réalisée.

Ce réseau ambitionne de mutualiser également les acquisitions à terme. Mais cette tâche est encore au cœur du métier et les professionnels y sont très attachés. Le changement doit s'opérer progressivement.

### **4.3.2 Le réseau des Bibliothèques de Mulhouse**

#### **4.3.2.1 Gouvernance du réseau**

Le réseau des Bibliothèques de Mulhouse est composé de sept bibliothèques. Il s'agit d'un service du pôle Culture de la Mairie de Mulhouse. Ce réseau dépend de la compétence communale et est régi par une direction unique, commune à toutes les bibliothèques. Une bibliothèque fait office de bibliothèque centrale, celle de Grand'rue.

#### **4.3.2.2 Fonctionnement et organisation du réseau**

La direction générale gouverne l'ensemble du réseau. Les décisions sont prises par la directrice, l'adjointe de direction et les responsables des bibliothèques du réseau.

Des chargés de missions sont employés temporairement pour effectuer certaines tâches, comme actuellement la conduite de changement, depuis la mise en place du nouveau SIGB du réseau, voici environ une année.

#### **4.3.2.3 Services mutualisés**

Les services mutualisés sont multiples :

- La direction
- Le secrétariat administratif
- La comptabilité
- La communication
- Le système de gestion de bibliothèque
- Le catalogue collectif informatisé
- Le site internet
- Le chemin du livre : la réception, l'équipement, le catalogage, le traitement intellectuel (indexation) et la reliure sont centralisés à la bibliothèque centrale
- La navette de prêt et de retour
- L'animation
- La page Facebook
- Le remplacement des employés. Tout le monde peut être amené à remplacer tout le monde, sur tous les sites. Tous les collègues se connaissent bien et ils sont à l'aise sur chaque site car le logiciel est le même, le matériel et les services aussi.
- Les horaires d'ouverture. Les horaires sont établis pour qu'il y ait une ouverture complémentaire des bibliothèques dans la ville.

#### **4.3.2.4 Services non-mutualisés**

Seul le service sélections et acquisitions échappe à la mutualisation. Le réseau a essayé durant un temps de travailler avec une équipe de responsables des achats chargés d'un domaine particulier pour l'ensemble du réseau. Ils sont revenus en arrière car les responsables des bibliothèques connaissent mieux leur public en particulier dans des quartiers où les bibliothécaires sont au contact de leur public et connaissent leurs attentes et leurs besoins.

### **4.3.3 Le réseau BIBLIO de la Montérégie**

#### **4.3.3.1 Gouvernance du réseau**

Le Réseau BIBLIO de la Montérégie (Centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Montérégie inc.) est une corporation privée sans but lucratif. Cet organisme est subventionné par le Ministère de la Culture et des Communications. Son mandat consiste à développer et soutenir un réseau régional de bibliothèques sur son territoire.

Ce réseau est composé de cinquante-cinq bibliothèques et couvre soixante-trois municipalités affiliées, soit plus de 120'000 habitants.

#### **4.3.3.2 Fonctionnement et organisation du réseau**

Ce réseau est composé d'une direction, d'un service des technologies de l'information et d'un service de soutien aux bibliothèques. Il est administré par une assemblée générale et régi par un conseil d'administration composé de sept personnes, une présidente, un vice-président, un secrétaire-trésorier, des administratrices et une directrice générale.

Ce réseau gère divers contrats de services documentaires, professionnels et techniques relatifs au fonctionnement des bibliothèques publiques membres. Il établit, maintient et développe des collections de documents publiés, des services de traitement documentaire et tout autre service professionnel ou technique relatif au fonctionnement d'une bibliothèque publique. Il a pour objectif de favoriser la mise en commun des ressources, les échanges et la coopération entre les bibliothèques. Son but est également d'encourager, de soutenir et de promouvoir les programmes d'animation, de formation, d'information et de développement culturel.

Des objectifs sont fixés et un plan stratégique est rédigé afin de permettre au réseau de s'améliorer au fil du temps.

#### **4.3.3.3 Services mutualisés**

Le réseau propose des services professionnels, techniques et du soutien adaptés aux différents besoins des institutions partenaires. Il offre des services mutualisés dits « à la carte » :

- Le site web et des ressources numériques communs
- Le catalogue collectif informatisé
- L'analyse du service de bibliothèque et l'émission de recommandations
- L'analyse, l'élagage, l'acquisition et l'inventaire de la collection
- Le soutien pour l'aménagement de la bibliothèque
- L'assistance pendant l'absence temporaire du personnel professionnel, technique ou de soutien
- Le traitement intellectuel (catalogage) de la collection
- La mise en place et le suivi d'un programme d'animation
- La promotion des animations et le prêt de matériel d'animation
- La formation sur mesure
- L'échange et le prêt de biens culturels
- Le prêt entre bibliothèques
- La journée Réseau, avec des conférences et des ateliers proposés aux professionnels sur une thématique. En 2017, trente-deux participants ont pris part à l'événement autour des Fab labs et ateliers de prototypage.

- Les comptes de réseaux sociaux : Facebook, Instagram, Twitter, Pinterest, Youtube, LinkedIn, et Google +

Tout autre service relié aux bibliothèques peut faire l'objet d'une demande au réseau. Les prestations sont payantes. Le type de paiement est multiple : le tarif horaire, la banque d'heures ou les forfaits tout compris disponibles.

#### **4.3.3.4 Services non-mutualisés**

Etant donné que les services sont « à la carte », c'est aux bibliothèques de déterminer ce qu'elles souhaitent ou non mutualiser. Par ailleurs, lorsqu'une bibliothèque rejoint le réseau, elle est intégrée au site internet du réseau. On y retrouve ses horaires, sa localisation, sa collection ainsi que ses animations.

## **5 Etude détaillée d'un projet de mutualisation des réseaux existants et des services de Lecture publique dans le canton de Neuchâtel**

### **5.1 Méthodologie**

Une partie de ce chapitre est basée sur des entretiens réalisés auprès de sept responsables de bibliothèques de lecture publique du canton qui se trouvent en annexe 6. Seul le questionnaire rempli par la directrice de la Bibliothèque Pestalozzi n'est pas annexé, selon son souhait. Les objectifs des questions posées étaient les suivants :

- Recueillir les pratiques actuelles en matière de collaboration
- Recueillir des informations sur le potentiel d'un réseau commun
- Recueillir les attentes en termes de mutualisation des services
- Recueillir les craintes en matière de mutualisation des services

Ces entretiens semi-directifs ont été réalisés en présentiel. Il est plus facile de rebondir sur une idée lorsque l'on se trouve en face d'une personne et également d'entretenir une réelle discussion sur le sujet. Ce type de recueil de données a été privilégié au détriment d'un questionnaire envoyé à l'ensemble des institutions de lecture publique du canton.

Les informations recueillies durant ces entretiens m'ont permis d'élaborer les types de mutualisation à préconiser, et ceux à éviter, présentés aux chapitres 5.5 et 5.6. Elles m'ont aidée à ressentir s'il y avait une volonté et un intérêt de la part des institutions à travailler en réseau, mais également à comprendre les craintes d'une telle mise en place.

Les informations recueillies dans l'état de l'art ont également été très utiles pour réaliser ce chapitre. Il est intéressant de s'inspirer des expériences existantes pour proposer des solutions viables bien qu'elles ne soient pas toujours transposables dans le contexte actuel du canton de Neuchâtel. En effet, certaines solutions de mutualisation présentes dans des réseaux existants ne peuvent pas être simplement appliquées sans tenir compte du fonctionnement des structures en place.

## 5.2 Objectifs

Les objectifs visés par la mutualisation des réseaux existants et des services sont multiples. Il est nécessaire de les mettre en évidence pour permettre de comprendre la nécessité d'un tel processus. Les idées de mutualisation des services proposées au chapitre 5.5 devront, d'une façon ou d'une autre, répondre à un ou plusieurs de ces objectifs. Le tableau ci-dessous permet de les présenter et de les catégoriser (France 2014) :

Tableau 1 : Objectifs de la mutualisation des réseaux existants et des services

Catégorie	Objectifs généraux	Objectifs spécifique
Intérêts individuels des institutions	S'adapter aux nouveaux contextes afin d'assurer la survie de l'institution	« Résister » aux pressions de l'environnement, telle que la création de SLSP
	Développer ses activités	Développer des actions, s'emparer des opportunités, s'approprier des ressources
Intérêts collectifs des institutions	Servir l'intérêt général	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Partager les moyens</li> <li>- Répartir les coûts</li> <li>- Travailler ensemble pour poursuivre l'amélioration des services rendus à la collectivité</li> <li>- Accroître la qualité du service public</li> <li>- Participer à la maîtrise de la dépense publique</li> <li>- Contribuer à l'aménagement du territoire</li> </ul>
	Améliorer l'efficacité et l'efficience des institutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Valoriser mieux</li> <li>- Communiquer mieux</li> <li>- Administrer mieux</li> <li>- Conserver mieux les collections</li> <li>- Faciliter l'accès aux collections</li> <li>- Harmoniser les pratiques des professionnels et des usagers</li> </ul>
	Développer des activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer des actions conjointes ou créer des nouvelles actions en déployant des moyens non mobilisables de façon individuelle. Mener à plusieurs des projets qui ne pourraient aboutir isolément</li> <li>- Augmenter et diversifier les services</li> <li>- Accéder à de nouvelles ressources (humaines, techniques, financières)</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gagner du temps à travers une méthode commune et des outils partagés</li> <li>- Atteindre une taille critique afin de peser dans les négociations partenariales et d'accroître la visibilité et la notoriété de tous et de chacun</li> <li>- Faire entendre sa voix auprès des instances cantonales</li> </ul>
Intérêts pour les professionnels	Valoriser la profession	Permettre aux professionnels d'exercer davantage de tâches dirigées vers les utilisateurs (conseil, médiation culturelle, accueil, ...)
	Augmenter les échanges entre les professionnels	Permettre aux professionnels d'échanger leurs expériences, de partager leurs problèmes et mener des réflexions communes pour élaborer des solutions
Intérêts pour les usagers	Augmenter l'offre de services documentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux usagers d'avoir accès à un plus grand nombre de documents (livres, DVDs, CDs, jeux vidéo et ressources numériques)</li> <li>- Faciliter l'accès aux documents aux usagers, à l'aide d'une navette entre les institutions</li> <li>- Faciliter les pratiques des usagers et les unifier afin qu'ils comprennent mieux le paysage cantonal des bibliothèques</li> <li>- Permettre aux usagers de bénéficier de prestations identiques dans les différentes bibliothèques</li> </ul>
	Augmenter les animations culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre aux usagers d'avoir accès à plus d'animations</li> <li>- Permettre aux usagers d'être mieux informés quant aux animations culturelles en bibliothèque</li> </ul>

### 5.3 Pertinence

Pour établir la pertinence du projet de mutualisation des réseaux existants et des services dans le canton de Neuchâtel, l'analyse SWOT représente l'outil adéquat. Cet outil stratégique permet de mettre en avant les forces et les faiblesses d'une institution, ainsi que les opportunités et les menaces dans son environnement. Le but de cette analyse consiste à définir une stratégie de développement sans omettre les éléments internes et externes, tant positifs que négatifs (SWOT 2018).

Les différents éléments relevés dans le tableau d'analyse SWOT ci-dessous permettent d'identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces d'un projet de mutualisation de réseaux existants et de services.

Tableau 2 : Analyse SWOT

<b>Analyse SWOT</b>	<b>Positif</b> (pour atteindre les objectifs)	<b>Négatif</b> (pour atteindre les objectifs)
<b>Interne</b>	<b>Forces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Unifier les offres de services</li> <li>- Augmenter la visibilité des institutions</li> <li>- Faciliter la communication entre les collaborateurs</li> <li>- Réduire les coûts (logiciels, abonnements communs etc.)</li> <li>- Rationnaliser les tâches communes</li> <li>- Bénéficier d'un réseau déjà existant</li> </ul>	<b>Faiblesse</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de perte d'autonomie des institutions</li> <li>- Risque de perte d'identité individuelle des institutions au profit d'une identité plus collective</li> <li>- Absence d'une institution cantonale</li> <li>- Absence de gouvernance</li> </ul>
<b>Externe</b>	<b>Opportunité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pérenniser le réseau RBNJ</li> <li>- Participer au choix du système</li> <li>- Renforcer la place de la Lecture publique dans le canton</li> <li>- Gagner du crédit auprès des autorités décisionnelles</li> <li>- Réaliser une économie d'échelle</li> <li>- Appliquer des normes</li> <li>- Introduire des standards</li> </ul>	<b>Menaces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Résistance au changement de la part du personnel</li> <li>- Baisse des subventions cantonales octroyées aux bibliothèques de lecture publique</li> <li>- Suppression de la base légale sur la Lecture publique</li> </ul>

Une mutualisation des réseaux existants et des services a pour avantage de renforcer la place de l'utilisateur au cœur de l'activité en offrant des services unifiés et davantage visibles. Mutualiser les réseaux permet la mise en commun d'outils, de ressources, d'abonnements ou autres dans le but d'offrir les mêmes prestations à tous les

utilisateurs. Le bénéfice survient également au niveau des coûts qui peuvent être réduits en harmonisant les outils et les services des différentes institutions. La force d'un tel projet est également de faciliter la communication entre les différents collaborateurs et permettre un meilleur échange d'expérience et de pratique.

Les opportunités de ce projet sont multiples. La création d'un réseau unique de Lecture publique renforcerait l'attractivité de l'actuel réseau RBNJ et permettrait à celui-ci de perdurer au-delà de la fin annoncée du réseau RERO fin 2020. La Lecture publique serait ainsi mieux mise en valeur et renforcerait sa place dans le canton. Elle gagnerait surtout du crédit auprès des autorités cantonales et communales.

Les inconvénients de la mise en place d'une mutualisation des réseaux existants et des services portent sur le risque de la perte d'autonomie des institutions. L'identité individuelle des institutions risque également d'être mise en péril au bénéfice d'une identité plus collective. L'enjeu principal de ce projet est de minimiser ces risques en renforçant les forces et opportunités présentées dans l'analyse SWOT.

Les menaces d'un tel projet viennent d'abord des professionnels eux-mêmes. Des craintes et des réticences relatives au changement peuvent survenir de la part des bibliothécaires travaillant dans les différentes structures. Changer les habitudes et les pratiques mises en place depuis de nombreuses années n'est pas une tâche facile. Mais l'envie de changement est bien présente. Il est réaliste de penser que le changement pourra être opéré sans problèmes, si les bénéfices sont correctement expliqués et la démarche bien accompagnée. Le processus ne doit pas être mis en place dans la précipitation. Pour que le changement soit bien accepté, il doit être fait lentement.

Les deux autres menaces proviennent des autorités. Un tel changement doit être soutenu par les communes mais également par l'État. Pour cela, il doit être mis fin à la baisse des financements communaux et des subventions cantonales octroyés aux bibliothèques. En se regroupant, les bibliothèques rassemblent leurs forces et mettent en commun leurs ressources au profit d'un projet commun pour la collectivité. L'aspect financier importe dans ce projet mais également l'aspect juridique. La place de la Lecture publique doit être renforcée dans le canton grâce à une révision de la base légale et non être menacée.

Grâce à ces différents éléments, nous pouvons affirmer que le projet est pertinent et a lieu d'exister.

## 5.4 Intérêt du projet

Les objectifs et la pertinence du projet mentionnés dans les chapitres précédents permettent d'affirmer l'intérêt du projet, de façon théorique tout au moins. Ce réseau permettra d'optimiser un fonctionnement, de stimuler l'innovation, d'améliorer la qualité de service par le progrès des pratiques, de développer une culture commune ou encore de disposer d'un langage commun entre les acteurs (Le Boterf 2013).

Mais que pensent les professionnels ? Toutes les personnes qui ont répondu au questionnaire ont affirmé l'envie de travailler ensemble, de collaborer et d'échanger davantage. Comme il n'y a pas de concurrence entre les institutions, la mutualisation ne peut être que bénéfique. Actuellement, le cloisonnement des institutions de lecture publique est fort dans le canton. Les professionnels sont prêts à s'unir pour rendre leurs institutions plus performantes et plus visibles auprès du public et également pour gagner du crédit et du poids face aux autorités.

Les professionnels faisant partie du réseau RNBJ ont manifesté leur envie de voir le réseau perdurer. Les professionnels ne faisant partie d'aucun réseau ont affirmé leur intérêt à rejoindre un réseau commun. Chaque a pu trouver des bénéfices pour sa propre institution ainsi que pour l'avenir de la Lecture publique du canton. Bien évidemment, l'usager a également été évoqué puisqu'il est au cœur des prestations institutionnelles et l'élément central du service public. Toute mise en commun ne peut être que bénéfique pour celui-ci.

## 5.5 Types de mutualisations à privilégier

Afin de répondre au mieux aux objectifs d'un projet de mutualisation des réseaux et des services dans le canton de Neuchâtel, des types de mutualisation à privilégier sont détaillés ci-dessous. Ces solutions découlent principalement des objectifs définis, mais également de l'analyse des réseaux existants qui pratiquent la mutualisation des services (voir annexe 5 et chapitre 4) et de l'avis des différents responsables d'institutions que j'ai rencontrés et questionnés (voir annexe 6).

### 5.5.1 Réseau informatique commun : SIGB et OPAC

L'importance d'un SIGB commun est indéniable pour créer un réseau de bibliothèque unique. Ainsi, toutes les bibliothèques de lecture publique du canton travailleraient avec un seul logiciel. En termes de licence, une réduction des coûts devrait être opérée, car les bibliothèques payeraient ensemble ce logiciel.

Actuellement rattaché à RERO, le logiciel du réseau RBNJ se nomme Virtua. Mais d'ici 2021, un autre logiciel devra être choisi, étant donné l'obsolescence de Virtua. Deux

possibilités s'offrent au réseau RBNJ. La première est de continuer dans un « RERO Bis » avec le logiciel Invenio et la seconde est de rejoindre le réseau Renouvaud et la Bibliothèque nationale qui utilisent le logiciel ALMA<sup>9</sup>. Cependant, la plupart des autres bibliothèques de lecture publique du canton utilise Netbiblio. Il faudrait trouver un terrain d'entente et choisir un SIGB unique qui réponde aux besoins et aux attentes des bibliothèques de lecture publique.

La plupart des SIGB permettent de mutualiser une multitude de pratiques professionnelles. Ils sont organisés en modules distincts (Système intégré de gestion de bibliothèque 2017) que le futur réseau devra acquérir :

- Un module d'acquisitions : les suggestions de commandes, les commandes, les réceptions, la facturation
- Un module de gestion et de contrôle des périodiques : les abonnements, les relances, le bulletinage des numéros reçus, la génération d'un état de collection
- Un module de gestion et de contrôle bibliographique : la création par catalogage de notices décrivant les documents ou la récupération depuis des réservoirs de notices accessibles notamment grâce à la norme Z39.50. Ce protocole de communication client-serveur permet de rechercher à travers un réseau informatique des informations dans des bases de données (Z39.50 2018).
- Un module de circulation : les prêts, les retours, les renouvellements, les réservations de documents, le traitement des retards (relances, suspensions ou amendes pour les usagers en retard) et la gestion des fichiers d'usagers
- Un module de statistiques
- Un catalogue public (OPAC), souvent intégré au sein d'un portail documentaire Web

Le fait d'avoir un seul SIGB permet un gain de temps pour les institutions. Des tâches peuvent être ainsi mises en commun. Les collections sont également plus visibles pour les usagers car elles sont présentes sur un seul catalogue public. Il y a un seul point d'accès à l'entier des collections de Lecture publique des institutions du canton. Il y a également qu'un seul compte lecteur à gérer, ce qui facilite la vie des usagers.

### **5.5.2 Centralisation des étapes du chemin du document**

Pour augmenter l'efficacité et l'efficience du réseau, il est important de penser à la centralisation des tâches. Une centrale pourrait abriter plusieurs fonctions du chemin du document. La réalisation des commandes, la réception des documents, le catalogage, l'indexation et l'équipement pourraient être réalisés dans un même lieu, pour l'ensemble du réseau. Cette pratique s'effectue actuellement dans le réseau du

---

<sup>9</sup> Ces informations ont été recueillies lors d'un entretien avec M. Humair, directeur de la bibliothèque de la Ville de la Chaux-de-Fonds, La Chaux-de-Fonds, 5 mars 2018.

Bibliobus neuchâtelois, aux Bibliothèques municipales de Genève ou encore aux Bibliothèques de Reims.

Le fait de centraliser les tâches courantes de bibliothéconomie permettrait au personnel de se concentrer sur d'autres tâches, plus centrées sur l'utilisateur que sur le document, comme la valorisation des collections, l'accueil du public ou la réalisation d'actions de médiation culturelle.

Mais réaliser une centrale des étapes du chemin du document ne veut pas dire que les professionnels ne feront plus du tout ces tâches. Il est envisageable de penser que les bibliothécaires travaillant à la centrale auront également la possibilité d'avoir un pourcentage de présence en bibliothèque et vice versa.

Le but n'est pas de faire perdre de l'autonomie aux institutions mais de rationaliser les tâches. Le temps passé pour le réseau n'est pas volé à chaque bibliothèque mais doit être pensé comme un profit apporté au public (Lahary 2017).

### **5.5.3 Acquisition : commande des documents**

Plusieurs outils communs permettent d'harmoniser les pratiques d'acquisition et d'avoir ainsi une unité dans le processus de commande des documents.

Le premier outil mis actuellement à disposition des bibliothèques du réseau RBNJ est la plate-forme Electre. Grâce à un abonnement commun, les professionnels ont accès à ce répertoire. Le prix de l'abonnement étant réparti entre les bibliothèques partenaires, certaines bibliothèques qui ne pouvaient pas s'y abonner, faute de budget, pourraient ainsi y avoir accès si elles faisaient partie du réseau. Electre est une base de données bibliographique qui a pour vocation de recenser tous les livres édités en France. L'intérêt de cette base est également la conservation des notices de livres épuisés et l'annonce des livres à paraître (Electre (bibliographie) 2017). Elle sert de référence pour les commandes, afin d'avoir les informations correctes (titre, auteur, éditeur, etc.). Ensuite, des paniers sont créés et les références sont imprimées et soumises lors de séances d'achat. Lorsque les documents sont validés, la suite du processus d'acquisition peut commencer. Nous pouvons imaginer, si une centrale existe, que ce sont les professionnels y travaillant qui poursuivent cette tâche.

Des notices sommaires d'acquisition, appelées SOMACQS, sont créées et intégrées à la base de données du SIGB, grâce aux informations recueillies sur la plate-forme Electre. Ensuite, grâce au module d'acquisition du SIGB, les processus de commande peuvent être harmonisés. Une fois les SOMACQS entrées dans le SIGB, des bons de commande peuvent être générés et envoyés aux fournisseurs. Les bibliothèques du

réseau RBNJ possèdent un manuel mis à disposition des professionnels relatif au module d'acquisition du SIGB (RBNJ 20??)<sup>10</sup>. Ce type de document garantit l'unité des pratiques et est primordial pour aider les professionnels à les appliquer.

En ce qui concerne les fournisseurs, il serait opportun, ceci dit, de continuer de travailler avec les actuels partenaires locaux. En effet, les bibliothèques commandent une partie de leurs documents dans les librairies suivantes : La Méridienne à La Chaux-de-Fonds, Aux Mots Passants au Locle et Le Rat Conteur à Neuchâtel. Ces commerces fonctionnent en partie grâce aux grandes commandes effectuées par les différentes bibliothèques du canton. Arrêter de travailler avec eux pourraient entraîner potentiellement des difficultés financières chez ces derniers, voire même à terme leur fermeture. Les bibliothèques du canton se doivent de faire vivre les commerces de proximité. Il n'est pas nécessaire de chercher uniquement et absolument des prix bas auprès des grandes enseignes comme par exemple Payot ou sur divers sites d'achats en ligne. Il faut continuer de mixer les deux solutions, pour ainsi trouver un juste milieu et dépenser l'argent public de la manière la plus juste et favorable à tous.

#### **5.5.4 Catalogage**

Le catalogage des ressources réalisé dans le SIGB permet de créer une base de données unique. Une notice bibliographique est réalisée une seule fois, et les autres institutions s'y raccrochent simplement en ajoutant le code de localisation et la cote du document. Cela permet de gagner du temps et d'agrandir la base de données.

Actuellement, la BJCF crée plus de notices de catalogage complètes depuis que les bibliothèques du canton de Vaud sont sorties du réseau RERO. Le canton de Vaud possédait beaucoup de bibliothèques des jeunes et de bibliothèques scolaires qui réalisaient un grand travail de catalogage. Si la BJL, la Bibliothèque Pestalozzi et le Bibliobus neuchâtelois entraient dans ce nouveau réseau, le catalogage serait optimisé car l'opération ne serait faite qu'une seule fois de façon complète. Actuellement, le travail est donc potentiellement effectué plusieurs fois pour un même document, car chaque bibliothèque l'entre dans son propre système cloisonné.

Il est également nécessaire d'actualiser les normes de catalogage en vigueur. Actuellement, le réseau utilise les règles de catalogage AACR2 et met à disposition des professionnels un manuel de catalogage réalisé par RERO (RBNJ 20??)<sup>11</sup>. Les

---

<sup>10</sup> Voici le lien direct pour accéder au manuel (consulté le 03 juin mai 2018) :

<https://www.rero.ch/page.php?section=acquisition&pageid=index>

<sup>11</sup> Voici le lien direct pour accéder au manuel manuel (consulté le 03 juin mai 2018) :

<https://www.rero.ch/page.php?section=aacr2&pageid=index>

données sont écrites au format MARC21. Mais les règles AACR2 ne sont plus forcément adaptées aux ressources actuelles.

La norme AACR (Anglo-American Cataloguing Rules) est créée en 1967 afin d'harmoniser les règles de catalogage des pays américains et des pays européens. En 1978, la seconde édition présente de telles différences avec la première, qu'elle est désignée sous le terme d'AACR2. Ces règles sont régulièrement mises à jour. Toutefois, elles ne permettent pas de pallier l'évolution numérique, comme l'informatisation des catalogues et l'explosion des ressources numériques. Un nouveau code voit le jour, appelé RDA (Resource Description and Access) (Bibliothèque nationale de France 2015). Il est publié en 2010 et utilisé notamment depuis 2016 par la Bibliothèque nationale suisse (Bibliothèque nationale suisse BN 2017). Il serait judicieux de profiter du changement de SIGB prévu d'ici 2021, afin de mettre en place les RDA comme nouvelles normes de catalogage du réseau. Ainsi, le catalogage des ressources numériques serait facilité.

### **5.5.5 Indexation**

Une indexation commune permet aux professionnels et aux usagers de retrouver tous les documents associés à un mot matière retenu, défini dans une liste d'autorité matière appelée thésaurus.

Si l'indexation n'est pas mutualisée, il est plus difficile de retrouver des documents à l'aide de mots matières. Une bibliothèque a pu faire le choix d'utiliser le terme « vélo », une autre le terme « bicyclette ». Les usagers et les professionnels doivent penser à rechercher à l'aide de ces deux termes. S'ils ne le font pas, ils peuvent passer à côté d'une partie des documents disponibles.

Actuellement, plusieurs thésaurus existent dans le canton. Les bibliothèques du réseau RBNJ possèdent un manuel mis à disposition des professionnels relatif à l'indexation des documents du réseau<sup>12</sup>. Mais il est important de relever que même dans le réseau RBNJ, l'indexation dite « maison » est autorisée et pratiquée. La BJCF utilise son propre thésaurus et a intégré les termes retenus au SIGB. Mais le personnel des autres bibliothèques du réseau ne peut pas l'utiliser car ils n'ont pas accès au thésaurus. Il est nécessaire de ne pas autoriser ce type de procédure pour harmoniser les pratiques professionnelles mais également celles des usagers. La recherche basée sur l'indexation n'est pas évidente à expliquer aux utilisateurs. Si de multiples termes

---

<sup>12</sup> Voici le lien direct pour accéder au manuel (consulté le 03 juin mai 2018) :  
[https://www.rero.ch/page.php?section=index\\_manuel&pageid=index](https://www.rero.ch/page.php?section=index_manuel&pageid=index)



sont retenus pour l'indexation, cela devient encore plus compliqué pour eux. Cela peut réellement freiner l'utilisation de cette pratique de recherche.

### **5.5.6 Carte de bibliothèque**

Afin de faciliter la vie des usagers, une carte de bibliothèque unique s'impose, selon l'exemple du réseau régional RBNJ et le système « BibliOpass ». Les usagers peuvent accéder à toutes les bibliothèques et emprunter des documents grâce à cette unique carte en s'inscrivant une seule fois, dans un seul lieu.

Actuellement, une personne qui souhaite emprunter des documents dans les bibliothèques des jeunes du canton doit posséder plusieurs cartes de lecteur. Ce système peut faire renoncer certains usagers à se rendre dans une autre bibliothèque que leur bibliothèque habituelle. Une carte unique et un fichier commun des bibliothèques au sein d'un seul réseau s'imposent.

### **5.5.7 Politique de prêt**

Le réseau RBNJ possède une politique de prêt (RBNJ 20??)<sup>13</sup>. Mais comme pour l'indexation, des cas particuliers peuvent exister et les bibliothèques peuvent donc potentiellement réaliser leur politique de prêt « maison ». Pour harmoniser les pratiques et faciliter la compréhension des règles par les usagers, il faut s'assurer que la politique de prêt soit unique dans tout le réseau et appliquée rigoureusement.

Plusieurs éléments peuvent être repris de l'actuelle politique de prêt du réseau RBNJ :

- Le nombre de documents pouvant être empruntés : trente documents au maximum, pour une durée de vingt-huit jours, renouvelable trois fois. Certains documents, tels les CDs et les DVDs, ne sont empruntables que quatorze jours.
- Les livres réservés : aucune prolongation ne peut être effectuée si un document est réservé par un autre utilisateur.
- Les conditions particulières : certains utilisateurs peuvent bénéficier de conditions de prêt élargies, grâce à leur statut, notamment les professeurs et le personnel des institutions du réseau.
- Les rappels : les usagers reçoivent par email ou par courrier, jusqu'à trois rappels :
  - Premier rappel : au huitième jour qui suit la date d'échéance
  - Deuxième rappel : au vingt-deuxième jour qui suit la date d'échéance
  - Troisième rappel : au trente-sixième jour qui suit la date d'échéance

Une facture est ensuite envoyée cinquante jours après la date d'échéance. Elle comptabilise le prix des documents non restitués, les frais d'amende et administratifs.

---

<sup>13</sup> Voici le lien direct pour accéder à la politique de prêt (consulté le 03 mai 2018) : [https://rbnj.unine.ch/Default.asp?id\\_sous\\_menu=102](https://rbnj.unine.ch/Default.asp?id_sous_menu=102)

Le point sur les amendes doit être revu. Actuellement, la politique de prêt dispose d'un seul modèle d'amende, indiquant des tarifs de 20 centimes par jour de retard et par document. Mais des cas particuliers existent et certaines institutions pratiquent d'autres tarifs, notamment la BJCF. Les amendes sont trop élevées pour un public composé d'enfants et d'adolescents.

Il serait nécessaire d'établir deux standardisations à choix pour les institutions, suivant leur public. Ainsi, cela évite la création de tarifications « maison » tout en n'imposant pas une manière de faire :

- Amende pour les institutions à public adulte : 20 centimes par jour et par document
- Amende pour les institutions à public jeune : 5 centimes par jour de retard

Les amendes sont comptabilisées dès le cinquième jour de retard, octroyant un délai de quatre jours aux utilisateurs pour rendre leurs documents sans frais.

### **5.5.8 Navette de prêt et de retour**

Le système de navette de prêt et de retour actuellement mis en place dans le réseau RBNJ doit perdurer, se développer et s'étendre aux bibliothèques partenaires. Il s'agit d'une prestation à haute valeur ajoutée. Les usagers peuvent ainsi emprunter n'importe quels documents du réseau et venir les retirer dans leur bibliothèque. De plus, le retour des documents est également plus simple, car les usagers peuvent les rendre n'importe où, sans se poser de questions.

Ce service est celui qui est le plus visible pour le public et qui lui permet de prendre conscience de l'existence d'un réseau et de son importance.

### **5.5.9 Offre numérique**

Les prestations numériques doivent être identiques pour tous les usagers des bibliothèques de lecture publique. Actuellement, l'offre numérique dans les institutions de lecture publique est très variable et pas du tout unifiée. La mise sur pied d'un réseau commun permettrait de réunir les ressources financières nécessaires afin de permettre aux bibliothèques ayant moins de moyens de proposer des prestations identiques à leurs usagers, notamment en matière de ressources numériques.

L'offre numérique doit être composée au minimum :

- De livres numériques au moyen d'abonnements à des plates-formes d'ebook, comme e-Bibliomedia et Numilog
- De la presse en ligne, tel que PressReader
- Des périodiques en ligne

- De la musique en ligne au moyen d'abonnements à des plates-formes de streaming, comme diMusic et IDTouch
- De bases de données

Une offre numérique supplémentaire et de qualité serait la mise en place d'un service de référence en ligne. Ce type de service est en place aux Bibliothèques municipales de Genève, sous le nom d'InterroGe et est apprécié de ses usagers. Chaque bibliothécaire du réseau est libre d'intégrer cette fonction à son cahier des charges. Le réseau des Bibliothèques de Reims possède également ce type de service, sous le nom d'Eurekoi.

#### **5.5.10 Médiation culturelle**

La plupart des bibliothèques neuchâteloises possèdent un programme de médiation culturelle. Mais celui-ci est souvent réduit faute de temps et de moyens financiers et humains. Il est même inexistant dans certaines institutions.

Pour améliorer l'offre aux usagers et harmoniser les prestations, la création d'un poste de médiateur culturel cantonal devrait être envisagée. Il serait chargé de proposer un programme commun, de coordonner les animations et de proposer les expositions ou animations aux bibliothèques qui ne peuvent pas s'en charger. Son rôle consisterait à proposer un programme commun, à coordonner et soutenir sa mise en place. Il est important que les propositions de médiation proviennent des bibliothécaires et que, dans la mesure du possible, ce soient eux qui organisent les animations, en collaboration avec le médiateur. Il est également nécessaire que ce soient les professionnels qui accueillent le public lors de l'animation et qu'ils soient les ambassadeurs de la bibliothèque. Il faut que les propositions restent en adéquation avec l'institution.

La profession évolue et le bibliothécaire se transforme de plus en plus en médiateur entre les collections, les services et les usagers. Ce nouveau tournant doit être pris par les bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel et soutenu par un professionnel du domaine de l'animation. L'offre serait de meilleure qualité et unifiée sans pour autant être uniformisée.

Il serait également possible de proposer une thématique annuelle pour fédérer le programme d'animation et proposer un fil rouge aux professionnels comme aux usagers.

Le souhait de réaliser une Journée des bibliothèques dans le canton de Neuchâtel en 2019, inspirée du modèle vaudois, est déjà une première étape d'animation commune.

### **5.5.11 Communication interne**

Lors des entretiens que j'ai menés dans les institutions neuchâteloises, j'ai ressenti un réel besoin d'échange entre les professionnels. Il y a actuellement un trop grand cloisonnement entre les institutions. Il est nécessaire de resserrer les liens et de mieux se connaître entre institutions. L'envie et la volonté existent, il faut essayer désormais de l'appliquer.

Il serait intéressant de mettre sur pied des journées d'échange autour de tables rondes thématiques. Ainsi, les professionnels peuvent échanger sur leurs pratiques, trouver des solutions ensemble et s'entraider. Une dynamique de travail de groupe est ainsi plus facile à instaurer. Lors de ces rencontres, des formations pourraient également être organisées, suivant les besoins, pour mettre à niveau tous les employés du réseau.

Un référentiel de compétences des collaborateurs pourrait également être créé, dans l'idée de mutualiser les compétences. Ainsi, chacun peut prendre connaissance de ce que chacun sait ou sait faire (Lahary 2017).

Si une centrale est mise sur pied, il est nécessaire qu'elle réponde aux besoins du personnel présent dans les institutions. Il faut absolument que les besoins et les attentes soient entendus et remontent à la centrale qui, elle, peut ensuite prendre les dispositions nécessaires pour y répondre. Une bonne communication interne est essentielle pour qu'une bonne synergie s'opère. La centrale doit informer et former le personnel qui travaille auprès des usagers. Il ne doit pas y avoir un rapport de force mais bien une collaboration et un échange transversal entre la centrale et les institutions. Cette communication peut être réalisée sous plusieurs formes : par oral, par envoi d'emails ou encore par la mise en place d'une newsletter interne.

### **5.5.12 Communication externe**

La plupart des bibliothèques réalisent de la communication externe à l'aide de différents médias : affiches, presse locale, programmes de médiation culturelle, page Facebook, site internet, etc. Actuellement, chacun fait avec ses propres moyens, qui sont bien souvent inégaux de par la taille des bibliothèques qui est variable. Il y a par exemple certaines institutions qui bénéficient d'un site web et d'autres pas. Il est nécessaire de s'unir pour donner de la visibilité à l'externe à toutes les institutions.

La première solution proposée est la création d'un portail électronique commun. Différents réseaux étudiés au chapitre 4 en possèdent, spécifiquement le réseau des

Bibliothèques de Mulhouse<sup>14</sup>, les Bibliothèques de Reims<sup>15</sup>, les Bibliothèques municipales de Genève<sup>16</sup> et la Médiathèque Valais<sup>17</sup>. Il serait intéressant de mettre sur pied une telle plate-forme qui propose différentes informations pour les usagers : des informations pratiques sur le réseau, sur chaque bibliothèque (horaires et accès aux bibliothèques, présentation des bibliothèques, formulaire d'inscription, modes d'emploi, etc.), sur les collections (différents supports, nouveautés, e-book, ressources électroniques, etc.), sur le catalogue (recherche, réservation, prolongation, etc), sur les services (recherches, renseignements, référence en ligne, etc.) et sur la mise en valeur des collections (coups de cœur, agenda et programme des animations culturelles, etc.) (Lahary 2017). Cette prestation permettrait aux usagers de visiter un seul site internet pour avoir accès aux informations des bibliothèques de lecture publique du canton.

Bien entendu, il est nécessaire de ne pas oublier les autres types d'institutions présents dans le canton (bibliothèques spécialisées, muséales, centres de documentation, d'archives, etc.). Une seconde plate-forme les incluant, du type BiblioValais<sup>18</sup>, serait une solution élégante.

Une présence active sur les réseaux est une seconde solution à prendre en compte. Actuellement, ce moyen de communication est un outil indéniable pour toucher les usagers. Il ne faut pas le négliger. Créer une page Facebook, Instagram ou encore un fil Twitter commun augmenterait la visibilité des bibliothèques de lecture publique. Il faut toucher le public où il se trouve, et une grande partie de la population possède ce type de compte.

Une troisième solution est la mise en commun d'une newsletter. En mettant en place un réseau unique, le fichier des lecteurs est également mutualisé et une newsletter peut ainsi être envoyée à tous les usagers du réseau, s'ils le souhaitent. Cet outil informe les usagers sur les nouveautés des institutions et sur les événements à venir. Le fait d'avoir un tel outil en commun permet d'augmenter la visibilité de toutes les institutions partenaires.

Une quatrième solution est la réalisation commune de documents de promotion. Ce type de prestation engendre des coûts certains, que toutes les institutions ne peuvent

---

<sup>14</sup> Voici le lien direct pour accéder au site (consulté le 03 mai 2018) : <https://bibliotheques.mulhouse.fr>

<sup>15</sup> Voici le lien direct pour accéder au site (consulté le 03 mai 2018) : <https://www.bm-reims.fr>

<sup>16</sup> Voici le lien direct pour accéder au site (consulté le 03 mai 2018) : <http://institutions.ville-geneve.ch>

<sup>17</sup> Voici le lien direct pour accéder au site (consulté le 03 mai 2018) : <http://www.mediathèque.ch>

<sup>18</sup> Voici le lien direct pour accéder au site (consulté le 03 mai 2018) : <http://www.bibliovalais.ch>

pas se permettre. Le fait de travailler en réseau permet de réaliser des types de produits communs à tous et ainsi moins coûteux. Il est possible d'imaginer des affiches, des communiqués de presse ou encore des goodies (sacs, stylos, tasses, etc.) à l'effigie du réseau.

Pour que la communication soit de qualité et correctement coordonnée, il est nécessaire d'engager un chargé de communication. La communication externe prend du temps et pour qu'elle fonctionne, elle doit être correctement exécutée. Un professionnel du domaine est mieux habilité à réaliser cette tâche qu'un bibliothécaire, qui lui, n'a pas souvent les qualifications et les compétences requises pour effectuer ce travail.

La communication externe est un élément clé pour augmenter la visibilité des bibliothèques et accroître potentiellement leur fréquentation et la participation aux activités de médiation culturelle. Bien souvent, il arrive à des usagers de ne pas participer aux activités des bibliothèques simplement car ils n'en ont pas entendu parler. Le fait de mutualiser ce service permettrait aux usagers de prendre conscience du nombre d'activités proposées dans le canton par les bibliothèques et de les attirer dans d'autres institutions lorsque des activités y sont réalisées.

### **5.5.13 Support informatique**

Actuellement, le Service informatique de l'entité neuchâteloise (SIEN), en coordination avec le Centre électronique de gestion, assure l'ensemble des prestations pour toutes les collectivités publiques neuchâteloises (État, communes, écoles, santé, secteur social et parapublique). Cette vision transversale garantit des prestations de qualité à moindre coût et facilite la communication entre tous les partenaires du canton de Neuchâtel. Il met à disposition des partenaires des infrastructures centrales comme les réseaux de communication, la messagerie unifiée, l'accès à internet, la sécurité informatique, des postes de travail ou encore des infrastructures systèmes (Canton de Neuchâtel 20??).

Plusieurs bibliothèques collaborent avec le SIEN, notamment la BVCF, la BJCF et la BPUN. Il serait nécessaire que chaque structure travaille avec cette institution cantonale. Elle permet d'harmoniser et d'unifier les prestataires. Le support informatique serait ainsi assuré pour régler les divers problèmes qui peuvent survenir dans une bibliothèque de lecture publique.

En revanche, en ce qui concerne l'assistance au SIGB, il est nécessaire qu'une personne s'en occupe à plein temps et cela pour tout le réseau. Ainsi, il aurait pour mission de régler les problèmes, de relever les demandes pour ensuite remonter les

informations aux fournisseurs et trouver des solutions. Il aurait également pour tâche la coordination avec les autres institutions utilisant le même SIGB et faisant partie du réseau plus large de bibliothèques de lecture publique, mais ne faisant pas partie intégrante du réseau des bibliothèques du canton de Neuchâtel. En feraient partie toutes les bibliothèques de l'actuel réseau RBNJ, les bibliothèques jurassiennes, mais également les potentiels partenaires d'un « RERO bis », comme les bibliothèques valaisannes.

## **5.6 Types de mutualisations à éviter**

### **5.6.1 Acquisition : sélection et choix des documents**

Cette tâche doit être effectuée par les bibliothécaires travaillant au contact du public. Ceux-ci connaissent mieux leurs besoins que les personnes affectées aux achats dans une centrale. De plus, cela permet de laisser une liberté d'action aux professionnels et d'être en adéquation avec l'institution et le public. Les attentes et les besoins des usagers diffèrent selon les bibliothèques et il faut en tenir compte dans le processus d'achat. L'exemple du réseau des Bibliothèques de Mulhouse l'illustre parfaitement. Une centrale d'achats, mise sur pied, effectuait la sélection des documents pour toutes les bibliothèques du réseau. Cela n'a pas fonctionné car les usagers ne se retrouvaient plus dans la collection qui leur était proposée. Même si les bibliothèques sont établies dans une même ville, il y a des différences dans les quartiers. Il faut prendre en compte ces paramètres pour satisfaire les usagers. Alors, à l'échelle d'un canton, cela est encore moins envisageable.

Dans certaines bibliothèques, les usagers participent également activement au processus de sélection, car ils peuvent réaliser des propositions d'achat. Ne plus prendre en compte leurs demandes serait une erreur. En effet, une collection se construit avec et pour les usagers.

De plus, il faut un certain savoir et une connaissance des collections pour sélectionner et choisir des documents. La sélection et le choix doivent se faire en adéquation avec l'institution et sa collection déjà établie. Seul un personnel qui travaille au contact de la collection est habilité à sélectionner correctement les documents qui vont l'alimenter.

Enfin, le fait de participer à la sélection de documents enrichit les compétences informationnelles et les connaissances générales des professionnels. Savoir ce qu'ils possèdent dans leurs collections facilite les recherches et l'efficacité face aux demandes des usagers. C'est un avantage certain et précieux pour l'aide et le renseignement au public.

### 5.6.2 Système RFID et antivol

Actuellement, seule la BVCF possède le système RFID, l'identification par radio fréquence. Cette technologie a pour principes l'identification des objets, la protection et le contrôle d'accès. En bibliothèque, couplé avec la mise en place d'automates de prêt et de retour, ce dispositif possède de multiples avantages (Pouillias 2005) :

- Pour le public :
  - Assurer la confidentialité des emprunts
  - Mieux réguler le flux de publics et les transactions relatives aux documents
  - Privilégier l'autonomie des publics
- Pour le personnel :
  - Alléger les tâches répétitives liées au prêt et au retour
  - Rééquilibrer les tâches matérielles au profit de l'accueil des publics
  - Raccourcir le temps passé au traitement des documents car l'identification, l'exemplarisation et la protection antivol sont couplées dans une même étiquette

Pour que ce dispositif prenne tout son sens, il faut qu'il soit installé dans une institution de grande taille qui en ressente les bénéfices. Or, bon nombre d'institutions neuchâteloises de lecture publique sont de taille réduite. La mise en place d'un système RFID et antivol ne serait donc pas utile pour toutes les bibliothèques. Ce système ne doit pas obligatoirement être installé dans les institutions d'un même réseau.

Cependant, il faut que les institutions qui n'ont pas mis en place ce dispositif, sachent qu'il fonctionne dans le canton. La centrale doit être informée pour pouvoir avertir ensuite les autres institutions. Ainsi, si elles ressentent le besoin d'installer la RFID, elles doivent savoir où aller se renseigner, demander des conseils et trouver des solutions éventuelles pour son installation.

### 5.6.3 Horaire des bibliothèques

Les horaires des bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel sont tous différents. Les heures d'ouverture au public sont proposées en fonction de plusieurs facteurs : les besoins des usagers, la taille de la bibliothèque ou encore le nombre d'employés de la bibliothèque. Ces paramètres sont variables d'une bibliothèque à l'autre. Des horaires unifiés ne peuvent donc pas convenir à tous car les bibliothèques sont trop différentes en termes de taille, de public ou de personnel.



Les horaires pourraient en revanche être établis afin d'offrir une ouverture complémentaire des bibliothèques dans le canton. Mais cette solution est peut-être applicable à l'échelle d'une ville (comme c'est le cas pour le réseau des bibliothèques de Mulhouse), lorsque les distances à parcourir sont courtes pour un usager. Mais à l'échelle d'un canton, ce type de disposition n'influencerait pas ou très peu le comportement des usagers.

#### **5.6.4 Mutualisation des employés**

La mutualisation des employés passe par la mise en place de plannings et d'agendas communs à toutes les institutions. Ainsi, les employés forment une seule et même équipe. Tout le monde est amené à remplacer tout le monde. Il y a donc un tournus des employés qui changent géographiquement d'endroit mais également de tâches, voire même de domaine selon les besoins. Cette solution est mise en place dans de nombreux réseaux.

Il est possible que cette façon de faire soit plus facilement acceptée quand les distances à parcourir sont relativement courtes, comme pour un réseau mis en place dans une ville, comme l'exemple de Genève. A l'échelle d'un canton, cela implique de réaliser parfois de grandes distances pour remplacer un collègue et il est difficile de contraindre les employés à être aussi polyvalents.

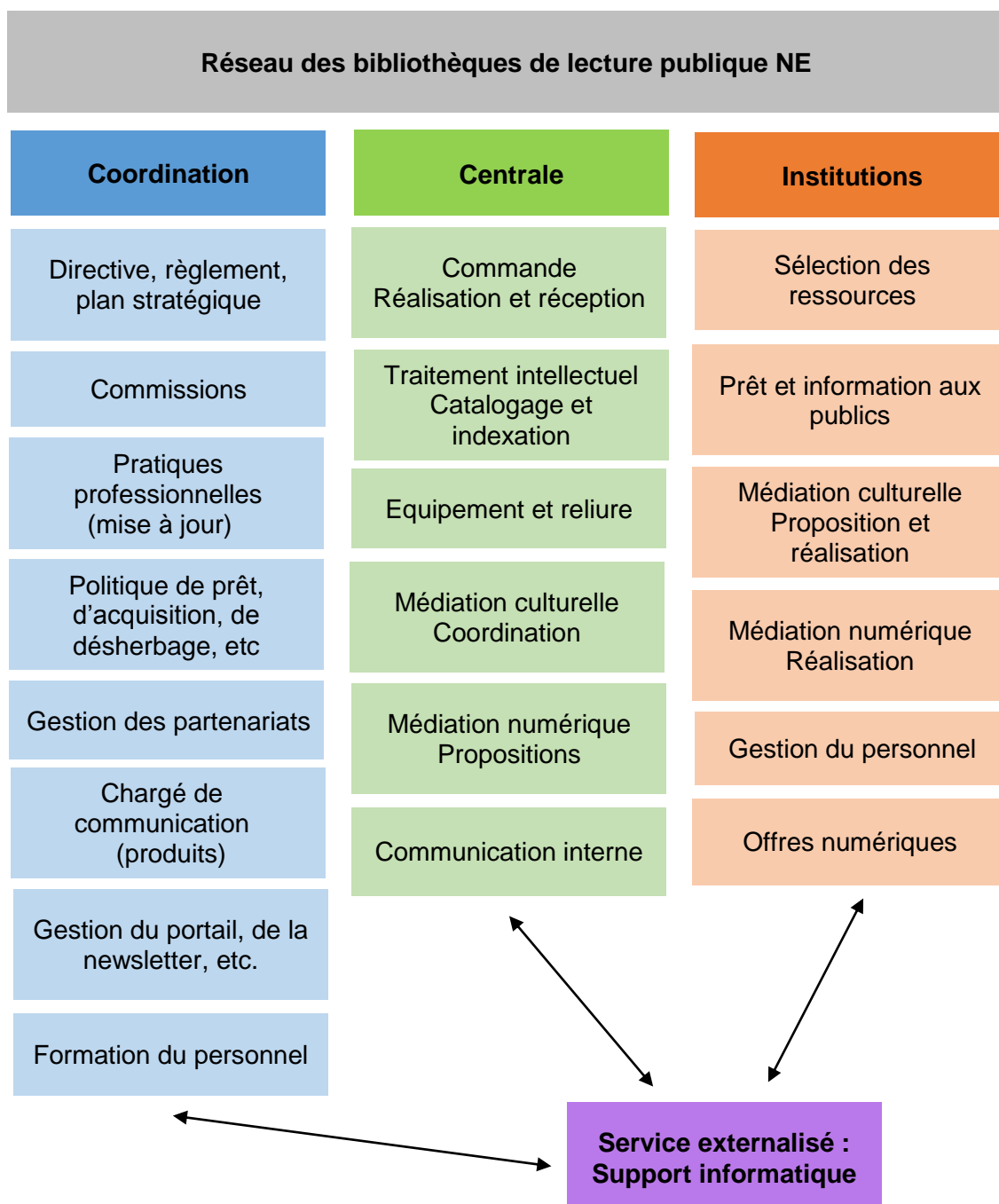
De plus, il est nécessaire que les employés s'identifient à leur lieu de travail et à la culture de leur institution. Le fait de mutualiser les équipes peut perturber voire lisser les diversités présentes dans les différentes institutions et l'ambiance instaurée dans chacune d'entre elles. Le personnel doit s'adapter aux attentes et aux besoins de son public. S'il change sans arrêt de lieu de travail, il peut avoir des difficultés à le percevoir et à lui répondre. Les usagers apprécient également leurs habitudes et cela passe également par le personnel présent. Il faut éviter de vouloir trop standardiser au risque de dénaturer les institutions.

Enfin, pour des questions pratiques, notamment financières et juridiques, il est plus facile de conserver la gestion du personnel par commune. Il faudrait mettre en place des autorisations pour permettre aux employés de se rendre dans une autre commune que dans celle où il travaille.

## 5.7 Représentation du réseau unique et de ses services

Une vision du réseau de bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel et de ses services peut être établie suite à l'inventaire des types de mutualisation à privilégier et à éviter :

Figure 1 : Représentation du réseau des bibliothèques de lecture publique du canton de Neuchâtel



Il faut ajouter que ce schéma de réseau ne ferme pas les portes à une collaboration avec d'autres types de bibliothèques n'appartenant pas à la catégorie lecture publique ou situés hors du canton de Neuchâtel.

## 5.8 Faisabilité

### 5.8.1 Moyens

Le projet semble réalisable, notamment au niveau des ressources humaines. Les diverses institutions interrogées se disent disposées à renforcer leur coopération et à échanger pour défendre la place de la Lecture publique dans le canton. L'envie de travailler ensemble dans un même réseau est manifeste. Pour qu'un changement des pratiques s'opère, il convient d'expliquer correctement les bénéfices d'un tel projet à la fois pour les institutions, pour les professionnels, pour les usagers et enfin pour les politiques. Un changement des habitudes doit être accompagné et son processus mis en place progressivement. Nul doute que l'avenir des bibliothèques publiques dans ce canton, plus axé sur les prestations innovantes, l'animation et la médiation au service des usagers, passe par le renforcement des collaborations entre elles.

D'un point de vue financier, il faut instaurer un mécanisme qui incite toutes les communes à participer aux coûts du réseau afin de fédérer ses prestations à l'ensemble du canton. Le réseau régional RBNJ a montré l'exemple. Il reste à trouver la bonne formule capable de réunir un consensus. L'État devrait également subventionner les institutions normées en respectant des directives, comme c'est le cas dans d'autres cantons (voir chapitre 2.3). Ce type de règlements cantonaux fait défaut et il est nécessaire que l'État réagisse et s'implique davantage auprès des bibliothèques.

Pour finir, le canton pourrait financer la mise en œuvre du futur réseau neuchâtelois comme ce fut le cas dans le canton de Vaud lors de la mise en place du réseau vaudois des bibliothèques (Canton de Vaud. Conseil d'État et Conseil de Grand Conseil 2015). Le Conseil d'État reconnaît le rôle de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne comme étant « *un pôle d'excellence en bibliothéconomie actif sur les plans cantonal, national et international* » (LPMI : 446.12, art. 32 al. 5, p. 5), ainsi que son rôle de coordination du réseau vaudois des bibliothèques (RBCU : 433.11.1, art. 2, p.1). Pour que cela soit le cas dans le canton de Neuchâtel, il faut que la question d'une bibliothèque cantonale soit relancée.

### 5.8.2 Compétences

Les employés d'une institution faisant partie des réseaux RBNJ ou Bibliobus neuchâtelois sont déjà amenés à travailler de façon collaborative et y sont habitués (voir chapitre 3.1). Beaucoup d'entre eux ont déjà acquis certaines compétences et expériences nécessaires dans ce domaine.

Les bibliothèques ne faisant pas partie de ces réseaux, notamment la Bibliothèque des Jeunes du Locle, émettent le souhait de se rapprocher des autres institutions pour augmenter la performance de leurs prestations publiques.

L'avenir de la Lecture publique repose sur la volonté commune de réunir les compétences collectives. Les conditions de réussite d'actions collectives mentionnées ci-dessous sont tributaires d'un choix politique dont les conditions doivent encore être discutées (Le Boterf 2013, p. 77) :

- Le savoir coopérer : la maîtrise des langages, la représentation partagée, la communication, la compréhension, les anticipations partagées, la conception d'outils en commun, la maîtrise des technologies de l'information et de la communication notamment
- Le pouvoir coopérer : le pilotage commun, les règles communes de communication, de confidentialité et de fonctionnement, les banques de données, la légitimité des pouvoirs et des statuts, les méthodes et des équipements (TIC) notamment
- Le vouloir coopérer : la valorisation des contributions individuelles, la charte et les relations de confiance, la convivialité et la solidarité, la visibilité de la valeur ajoutée collective et individuelle notamment

Ces compétences collaboratives doivent être acquises et mises en place afin que des dérives possibles ne surviennent pas, comme la routine, l'impression de faire du « surplace » ou encore la prise de pouvoir par certains au détriment des autres.

## **6 Nécessité d'une révision de la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981**

### **6.1 Une loi fondatrice mais caduque**

Longtemps citée comme un modèle par les bibliothèques suisses, en avance sur son temps, la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981, toujours en vigueur malgré le fait qu'elle soit devenue inapplicable au fil des années, a permis l'implantation de plusieurs bibliothèques et encouragé la promotion du livre et de la lecture<sup>19</sup>. Mais l'environnement des bibliothèques a changé avec le travail en réseau, l'apparition des normes, les nouvelles pratiques des usagers et l'omniprésence des technologies au sein des institutions, en particulier. L'ensemble de ces innovations couplé aux difficultés financières des collectivités et à l'abandon progressif du Bibliobus par l'État de Neuchâtel, alors partenaire de la première heure, ont mis à jour les carences et les limites de cette loi de 1981.

Il est illusoire d'imaginer l'avenir des bibliothèques neuchâteloises qui travaillent désormais en réseaux sans que leur fonctionnement, leur organisation, leurs buts et leurs objectifs reposent sur une base légale. C'est d'autant plus vrai que si elles souhaitent à terme se regrouper autour d'un système commun, sachant que le concept actuel de RERO sera abandonné par la CIIP dès 2021, tout indique qu'elles devront créer un leadership autour du principal réseau régional RBNJ. Ce dernier devra assurer ce rôle fédérateur sur le plan cantonal. Dans ce contexte, on comprend mieux la nécessité de réviser la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981 en y intégrant la notion de travail en réseau.

#### **Quelles sont les raisons essentielles qui plaident en faveur de cette révision ?**

Hormis la raison majeure de doter le RBNJ, qui constitue la colonne vertébrale du fonctionnement des bibliothèques neuchâteloises, d'une convention permettant de régler toutes les questions administratives, financières et juridiques, et notamment celle de la coordination locale au moment du départ de l'Université de Neuchâtel vers la plate-forme SLSP, plusieurs autres raisons liées à l'obsolescence du contenu de cette loi de 1981 dictent sa révision.

Il faut se rendre à l'évidence, le contexte dans lequel cette loi a été élaborée a changé. Le paysage bibliothéconomique s'est modifié. Avec l'apparition des réseaux, les bibliothèques concernées se sont rapprochées et partagent des services et des

---

<sup>19</sup> Informations reçues par Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds.

prestations communes. D'autre part, le canton a pris l'initiative de réviser la Loi sur la sauvegarde du patrimoine culturel (LSPC) (Canton de Neuchâtel. Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC). Conseil d'État 2018) dans laquelle la BPUN et la BVCF ont eu le loisir d'inscrire leurs fonds documentaires et de faire reconnaître leurs statuts culturel et scientifique respectifs.

C'est dire, par exemple, que l'article premier exposant les dispositions générales, alinéa 1, de cette loi de 1981 dans lequel il est indiqué que l'État de Neuchâtel « *reconnaît le rôle spécifique des bibliothèques des villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds dans la vie culturelle et scientifique du canton* » est désormais caduque.

D'autres exemples ci-dessous illustrent le caractère hybride et hétérogène de cette loi devenue inapplicable au fil du temps.

Dans le chapitre 2 consacré à la Lecture publique, il est précisé à l'article 1 alinéa 1, que « *la lecture publique est rendue accessible par des bibliothèques et un service ambulant (bibliobus)* ». L'article 3 alinéa 1, mentionne l'aide au Bibliobus neuchâtelois par l'État, qui participe aux frais d'équipement et de fonctionnement du service ambulant. Ces deux alinéas laissent penser que la Lecture publique est conduite par le Bibliobus neuchâtelois seul, alors que les bibliothèques urbaines participent très activement à cette activité.

Le chapitre 3 concerne les bibliothèques urbaines. Il est stipulé à l'article 5 alinéa 1, que « *l'État contribue au développement et au financement des bibliothèques de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds par voie de convention* ». Réside, ici, tout le paradoxe de cette loi qui veut bien faire mais qui mêle l'aide scientifique aux bibliothèques urbaines à la Lecture publique. D'autre part, elle génère une iniquité flagrante qui s'est instaurée entre ces deux institutions au fil des années. La BPUN bénéficie de subventions inaliénables qui reposent sur une simple équation financière convenue depuis 1981 (l'État de Neuchâtel prend en charge depuis 1987 33 % du budget d'exploitation de la BPUN) (Conseil d'État et Conseil communal de la Ville de La Chaux-de-Fonds 2003). Alors que la BVCF, elle, doit renégocier son contrat de prestations tous les cinq ans et voit son aide stoppée en 2007 sans autre forme de discussion, alors qu'elle s'active à récolter, traiter, sauvegarder et numériser le patrimoine culturel d'importance cantonale (Bibliothèque publique et universitaire Neuchâtel 1983).

L'État de Neuchâtel s'est vu contraint de stopper cet engrenage sous la pression du Grand Conseil en 2011, en réduisant les aides à la BPUN de CHF 200.000.-, cassant ainsi l'accord tacite portant sur le montant annuel octroyé depuis 1981<sup>20</sup>.

Dans l'article 5 alinéa 2, il est précisé que l'État « *peut accorder un subside à d'autres bibliothèques* ». L'attribution aléatoire de ces subventions ne repose sur aucun critère normé. Les montants accordés aux bibliothèques communales devraient reposer sur des normes et correspondre à la taille de la bibliothèque dont l'organisation est jugée opérationnelle. Ainsi, il ne s'agirait plus d'un dû, mais d'une subvention de l'État. Ce dernier pourrait également mieux justifier les critères sur lesquels il octroie un financement à certaines institutions et non à d'autres, et de quels montants il est question.

## **6.2 Pour une révision de cette loi**

Ces différentes observations et remarques sur la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981 montrent la nécessité, voire l'urgence de sa révision. Une nouvelle loi et un règlement d'application approprié visent à créer les conditions cadres qui manquent à la gouvernance de la Lecture publique. D'autre part, en plaidant pour conserver son unité au sein d'un réseau capable d'innover et de se renouveler, elle prend l'initiative d'en fédérer les prestations et de proposer à l'État d'en rester le garant en proposant une loi qui encourage la promotion de la lecture par la voie des bibliothèques.

### **Quelles sont les aspects importants des textes juridiques existants dans les autres cantons suisses présentés au chapitre 2.3.2. ?**

Le premier point qui revient dans la Loi sur la promotion de la culture du canton du Valais (LPrC 1996 : RS 440.1) et dans l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique du canton du Jura (Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique 1987 : 441.221), porte sur la déclaration de l'importance d'une bibliothèque cantonale pour régir un réseau, sous la responsabilité de l'État. On constate également ce type de déclaration dans les cantons de Saint-Gall (Bibliotheksgesetz 2013 : 276.1) et de Vaud.

Dans la loi valaisanne, la Bibliothèque cantonale, aujourd'hui Médiathèque Valais, favorise le développement et la coordination de la Lecture publique dans le canton. Pour le canton du Jura, la Bibliothèque cantonale assure l'ensemble des tâches de

---

<sup>20</sup> Informations reçues par Jacques-André Humair, directeur des Bibliothèques de la Ville et des Jeunes de La Chaux-de-Fonds.

coordination avec les réseaux et elle encourage la Lecture publique. Pour le canton de Saint-Gall, la Bibliothèque cantonale favorise la coopération des bibliothèques et la coordination des offres et services. Le canton de Vaud laisse à sa Bibliothèque cantonale la responsabilité de la gestion stratégique et financière du réseau RenouVaud.

La coordination et la gestion d'un réseau, ainsi que la coopération des bibliothèques doivent être gouvernées par une seule entité. Il est nécessaire que ce soit une instance supérieure aux bibliothèques de lecture publique, et seule une bibliothèque ou une médiathèque cantonale posséderait les moyens et le soutien de l'État pour réaliser ces diverses tâches. Le canton de Neuchâtel a besoin d'une telle institution pour qu'un futur réseau de Lecture publique fonctionne correctement. Cette question doit être remise à l'ordre du jour pour qu'une cohésion cantonale se réalise et fonctionne.

Ensuite, une bibliothèque ou une médiathèque cantonale doit se charger de favoriser et promouvoir la Lecture publique en s'appuyant sur un réseau performant. Ainsi, ni le Bibliobus neuchâtelois, ni les Bibliothèques des Villes de La Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel ne conduiront seules la Lecture publique.

Pour finir, la mention relative aux subventions octroyées aux bibliothèques par l'État est trop floue. Il faut normaliser les conditions nécessaires pour bénéficier des subventions. Plusieurs cantons possèdent des directives : le Valais, Fribourg et le Jura (voir chapitre 2.3.2.). Elles permettent aux bibliothèques d'obtenir des subventions pour assurer leur fonctionnement et leurs investissements. Ces normes se déclinent en termes de localisation, de population desservie, de surface, d'offre, de personnel, de locaux, d'ouvrages ou encore d'accès. Les institutions reçoivent une aide de l'État seulement si elles correspondent aux critères d'attribution définis par une directive. Les subventions sont ainsi normées, justifiées, justifiables et équitables.



## 7 Gouvernance et organisation

### 7.1 Mode de gouvernance

Selon l'Association des bibliothécaires de France (2017), il existe trois types d'organisation et de coopération en réseau pour les bibliothèques :

1. Le réseau hiérarchique (bibliothèques transférées)
2. La coordination horizontale coordonnée (bibliothèques municipales et coordination intercommunale)
3. La coopération horizontale sans coordination formalisée

Selon le premier modèle, les communes transfèrent la gestion de leurs équipements de lecture publique à un EPCI (établissement public de coopération intercommunale). Il comprend un responsable de l'ensemble du réseau, des responsables d'institutions et éventuellement des responsables de secteurs. Il peut également exister des services communs ou transversaux, comme l'informatique, la logistique, l'administratif, l'action culturelle ou le traitement des documents. L'EPCI harmonise les tarifs et l'offre de services sur tout le territoire, augmente l'efficacité par la centralisation des tâches communes et offre un système informatique unique qui permet d'étendre le service aux usagers notamment.

Il ne s'agit plus de mutualisation entre collectivités distinctes car le fonctionnement est celui d'une même collectivité avec notamment un seul budget et une seule communication. Les économies d'échelle sont possibles grâce aux services centraux et transversaux. De plus, le transfert des coûts et leur répartition se fait sur l'ensemble des communes participant à l'EPCI. Cependant, si l'organisation hiérarchique est la plus lisible des trois propositions, dans la réalité, la création d'une nouvelle culture d'entreprise commune s'avère un challenge et un long processus afin que le personnel s'y adapte.

Dans le deuxième modèle, l'EPCI prend en charge le soutien à la Lecture publique ou aux bibliothèques et finance au moins un poste à cette fin. Les bibliothèques restent sous la direction des communes. La coordination intercommunale permet souvent la mise en place d'un catalogue en ligne commun, voire d'une navette, ainsi que d'animations communes ou fédérées. L'offre locale des bibliothèques est améliorée et le réseau intercommunal plus lisible. L'EPCI peut prendre en charge un certain nombre de prestations communes : l'équipement informatique (logiciel, matériel, etc.), numérique (portail, ressources, matériel, etc.), la logistique (navette, fournitures, etc.) et même les ressources humaines (formations).

Ce mode de fonctionnement préserve l'indépendance des politiques culturelles municipales et ne contraint à rien sans l'accord des communes participantes. Les bibliothèques restent implantées dans le tissu local afin de faciliter leurs missions de proximité. Mais l'existence d'outils communs incite à la coopération. La présence d'un référent coordinateur intercommunal facilite la concertation, l'échange de bonnes pratiques et la construction de projets à l'échelle du territoire intercommunal basés sur des besoins repérés plutôt que sur des injonctions hiérarchiques. Le rôle du coordinateur est crucial pour la réussite de ce mode de fonctionnement. Il doit posséder plusieurs compétences : la force de conviction, la diplomatie, des compétences éclectiques mais expertes, une bonne communication et de l'écoute.

Le troisième mode de fonctionnement est choisi lorsqu'une amélioration des services est la seule raison de coopérer. Cela peut aller de la mise en place d'outils communs (catalogue, portail, navette) à la simple coordination des offres de médiation culturelle. Le problème de la mutualisation entre communes sans passer par une structure intercommunale, c'est le portage politique ou financier. La contribution de chaque commune partenaire du projet doit être définie dans une convention. Cette solution est complexe, fragile et souvent peu pérenne.

Pour ce projet de réseau neuchâtelois de bibliothèques de lecture publique, le choix envisageable est un réseau hiérarchique. Ainsi, ce mode de gouvernance permettrait une centralisation des services, des économies d'échelle et un traitement partagé des documents pour plus d'efficacité. Le but serait de rationaliser les tâches, d'améliorer les services rendus aux publics, d'offrir plus de services à la population et des prestations similaires à tous.

La direction ne doit pas être assurée par une seule personne, mais plutôt par un comité de direction. Le réseau serait composé de trois niveaux hiérarchiques : la coordination, la centrale et les institutions.

Pour que cette solution soit envisageable, il faut que les communes collaborent. Il existe trois formes de collaboration intercommunale (Saitta, Gattlen 2016) :

1. Le contrat de droit administratif : contrat de prestation entre une commune et une autre. L'autorité qui a reçu la délégation est maître de la production du service public et la commune délégatrice n'intervient pas dans la gouvernance.
2. L'entente intercommunale : forme de collaboration sans personnalité juridique, mais dans laquelle toutes les parties sont représentées et les règles de fonctionnement précisées dans une convention. Une ou plusieurs communes s'acquittent, ensemble ou non, de la tâche publique pour laquelle elles ont formé une collaboration.

3. L'association de communes : forme de collaboration intercommunale avec personnalité juridique, dont le fonctionnement est proche de celui d'une commune. Un exécutif intercommunal (Comité de direction) et un délibérant intercommunal (Conseil intercommunal) composés de délégués des communes membres composent cette association.

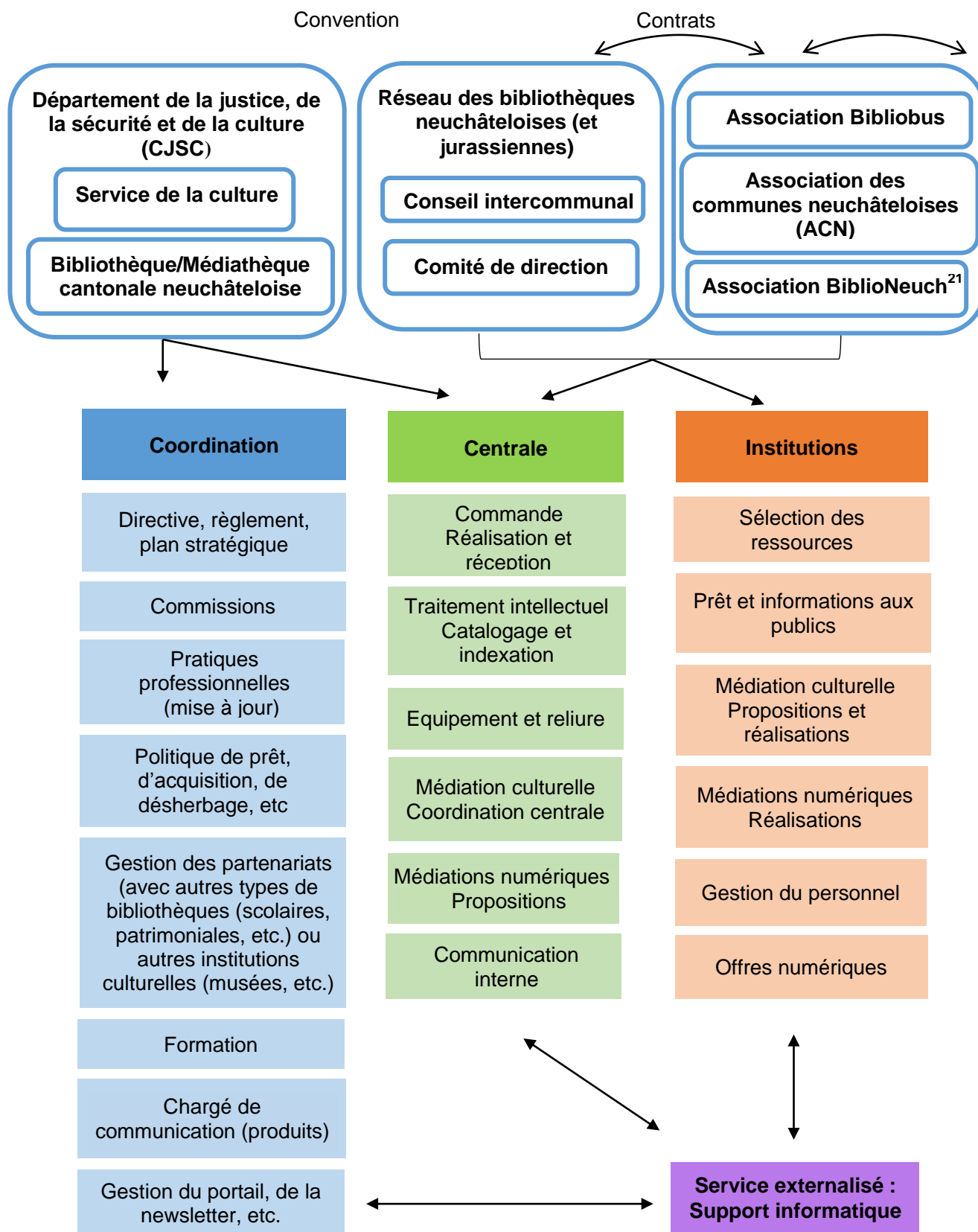
On peut penser qu'un réseau de bibliothèques pourrait être géré par une association de communes. Ce mode de collaboration permet aux communes de s'associer pour accomplir ensemble une tâche de compétence communale. Il s'agit d'une forme ou d'un modèle de collaboration que n'est pas encouragé compte tenu de la fragilité structurelle d'une telle organisation. Les récentes difficultés et les menaces de démission dont a fait l'objet l'Association du Bibliobus neuchâtelois, faute de consensus sur son engagement financier, n'incitent pas à reproduire ce modèle.

En revanche, si on se base sur l'exemple du Valais, partant des besoins d'une bibliothèque ou d'une médiathèque cantonale évoqués au chapitre 6.2, il nous paraît plus logique d'imaginer la coordination du réseau neuchâtelois sous la responsabilité d'une institution cantonale. Elle bénéficie de la légitimité et rien n'empêche de passer un accord avec l'Association des communes neuchâteloises (ACN) qui en délègue la gestion par voie de convention.

Une illustration de ces propos se trouve au chapitre suivant, dans l'élaboration d'une proposition d'organigramme.

## 7.2 Proposition d'un organigramme : pour une Bibliothèque ou une Médiathèque cantonale

Figure 2 : Proposition d'un organigramme  
Convention Contrats



<sup>21</sup> Se référer à la page 69.

La coordination d'un tel réseau pourrait être gérée par une bibliothèque ou médiathèque cantonale sur le plan neuchâtelois. La mise en place d'un tel établissement a échoué il y a quelques années (Willemmin 2014). Mais il serait temps de repenser à cette question car un établissement d'envergure cantonale serait utile, voire nécessaire pour assurer la gouvernance d'un projet de réseau de bibliothèques dans ce canton. La création d'une bibliothèque ou médiathèque cantonale peut aussi garantir l'application de la loi sur la lecture publique. Elle permet également d'assurer plus fortement la position des bibliothèques neuchâteloises dans le paysage culturel neuchâtelois, avec son application précise indiquée dans la loi, comme proposé au chapitre 6.2.

La création de deux pôles cantonaux au statut identique, l'un à La Chaux-de-Fonds et l'autre à Neuchâtel, constitue la solution la plus judicieuse pour construire durablement les fondements de la politique documentaire qui manquent dans ce canton. Ces deux établissements ont des missions identiques, tant sur le plan patrimonial que Lecture publique, même si elles se distinguent par la nature de leurs collections très complémentaires.

La mission de la BVCF stipule :

*« Avec la Bibliothèque publique de Neuchâtel, la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds est l'un des pôles de conservation et de valorisation du patrimoine imprimé et audiovisuel neuchâtelois. Elle gère plus de 950'000 documents qu'elle a rassemblés depuis sa création en 1838. »*

*(Ville de La Chaux-de-Fonds 2018)*

De plus, elle explique le rôle de son service patrimoine comme suit :

*« La Bibliothèque remplit deux missions patrimoniales distinctes : elle assure la collecte, la conservation et la mise en valeur d'une part du patrimoine audiovisuel cantonal ; d'autre part des imprimés et archives privés ayant un lien avec les Montagnes neuchâteloises. Elle mène également un vaste travail de recensement via la Bibliographie et la Filmographie neuchâteloises. »*

*(Ville de La Chaux-de-Fonds 2018)*

La BPUN, quant à elle, déclare avoir trois fonctions, dont celle de « *sauvegarder le patrimoine culturel régional* ». Elle alimente le fonds appelé Dossiers neuchâtelois :

*« Ce fonds regroupe environ 1350 dossiers réunissant des publications de diverses collectivités neuchâteloises (entreprises, sociétés, institutions et associations administratives, politiques, religieuses, culturelles, etc.), situées essentiellement dans les quatre districts du bas du canton. [...] On y trouve également des dossiers thématiques parmi lesquels : les concerts ou les expositions à Neuchâtel et dans la région, les conflits sociaux (par exemple les conflits Dubied ou Bulova), les expositions nationales (Expo02), etc. »*

*(Bibliothèque publique et universitaire Neuchâtel 2018)*

Pour ces raisons, ces deux lieux pourraient composer la Bibliothèque ou la Médiathèque cantonale, abriter la centrale et s'occuper de coordonner un réseau de bibliothèques de lecture publique et pourquoi pas de tous types de bibliothèques à l'avenir.

En ce qui concerne l'exécution des directives émises par la coordination, ce serait le Réseau des bibliothèques neuchâteloises (et jurassiennes) qui s'en chargerait. Un conseil intercommunal permettrait de prendre des décisions et le comité de direction les exécuterait. Ce réseau serait lié à la Bibliothèque ou la Médiathèque cantonale neuchâteloise par voie de convention.

Il serait également intéressant de travailler avec des associations, qui pourraient participer au projet en étant liées par contrat à ce même réseau.

La première association est celle du Bibliobus neuchâtelois. Rien n'empêche qu'il conserve son mode de fonctionnement, tout en étant intégré au réseau régional RBNJ et en partageant ainsi ses notices et ses collections.

La seconde association ayant un rôle à jouer dans ce projet est l'Association des communes neuchâteloises (ACN). Elle a pour buts (Association des communes neuchâteloises (ACN) 2018) :

- D'être l'interlocuteur privilégié de l'État sur les questions touchant les communes
- De favoriser l'échange d'informations sur des sujets d'intérêt commun
- De renforcer les liens entre les autorités communales.

La troisième et dernière association proposée pourrait être une version neuchâteloise de BiblioValais, appelée BiblioNeuch. Le but de BiblioValais est le suivant :

*« Le but de BiblioValais est de veiller aux intérêts et au développement des bibliothèques. L'association coordonne des projets de soutien, de promotion et d'amélioration au sein du réseau des bibliothèques selon les objectifs définis par le Plan directeur des bibliothèques valaisannes en vigueur. Elle contribue au développement de la qualité des bibliothèques valaisannes notamment via le système qualité BiblioValais Excellence en fournissant à ses membres certifiés des outils facilitant leur travail dans la gestion de leur bibliothèque, en particulier dans leurs relations avec leurs usagers et autorités de tutelle. Les bibliothèques peuvent demander leur adhésion par le biais de ce formulaire d'adhésion comme membre collectif.*

*L'association BiblioValais est dirigée par un comité représentatif de l'ensemble des bibliothèques valaisannes. Ce comité est assisté par les coordinateurs-rices du réseau valaisan des bibliothèques (employées Médiathèque Valais) ainsi que d'un-e collaborateur-riche. »*  
(BiblioValais 2018)

Ce modèle est excellent et le canton de Neuchâtel doit s'en inspirer pour créer sa propre association. BiblioValais s'occupe du portail informatique commun à toutes les bibliothèques du canton. L'association propose également des produits de promotion, communs à tous, tels que des signets, des affiches, des post-its ou encore des sacs. Elle s'occupe également de fournir les canevas aux différentes institutions pour les rapports d'activités. Une ligne graphique est ainsi proposée à toutes les institutions.

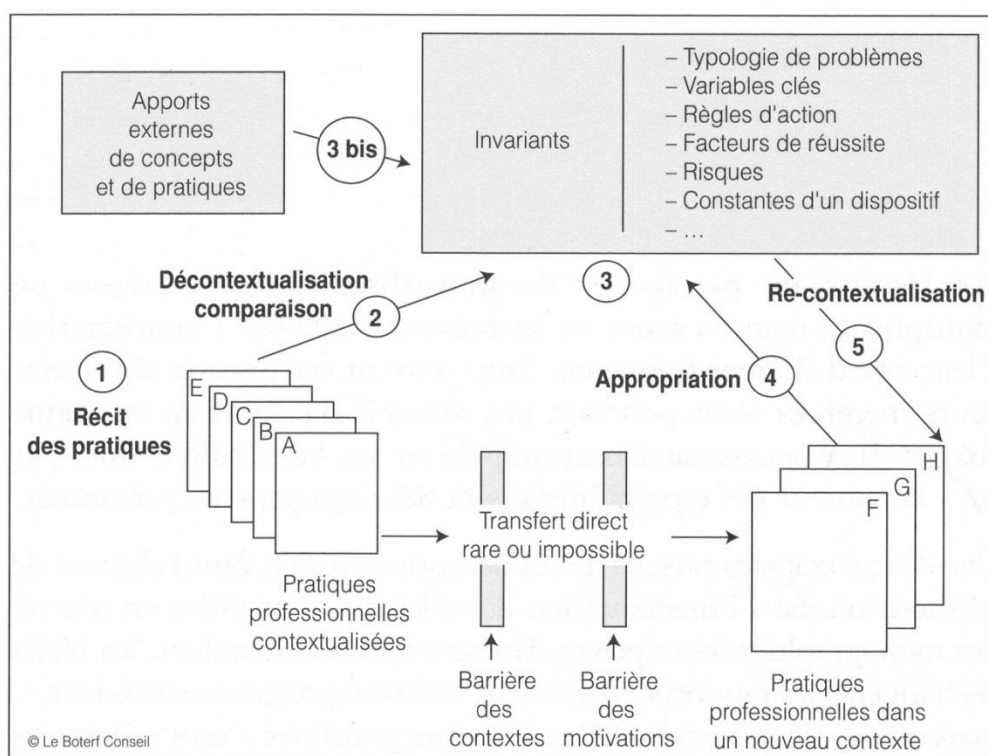
Une telle association dans le canton de Neuchâtel ne peut être que bénéfique.

### 7.3 Méthode de travail collaborative

Selon Guy Le Boterf (2013), l'insatisfaction à l'égard des réseaux de mutualisation devient fréquente. Ces réseaux déçoivent trop souvent. Pourtant, dans la plupart des cas, les membres n'ont pas manqué d'énergie ni de bonne volonté. Malgré le temps consacré, les résultats ne sont pas à la hauteur des espoirs initiaux et des engagements personnels. Une des principales raisons provient de l'absence de méthode ou de l'inadaptation de celles mises en œuvre.

Guy Le Boterf explique la nécessité d'une méthode, qui passe par le partage des pratiques. Voici ci-dessous le schéma illustrant cette méthode :

Figure 3 : La démarche de partage des pratiques



(Le Boterf 2013 p.106)

Cette démarche fait apparaître plusieurs éléments :

- Les principaux moments de la méthodologie :
  - 1) Le récit des différentes pratiques actuelles. Cela passe par la description de celles-ci dans des contextes précis et distincts. Le but est de comprendre les pratiques de chacun pour ensuite pouvoir les accompagner plus facilement vers le changement.
  - 2) La comparaison de ces récits pour isoler des « invariants » transversaux. Cela permet d'identifier les points communs et les spécificités.
  - 3) Lister les invariants et leurs contextes
  - 3 bis) L'enrichissement de la recherche et du contenu des invariants par des apports externes d'expériences et de concepts. Cela permet au réseau professionnel de ne pas se refermer sur lui-même et de se répéter mais d'innover.
  - 4) et 5) La traduction des invariants dans des pratiques nouvelles ou améliorées, adaptées aux nouveaux contextes.
- Les barrières rendant le transfert direct difficile, voire impossible, entre les pratiques particulières et le nouveau contexte
  - Barrière contextuelle
  - Barrière motivationnelle

Ce schéma permet de comprendre l'importance de ne pas imposer un projet sans prendre en compte le contexte de chaque institution et de son environnement. Il faut adapter les pratiques professionnelles existantes à un nouveau contexte et non en recréer de toutes pièces et les imposer sans explication.

Il faut également motiver les équipes pour que le projet soit viable. Pour cela, il est nécessaire d'expliquer les objectifs, la pertinence et l'intérêt du projet (voir chapitre 5.2 à 5.4). Un accompagnement durant la phase de changement permet de mieux comprendre le cheminement effectué.



## 8 Recommandations et conclusion

Afin que le projet de réseau neuchâtelois de bibliothèques puisse se créer, il est important de combiner au mieux deux éléments essentiels (Lahary 2017) :

1. La mutualisation qui permet de concentrer les ressources, les compétences et les services qui peuvent l'être. Dans ce travail, nous avons pu voir que de multiples services peuvent être mis en commun et que des ressources peuvent être partagées. Diverses compétences des professionnels peuvent servir les autres et aider à la mise en place de nouveaux services.
2. La coopération qui consiste à faire ensemble, à s'associer selon des buts et des objectifs communs. Les objectifs de la mise en réseau doivent être clairs. Il est important qu'ils correspondent aux intérêts individuels et collectifs des institutions, aux intérêts des professionnels et surtout à ceux des usagers.

« *La progressivité est la clé du succès* » selon Dominique Lahary (2017). Cette citation recommande de laisser du temps au temps. Les équipes doivent se connaître et apprendre à travailler ensemble. L'idée de raisonner en « réseau » doit devenir le moteur des institutions. Il est important d'inventer ensemble une meilleure manière de servir le public pour que chacun se sente investi dans ce projet. Pour que ces changements se produisent dans les meilleures dispositions, aucune précipitation n'est souhaitée.

Il faut faire comprendre que la mise en réseau n'est ni l'abandon des services de proximité ni la mise en concurrence. Il s'agit d'un état d'esprit, d'un changement d'échelle pour coopérer, partager, servir le public dans le but d'aller vers une égalité d'accès aux mêmes services pour toutes les populations (Lahary 2017). Le métier change et les professionnels doivent faire face. Le catalogage et l'indexation ne sont plus leurs tâches principales. Il faut prendre conscience des innovations, des nouveaux besoins et attentes du public et progresser avec son temps. Le rôle de médiateur entre le public et les collections devient de plus en plus central. Ce nouveau tournant doit être pris en compte pour développer de nouveaux services et satisfaire les pratiques culturelles des publics qui se modifient en permanence. Les professionnels doivent être prêts à s'adapter et évoluer dans ce sens.

Cependant, pour qu'un réseau de lecture publique voie le jour, il est nécessaire de valoriser plus fortement la Lecture publique. Cela passe par une inscription plus claire dans la loi. Il est nécessaire que la Loi sur l'aide à la lecture publique et aux

bibliothèques de 1981 soit révisée et mise à jour. La création d'une directive pour normaliser les subventions allouées par l'État serait une bonne chose. Cela permettrait aux communes de savoir comment elles doivent procéder pour avoir l'aide des institutions culturelles.

Enfin, pour que ce réseau fonctionne, il faut qu'il soit gouverné par une seule entité. La création d'une bibliothèque cantonale neuchâteloise doit être rediscutée pour le bien d'un futur réseau de lecture publique. Il n'y a qu'une telle institution qui puisse gouverner un réseau, le diriger et mettre en place des plans directeurs et stratégiques dans le but de le gérer et le développer.

L'avenir des bibliothèques de lecture publique repose donc avant tout sur la volonté politique des partenaires d'en conserver l'unité au sein d'un réseau solidaire. Mais les professionnels ont aussi un rôle à jouer. Ils doivent collaborer et s'unir pour rendre la Lecture publique plus visible. Ils doivent la promouvoir auprès des autorités et de la population neuchâteloise, afin de démontrer son utilité et sa nécessité.

## Bibliographie

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DE FRANCE, 2017. *Boîte à outils sur la réforme territoriale. Fiche n° 02. Quels modes d'organisation en réseau ? Essai de typologie* [en ligne]. Février 2017. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.reformeterritoriale.abf.asso.fr/wp-content/uploads/2016/07/ABF-R%C3%A9formeterritoriale-2-typologie.pdf>

ASSOCIATION DES COMMUNES NEUCHÂTELOISES (ACN), 2018. ACN [en ligne]. [Consulté le 06 juin 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.acn-ne.ch>

BIBLIOBUS NEUCHÂTELOIS, 2018a. Suite à la votation du 10 juin dernier et au refus par la population de Val-de-Ruz d'un réajustement de sa fiscalité, la commune a pris la décision de supprimer un certain nombre de prestations. *Facebook* [en ligne]. Le 22 juin 2018, 13 : 49. [Consulté le 10 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.facebook.com/bibliobus.ne>

BIBLIOBUS NEUCHÂTELOIS, 2018b. *Bibliobus neuchâtelois* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.bibliobus-ne.ch>

BIBLIOTHÈQUE CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE, 2018. Historique. *Bibliothèque cantonale et universitaire BCU Lausanne* [en ligne]. [Consulté le 04 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.bcu-lausanne.ch/renouvaud/renouvaud-historique/#.WsTddNuau4>

BIBLIOTHÈQUE CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE, 2018. Renouvaud. *Bibliothèque cantonale et universitaire BCU Lausanne* [en ligne]. [Consulté le 04 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.bcu-lausanne.ch/renouvaud/#.WsTsmduNuau4>

BIBLIOTHÈQUE DE REIMS, 2018. *Bibliothèque de Reims* [en ligne]. [Consulté le 04 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.bm-reims.fr>

BIBLIOTHÈQUE LUDOTHÈQUE PESTALOZZI, 2018. *Bibliothèque ludothèque Pestalozzi* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.bibliotheque-pestalozzi.ch>

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE, 2015. RDA (Ressources : Description et Accès). *BnF Bibliothèque nationale de France* [en ligne]. 13 avril 2015. [Consulté le 17 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.bnf.fr/fr/professionnels/rda/s.rda\\_origines.html](http://www.bnf.fr/fr/professionnels/rda/s.rda_origines.html)

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE SUISSE BN, 2014. BibliOpass. *Confédération suisse* [en ligne]. Dernière modification le 25 novembre 2014. [Consulté le 03 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.nb.admin.ch/snl/fr/home/services/utilisation-de-nos-collections/bibliopass.html>

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE SUISSE BN, 2017. RDA BN Règlement supplémentaire. *Confédération suisse* [en ligne]. Dernière modification 20 février 2017. [Consulté le 03 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.nb.admin.ch/snl/fr/home/documentation/normes---regles/rda-bn-reglementation-supplementaire.html>

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE ET UNIVERSITAIRE NEUCHÂTEL, 1983. Textes constitutifs. *Bibliothèque publique et universitaire Neuchâtel* [en ligne]. [Consulté le 11 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : [http://bpun.unine.ch/pdf/textes\\_constitutifs.pdf](http://bpun.unine.ch/pdf/textes_constitutifs.pdf)

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE ET UNIVERSITAIRE NEUCHÂTEL, 2018. *Bibliothèque publique et universitaire Neuchâtel* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://bpun.unine.ch>

BIBLIOTHÈQUES MUNICIPALES DE GENÈVE, 2018. *Bibliothèques Municipales de la Ville de Genève, une fenêtre sur le monde* [en ligne]. [Consulté le 11 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : [http://institutions.ville-geneve.ch/fr/bm/?fb\\_locale=fr\\_FR](http://institutions.ville-geneve.ch/fr/bm/?fb_locale=fr_FR)

BIBLIOVALAIS, 2018. *Biblio valais wallis* [en ligne]. [Consulté le 04 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.bibliovalais.ch>

BURGETOVA, Jarmila, 2001. Nouvelle loi sur les bibliothèques en République Tchèque. *Bulletin d'informations de l'Association des Bibliothécaires français* [en ligne]. 2001, n° 193, pp. 65-67. [Consulté le 14 mars 2018]. Disponible en ligne : <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/47845-nouvelle-loi-sur-les-bibliotheques-en-republiques-tcheque.pdf>

BURKI CHAPPUIS, Antoinette, 2011. *Des contes à Neuchâtel : une collection particulière de la Bibliothèque Pestalozzi* [en ligne]. Genève : Université de Genève. Certificat en gestion de documentation et de bibliothèque. [Consulté le 10 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://core.ac.uk/download/pdf/20657517.pdf>

C., M., 1970. La bibliothèque des jeunes est entrée officiellement dans la vie locale. *L'Impartial* [en ligne]. Le 31 octobre 1970. p.5 [Consulté le 18 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.lexpressarchives.ch/Olive/APA/SwissSNP\\_Fr/SharedView.Article.aspx?href=IMP%2F1970%2F10%2F31&id=Ar005000&sk=9B5CBD39&viewMode=image](http://www.lexpressarchives.ch/Olive/APA/SwissSNP_Fr/SharedView.Article.aspx?href=IMP%2F1970%2F10%2F31&id=Ar005000&sk=9B5CBD39&viewMode=image)

CANTON DE FRIBOURG. Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, 2013. Directives concernant les bibliothèques de lecture publique émises par la Direction de l'instruction publique, de la culture et de sport. *Fr.ch* [en ligne]. 01 mars 2013. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.fr.ch/secu/files/pdf64/Directives\\_bibliothques\\_lecture\\_publique.pdf](https://www.fr.ch/secu/files/pdf64/Directives_bibliothques_lecture_publique.pdf)

CANTON DE NEUCHÂTEL, 20???. Service informatique de l'entité neuchâteloise. *Ne.ch* [en ligne]. [Consulté le 03 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.ne.ch/autorites/DFS/SIEN/Pages/accueil.aspx>

CANTON DE NEUCHÂTEL, 2015. Lois et décrets publiés dans la Feuille Officielle : loi portant modification de la loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques. *Ne.ch* [en ligne]. 28 décembre 2015. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.ne.ch/legislation-jurisprudence/pubfo/ld/Documents/2015/L\\_modification\\_Lecture%20publique\\_3\\_12\\_2015.pdf](http://www.ne.ch/legislation-jurisprudence/pubfo/ld/Documents/2015/L_modification_Lecture%20publique_3_12_2015.pdf)

CANTON DE NEUCHÂTEL, 2016a. Référendum déposé pour assurer le financement du bibliobus et de la lecture publique dans le canton. *Ne.ch* [en ligne]. 16 mars 2016. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.ne.ch/medias/Pages/160316-referendum-bibliobus.aspx>

CANTON DE NEUCHÂTEL, 2016b. Scrutin populaire du 25 septembre 2016. *Ne.ch* [en ligne]. 25 septembre 2016. [Consulté le 12 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.ne.ch/medias/Pages/160925\\_Scrutin-populaire-du-25-septembre-2016.aspx](http://www.ne.ch/medias/Pages/160925_Scrutin-populaire-du-25-septembre-2016.aspx)

CANTON DE NEUCHÂTEL, 2016c. Votations cantonales du 25 septembre 2016. *Ne.ch* [en ligne]. 31 août 2016. [Consulté le 12 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.ne.ch/medias/Pages/160831\\_Votations-cantonales-du-25-septembre-2016.aspx](https://www.ne.ch/medias/Pages/160831_Votations-cantonales-du-25-septembre-2016.aspx)

CANTON DE NEUCHÂTEL, 2018. Lecture publique. *Ne.ch* [en ligne]. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.ne.ch/autorites/DJSC/SCNE/encouragement-culture/Pages/Lecture-publique.aspx>

CANTON DE NEUCHÂTEL. Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC). Conseil d'État, 2018. Patrimoine culture : rapport du Conseil d'État au Grand Conseil à l'appui d'un projet de loi sur la sauvegarde du patrimoine culturel (LSPC) du 14 février 2018 (18.004). *Ne.ch* [en ligne]. 14 février 2018. [Consulté le 24 juin 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.ne.ch/autorites/GC/objets/Documents/Rapports/2018/18004\\_CE.pdf](http://www.ne.ch/autorites/GC/objets/Documents/Rapports/2018/18004_CE.pdf)

CANTON DE VAUD. Conseil d'État et Conseil de Grand Conseil, 2015. Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'État un crédit d'investissement de CHF 2'307'000 pour financer la mise en œuvre du futur réseau vaudois des bibliothèques et du système d'information associé dans le cadre du programme de gestion des bibliothèques du réseau vaudois (RenouVaud) et réponse du Conseil d'État à l'interpellation Céline Ehrwein Nihan : « Les Vaudois et Vaudoises doivent-ils vraiment faire bibliothèques à part ? ». *Vd.ch* [en ligne]. [Consulté le 30 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.vd.ch/fileadmin/user\\_upload/organisation/gc/fichiers\\_pdf/2012-2017/241\\_TexteCE.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/gc/fichiers_pdf/2012-2017/241_TexteCE.pdf)

CANTON DU VALAIS. Département de l'éducation, de la culture et du sport, 2013. Directives du 15 février 2013 relatives aux bibliothèques communales/intercommunales et scolaires. *Bibliovalais.ch* [en ligne]. 15 février 2013. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.bibliovalais.ch/data/documents/Directivesbibliothèquescommunalesetscolaires2013.pdf>

CETLIN, Josiane, 2013. La Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds 1953-2013. In : *Entre lecture, culture et patrimoine : la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds 1838-2013*. Neuchâtel : Ed. Alphil. pp. 89-102. ISBN 978-2-940489-23-7.

CONFÉDÉRATION SUISSE. Office de la statistique, 2018. Bibliothèques publiques des villes (communes dès 10'000 habitants). Le 25 juillet 2017. Mise à jour le 25 janvier 2018. [Consulté le 10 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/culture-medias-societe-information-sport/culture/bibliotheques.assetdetail.3104682.html>

CONSEIL D'ÉTAT et CONSEIL COMMUNAL DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS, 2003. Convention entre l'État de Neuchâtel et la Ville de La Chaux-de-Fonds concernant l'aide du canton à la Bibliothèque de la Ville [document PDF]. 30 janvier 2003. Document interne à La Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds.

Electre (bibliographie), 2017. *Wikipédia* [en ligne]. Dernière modification le 14 septembre 2017 à 10 : 34. [Consulté le 18 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lectre\\_\(bibliographie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lectre_(bibliographie))

Directives concernant les bibliothèques publiques du 27 octobre 1987 (441.221.1). *Jura.ch* [en ligne]. 27 octobre 1987. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://rsju.jura.ch/fr/viewdocument.html?idn=20080&id=37824>

FRACASSO, Antonella, 2018. C'est la fin du Bibliobus à Val-de-Ruz. *Arcinfo* [en ligne]. Le 20 juin 2018. [Consulté le 10 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.arcinfo.ch/articles/regions/val-de-ruz/c-est-la-fin-du-bibliobus-a-val-de-ruz-765545>

FRANCE. Ministère de la culture et de la communication. Département des études, de la prospective et des statistiques. Deniau, Marie, 2014. Etude exploratoire sur les nouvelles pratiques de mutualisation ou de coopération inter-organisationnelles dans le secteur culturel : rapport définitif. *Arcade-paca.com* [en ligne]. [Consulté le 23 mars 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.arcade-paca.com/fileadmin/documents/permanents/ressources/Dossiers%20doc/Zoom\\_GE/Nouvelles\\_pratiques\\_mutualisation\\_Marie\\_Deniau.pdf](http://www.arcade-paca.com/fileadmin/documents/permanents/ressources/Dossiers%20doc/Zoom_GE/Nouvelles_pratiques_mutualisation_Marie_Deniau.pdf)

HORMIA-POUTANEN, Kristiina, 2011. Les Bibliothèques finlandaises réseautent pour de meilleurs services ». *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)* [en ligne]. 2011, n° 6, pp. 80-84. [Consulté le 13 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-06-0080-012>

HUMAIR, Jacques-André, 2013a. Vous avez dit lecture publique ! In : *Entre lecture, culture et patrimoine : la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds 1838-2013*. Neuchâtel : Ed. Alphil. pp. 49-70. ISBN 978-2-940489-23-7.

HUMAIR, Jacques-André, 2013b. Un réseau régional de coopération entre bibliothèques dans les cantons de Neuchâtel et du Jura. Un modèle de mutualisation progressive des ressources humaines, financières, documentaires et techniques. In : *Entre lecture, culture et patrimoine : la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds 1838-2013*. Neuchâtel : Ed. Alphil. pp. 141-154. ISBN 978-2-940489-23-7.

IFLA et UNESCO, 2001. *Les services de la bibliothèque publique : principes directeurs de l'IFLA/UNESCO* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001246/124654f.pdf>

IFLA et UNESCO, 2016. Manifeste de l'IFLA/UNESCO sur la Bibliothèque Publique 1994. *IFLA* [en ligne]. 15 avril 2016. [Consulté le 28 février 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.ifla.org/FR/publications/manifeste-de-l-ifla-unesco-sur-la-biblioth-que-publique-1994>

LAHARY, Dominique, 2017. Les réseaux de bibliothèque et l'intercommunalité : conférence donnée lors de la Journée de la lecture publique du département de Touraine (Indre-et-Loire), Ballan-Miré, 08 juin 2017. *SlideShare.net* [en ligne]. [Consulté le 03 juillet 2018]. Disponible à l'adresse : <https://fr.slideshare.net/dominiqueLahary/les-rseaux-de-bibliothques-et-lintercommunalit>

LE BLEVEC, Yann, 2017. La ville de Reims accélère sa hausse d'habitants. *L'union* [en ligne]. Le 28 décembre 2017 à 17h49. [Consulté le 29 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.lunion.fr/67684/article/2017-12-28/la-ville-de-reims-accelere-sa-hausse-d-habitants>

LE BOTERF, Guy, 2013. *Travailler en réseau et en partenariat : comment en faire une compétence collective*. 3<sup>e</sup> édition revue et augmentée. Paris : Eyrolles. 174 p. ISBN 978-2-212-55625-4

LE RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUE DE MULHOUSE, 2018. *Le réseau des bibliothèques de Mulhouse* [en ligne]. [Consulté le 04 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://bibliotheques.mulhouse.fr>

Loi cantonale du 30 avril 2013 sur les bibliothèques (Bibliotheksgesetz ; 276.1). *Portal Kanton St. Gallen* [en ligne]. 30 avril 2013. Mise à jour le 01 janvier 2014. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.gesetzessammlung.sg.ch/frontend/versions/1279>

Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques. *Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg* [en ligne]. 24 juin 2010. [Consulté le 13 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2010/06/24/n1/jo>

Loi fédérale sur l'encouragement de la culture du 11 décembre 2009 (LEC). *Admin.ch* [en ligne]. 11 décembre 2009. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2009/7923.pdf>

Loi n° 257/2001 sur les bibliothèques et les conditions d'exploitation des bibliothèques publiques et des services d'information du 25 juillet 2011. *Zákony pro lidi.cz* [en ligne]. 25 juillet 2001. Mise à jour le 01 juillet 2017. [Consulté le 14 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.zakonyprolidi.cz/cs/2001-257/zneni-20170701>



Loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques du 15 décembre 1981. *Recueil systématique de la législation neuchâteloise (RSN)* [en ligne]. 15 décembre 1981. Mise à jour le 01 août 2013. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/pdf/44241.pdf>

Loi sur la promotion de la culture du 15 novembre 1996 (LPrC RS 440.1). *Recueil des lois valaisannes* [en ligne]. 15 novembre 1996. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://lex.vs.ch/frontend/versions/466>

Loi sur l'encouragement des activités culturelles 25 juin 1991 (LEAC 451.01). *Recueil systématique de la législation neuchâteloise (RSN)* [en ligne]. 25 juin 1991. Mise à jour le 01 janvier 2017. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/pdf/45101.pdf>

Loi sur l'encouragement des activités culturelles du 12.06.2012 (LEAC RSB 423.11). *Belex – Recueils des lois bernois* [en ligne]. 12 juin 2012. Mise à jour le 01 janvier 2013. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/320>

Loi sur le patrimoine mobilier et immatériel du 08 avril 2014 (LPMI : 446.12). *Législation vaudoise* [en ligne]. 08 avril 2014. Mise à jour le 01 mai 2015. [Consulté le 25 juin 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.rsv.vd.ch/rsvsite/rsv\\_site/doc.pdf?docId=1123588&Pvigueur=&Padoption=&Pcurrent\\_version=0&PetatDoc=referendum&Pversion=&docType=loi&page\\_format=A4\\_3&isRSV=true&isSJJL=true&outformat=pdf&isModifiante=false](http://www.rsv.vd.ch/rsvsite/rsv_site/doc.pdf?docId=1123588&Pvigueur=&Padoption=&Pcurrent_version=0&PetatDoc=referendum&Pversion=&docType=loi&page_format=A4_3&isRSV=true&isSJJL=true&outformat=pdf&isModifiante=false)

Loi sur les bibliothèques 904/1998 promulguée à Helsinki le 04 décembre 1998. *SCRIBD* [en ligne]. 04 décembre 1998. [Consulté le 14 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://fr.scribd.com/document/7061620/loi-finlandaise-sur-les-bibliotheques>

Loi sur les bibliothèques publiques, L.R.O. 1990, chapitre p. 44. *Ontario.ca* [en ligne]. 1990. Mise à jour le 01 avril 2010. [Consulté le 14 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90p44#BK36>

MEDIATHEQUE VALAIS, 2018. *Médiathèque, Mediathek Valais Wallis* [en ligne]. [Consulté le 04 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.mediatheque.ch>

NYDEGGER, Philippe, 1970. Ouverture d'une bibliothèque pour jeune : de l'aquarium... aux livres de contes ! *L'Express* [en ligne]. Le 31 octobre 1970. p. 8 [Consulté le 18 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.lexpressarchives.ch/olive/apa/swissnnp\\_fr/SharedView.Article.aspx?href=EXP%2F1970%2F10%2F31&id=Ar00800&sk=F774A6A1&viewMode=image](http://www.lexpressarchives.ch/olive/apa/swissnnp_fr/SharedView.Article.aspx?href=EXP%2F1970%2F10%2F31&id=Ar00800&sk=F774A6A1&viewMode=image)

ONTARIO. Ministère du tourisme, de la culture et du sport, 20???. Comprendre la Loi sur les bibliothèques publiques de l'Ontario. *Mtc.gov.on.ca* [en ligne]. [Consulté le 15 mars 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.mtc.gov.on.ca/fr/libraries/PLA%20Brochure%20\(French%20version\)%20final%20\(contact%20font%20change\).pdf](http://www.mtc.gov.on.ca/fr/libraries/PLA%20Brochure%20(French%20version)%20final%20(contact%20font%20change).pdf)

Ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique du 27 octobre 1987 (441.221). *Jura.ch* [en ligne]. 27 octobre 1987. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://rsju.jura.ch/fr/viewdocument.html?idn=20080&id=36965>

PALLIER, Denis, 2010. *Les bibliothèques*. Paris : Presses Universitaires de France. Que sais-je ? ISBN 978-2-13-057064-6.

POUCHOL, JÉRÔME (DIR.), 2016. *Mutualiser les pratiques documentaires : Bibliothèques en réseau*. Villeurbanne : Presses de l'ENSSIB. La Boîte à outils, n° 38. ISBN 979-10-91281-79-9.

POUILLIAS, Marie-Thérèse, 2005. « RFID et bibliothèques ». *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)* [en ligne]. 2005, n° 05, pp. 56-60. [Consulté le 25 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2005-05-0056-004.pdf>

RAMSEYER, Jacques, 2013. « Notre bibliothèque est une Bibliothèque d'études... » In : *Entre lecture, culture et patrimoine : la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds 1838-2013*. Neuchâtel : Ed. Alphil. pp. 31-48. ISBN 978-2-940489-23-7.

RBNJ, 20???. *RBNJ Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes* [en ligne]. [Consulté le 15 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <https://rbnj.unine.ch>

Règlement concernant l'octroi de subventions en faveur des bibliothèques communales 28 juin 1982 (442.411). *Recueil systématique de la législation neuchâteloise (RSN)* [en ligne]. 28 juin 1982. [Consulté le 12 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/pdf/442411.pdf>

Règlement grand-ducal du 04 juillet portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques. *Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg* [en ligne] 04 juillet 2010. [Consulté le 13 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rqd/2010/07/04/n1/jo>

Règlement pour la Bibliothèque cantonale et universitaire du 27 août 2008 (RBCU : 433.11.1). *Législation vaudoise* [en ligne]. 27 août 2008. Mise à jour le 01 mai 2015. [Consulté le 25 juin 2018]. Disponible à l'adresse : [http://www.rsv.vd.ch/dire-cocoon/rsv\\_site/doc.pdf?docId=644592&Pvigueur=&Padoption=&Pcurrent\\_version=0&PetatDoc=vigueur&Pversion=&docType=&page\\_format=A4\\_3&isRSV=true&isSJL=true&outformat=pdf&isModifiante=false](http://www.rsv.vd.ch/dire-cocoon/rsv_site/doc.pdf?docId=644592&Pvigueur=&Padoption=&Pcurrent_version=0&PetatDoc=vigueur&Pversion=&docType=&page_format=A4_3&isRSV=true&isSJL=true&outformat=pdf&isModifiante=false)

RERO, 2018. *RERO Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale* [en ligne]. Dernière modification le 08 mars 2018 à 8 : 47. [Consulté le 17 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.rero.ch>

RÉSEAU BIBLIO DE LA MONTEREGIE, 2018. *Réseau BIBLIO de La Montérégie* [en ligne]. [Consulté le 12 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.reseaubibliomonteregie.qc.ca>

RÉSEAU BIBLIO DE LA MONTEREGIE, 2017. Rapport annuel 2016-2017 : expertise, innovation, soutien, la force d'un réseau. *Réseau BIBLIO de La Montérégie* [en ligne]. [Consulté le 12 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://contenu.maruche.ca/Fichiers/6a4a6c50-187c-e611-80ef-00155d09650f/Sites/af41d194-187c-e611-80ef-00155d09650f/Documents/RA\\_Monteregie\\_2017.pdf](https://contenu.maruche.ca/Fichiers/6a4a6c50-187c-e611-80ef-00155d09650f/Sites/af41d194-187c-e611-80ef-00155d09650f/Documents/RA_Monteregie_2017.pdf)

RICHTER, Noé, 1979. Introduction à l'histoire de la lecture publique. *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)* [en ligne]. 1979, t. 24, n°04, pp.167-174. [Consulté le 29 juin 2018]. Disponible à l'adresse : <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1979-04-0167-001.pdf>

SAITTA, Gianni et GATTLEN, Isabelle, 2016. *Les collaborations intercommunales : mode d'emploi* [en ligne]. Août 2016. [Consulté le 06 mai 2018]. Disponible à l'adresse : [https://www.ucv.ch/fileadmin/documents/pdf/Th%C3%A8mes/Intercommunal/Collaboration\\_intercommunale\\_-\\_mode\\_d\\_emploi\\_-\\_08.2016.pdf](https://www.ucv.ch/fileadmin/documents/pdf/Th%C3%A8mes/Intercommunal/Collaboration_intercommunale_-_mode_d_emploi_-_08.2016.pdf)

SCHINDLER, Philippe, 2013. Association du Bibliobus neuchâtelois. In : *Entre lecture, culture et patrimoine : la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds 1838-2013*. Neuchâtel : Ed. Alphil. pp. 131-140. ISBN 978-2-940489-23-7.

Swot (méthode d'analyse). *Wikipédia : l'encyclopédie libre* [en ligne]. Dernière modification de la page le 25 mars 2018 à 12 : 41. [Consulté le 27 mars 2018].



Disponible à l'adresse : [https://fr.wikipedia.org/wiki/SWOT\\_\(m%C3%A9thode\\_d%27analyse\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/SWOT_(m%C3%A9thode_d%27analyse))

Système intégré de gestion de bibliothèque. *Wikipédia : l'encyclopédie libre* [en ligne]. Dernière modification de la page le 12 avril 2018 à 11 : 06. [Consulté le 12 avril 2018]. Disponible à l'adresse : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me\\_int%C3%A9gr%C3%A9\\_de\\_gestion\\_de\\_biblioth%C3%A8que](https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_int%C3%A9gr%C3%A9_de_gestion_de_biblioth%C3%A8que)

VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS, 2018. Bibliothèque de la Ville. *La Chaux-de-Fonds, métropole horlogère* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://biblio.chaux-de-fonds.ch>

VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS, 2018. Bibliothèque des Jeunes. *La Chaux-de-Fonds, métropole horlogère* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://biblio-jeunes.chaux-de-fonds.ch>

VILLE DE MULHOUSE, 2018. Mulhouse en chiffres. *Mulhouse.fr* [en ligne]. [Consulté le 29 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://www.mulhouse.fr/fr/mulhouse-en-chiffres>

VILLE DU LOCLE, 2018. Bibliothèque de la Ville. *Ville du Locle* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.lelocle.ch/qualitedevie/culture-et-manifestations/bibliotheques/bibliotheque-de-la-ville>

VILLE DU LOCLE, 2018. Bibliothèque des Jeunes. *Ville du Locle* [en ligne]. [Consulté le 07 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://www.lelocle.ch/qualitedevie/culture-et-manifestations/bibliotheques/bibliotheque-des-jeunes>

VIVERET, Patrick et GAZEAU Sébastien, 2014. *Eclairage* [en ligne]. Automne 2004. N° 02, pp. 7-8. [Consulté le 14 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://eclairs.aquitaine.fr/media/3482.pdf>

VUILLEMIN, Delphine, 2014. Assurer l'avenir des bibliothèques : réflexion initiée pour redéfinir les rôles de chacun. *L'Impartial* [en ligne]. Le 04 juin 2014. p. 3 [Consulté le 07 mai 2018]. Disponible à l'adresse : <http://doc.rero.ch/record/210828/files/2014-06-04.pdf>

WISMANN, Heinz, 2014. *Eclairage* [en ligne]. Automne 2004. N° 02, pp. 4-6. [Consulté le 14 mars 2018]. Disponible à l'adresse : <http://eclairs.aquitaine.fr/media/3482.pdf>

Z39.50, 2017. *Wikipédia* [en ligne]. Dernière modification le 10 octobre 2017 à 13 : 12. [Consulté le 12 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Z39.50>

## Annexe 1 : Liste des bibliothèques publiques et scolaires du canton de Neuchâtel<sup>22</sup>

Liste des bibliothèques publiques et scolaires du canton de Neuchâtel

Commune	Nom	Publique	Scolaire cycle 1	Scolaire cycle 2	Scolaire cycle 3	Post ob	Heures service (moyenne hebdo)	EPT	Logiciel	Réseau
Val-de-Ruz	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
	Collège de la Fontenelle				x		38	0.8	Netbiblio	non
	Bibliothèque jeunesse Fontainemelon		x classes	x classes?			4	0.1	?	non
	Bibliothèque communale Fontainemelon	x					5	0.1	?	non
Rochefort	Bibliobus	x	x					*	Netbiblio	Bibliobus
Les Ponts-de-Martel	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
La Sagne	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
Enges, église	Bibliobus	x						*	Netbiblio	Bibliobus
Lignières	Bibliobus	x						*	Netbiblio	Bibliobus
Les Planchettes	Bibliobus	x	x					*	Netbiblio	Bibliobus
Val-de-travers	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
	Bibliothèque communale de Fleurier	x	x				9	0.24	Netbiblio	non
	Collège JJR				x		27	0.7	Netbiblio	non
La Chaux-du-Milieu	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
Brot-Dessus	Bibliobus	x						*	Netbiblio	Bibliobus
La Côte-aux-Fées	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
Valangin	Bibliobus	x						*	Netbiblio	Bibliobus
Les Verrières	Bibliobus	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
Les Brenets	Bibliobus	x						*	Netbiblio	Bibliobus
Milvignes	Bibliobus Passage (Bôle et Auvernier)	x	x	x				*	Netbiblio	Bibliobus
	Bibliobus succursale communale	x	x	x			8	*	Netbiblio	Bibliobus
	CPMB					X	35	?	Netbiblio	Non
	Cescole				x		36	0.8	Netbiblio	Non
La Tène	Bibliobus succursale communale	x	x	x	x		16	**	Netbiblio	Bibliobus
	Bibliobus Passage (Thielle, Wawre)	x	x					*	Netbiblio	Bibliobus
Le landeron	Bibliobus succursale communale	x	x	x	x		16	**	Netbiblio	Bibliobus
Cressier	Bibliobus	X	X	X				*	Netbiblio	Bibliobus
Cornaux	Bibliobus	X	X	X				*	Netbiblio	Bibliobus
Peseux	Bibliothèque communale	x					7	?	Netbiblio	non
	Bibliothèque jeunesse		x	x			20	?	Netbiblio	non

Version 1 du 17 avril 2018

<sup>22</sup> Document donné par Julie Courcier Delafontaine, directrice du Bibliobus neuchâtelois lors de l'entretien réalisé le 18 avril (annexe 6)

Listes des Bibliothèques publiques et scolaires du canton de Neuchâtel

La Grande Béroche	Bibliobus succursale communale (Bevaix)	x	x	x			11	**	Netbiblio	Bibliobus	
	Bibliobus succursale communale (Béroche)	x	x	x			8	**	Netbiblio	Bibliobus	
	Collège des Cerisiers					x	38	1.5 ?			
Cortailod	Bibliobus succursale communale	x	x	x			8	**	Netbiblio	Bibliobus	
Boudry	Bibliobus succursale communale	x	x	x			11	1.65	Netbiblio	Bibliobus	
Corcelles cormondrèche	Bibliothèque communale	x	x	x			13	?	Netbiblio	non	
Valangin, église	Bibliobus	x						*	Netbiblio	Bibliobus	
Le Locle	BV	x					23.3	2.2	Virtua	Rero	
	Bibliothèque jeunesse		x	x			24.3	?	Netbiblio	non	
	ET cifom					x	44	?	Netbiblio	non	
Neuchâtel	BPU	x	x	x					Virtua	Rero	
	Pestalozzi		x	x		x	33	?	?	non	
	Bibliomonde		x				19		?	non	
	Collèges Terreaux + Mail					x	12 et 24		?	Netbiblio	oui
	LJP					x	50		Netbiblio	non	
	DDR					x	?		?	Netbiblio	non
Peseux	Bibliothèque communale	x					9				
	Bibliothèque jeunesse			x	x		18.3	?			
La Chaux de Fonds	BVCF	x					48	22	Virtua	Rero	
	Bibliothèque des jeunes		x				24 x 2	6.8	?	oui	
	Centres de doc					x	?		?	non	
	Estercifom					x	?		?	non	
	Blaise cendrars					x	44		Netbiblio	non	
	Centre Pierre Coullery					x	?		?	Netbiblio	
	Ecole Art					x	29		Virtua	Rero	
Saint Blaise	Scolaire					x	x	?	?	Netbiblio	Non
* Le bibliobus dessert 61 lieux de stationnement avec des passages dont la durée varie de 20 min à 8h. Moyenne hebdo de sortie du bus 35h									EPT Bibliobus 6.65		
** Personnel de prêt communal. Dans les sucursales communales du réseau Bibliobus, le travail administratif et bibliothéconomique ainsi que la circulation des douments est assuré par le personnel de la centrale.											

Version 1 du 17 avril 2018

## Annexe 2 : Tableau des sept bibliothèques principales de lecture publique du canton de Neuchâtel<sup>23</sup>

Nom biblio	Public	Commune	Habitants 2017	Réseau	Heure d'ouverture hebdomadaire	Animations et spécificités	Nombre de document (LP)
BVCF	Adulte	Chaux-de-Fonds	38633	RBNJ	48 h	Coups de cœurs, expositions diverses, les croissants littéraires, conférences musicales, visites de classe, ... Prêt d'e-book et de jeux vidéo, grilles et bacs thématiques, cafétéria	Plus de 230'000 (en tout, pas seulement LP)
BJCF	Jeune			RBNJ	20 h 45	Né pour lire, après-midi jeux-vidéo, ateliers bricolage, expositions, visites de classe, ... Prêt de jeux-vidéo	Plus de 35'000
BVL	Adulte	Le Locle	10382	RBNJ	23 h 30	Expositions, grilles thématiques	Plus de 25'000
BJL	Jeune			Aucun	24 h 30	Né pour lire, contes musicaux, lectures de contes, ...	Plus de 26'000
BPUN	Adulte	Neuchâtel	33466	RBNJ	45 h	Expositions, cafés littéraires, lectures d'extraits de livre, de contes, .... Prêt d'e-book	Plus de 40'000
Pestalozzi	Jeune			Aucun	33 h	??	Plus de 22'000
Bibliobus	Adulte / jeune	Sept communes couvertes par des bibliothèques fixes : - Bevaix, Boudry, Cortaillod, Le Landeron, La Grande-Béroche (Gorgier), Milvignes (Colombier) et La Tène (Marin-Epagnier) Dix-sept communes couvertes par le bibliobus, avec soixante et un lieux de prêts desservis par le bus : - Les Brenets, Brot-Plamboz, Le Cerneux-Péquignot, La Côte-aux-Fées, Cressier, Enges, La Grande-Béroche, Lignièrès, Milvignes, Les Ponts-de-Martel, Rochefort, La Sagne, La Tène, Valangin, Val de Travers, Val-de-Ruz et Les Verrières	76033	Bibliobus	Environ 8 h pour les bibliothèques fixes. Celle de Marin-Epagnier et du Landeron, environ 16 h  Chaque commune est desservie au moins une fois par mois.  La durée du stationnement est fixée en fonction de la grandeur de la localité et de la fréquentation. Elle varie entre 30 minutes et 4 h.	Expositions, né pour Lire, L'heure du Conte, ...	Plus de 170'000

<sup>23</sup> Réalisé à l'aide des sites web et pages Facebook des institutions. Le nombre d'habitants 2017 provient de l'annexe 2.

## Annexe 3 : Recensement cantonal de la population neuchâteloise au 31 décembre 2017

Recensement cantonal de la population au 31 décembre 2017	Population au		Variation	
	31.12.16	31.12.17	totale	en %
Boudry	5853	6129	+276	+4.7
Corcelles-Cormondrèche	4733	4741	+8	+0.2
Cornaux	1593	1585	-8	-0.5
Cortailod	4774	4772	-2	-0.0
Cressier	1917	1873	-44	-2.3
Enges	274	273	-1	-0.4
Hauterive	2638	2650	+12	+0.5
La Grande-Béroche	9066	8956	-110	-1.2
La Tène	4966	4963	-3	-0.1
Le Landeron	4560	4645	+85	+1.9
Lignières	965	954	-11	-1.1
Milvignes	8988	9014	+26	+0.3
Neuchâtel	33668	33466	-202	-0.6
Peseux	5919	5820	-99	-1.7
Rochefort	1234	1267	+33	+2.7
Saint-Blaise	3231	3227	-4	-0.1
<b>Région Littoral</b>	<b>94379</b>	<b>94335</b>	<b>-44</b>	<b>-0.0</b>
Brot-Plamboz	268	263	-5	-1.9
La Brévine	630	625	-5	-0.8
La Chaux-de-Fonds	38955	38633	-322	-0.8
La Chaux-du-Milieu	500	495	-5	-1.0
La Sagne	958	966	+8	+0.8
Le Cerneux-Péquignot	329	317	-12	-3.6
Le Locle	10224	10382	+158	+1.4
Les Brenets	1041	1044	+3	+0.3
Les Planchettes	205	205	+0	+0.0
Les Ponts-de-Martel	1295	1274	-21	-1.6
<b>Région Montagnes</b>	<b>54605</b>	<b>54204</b>	<b>-401</b>	<b>-0.7</b>
Valangin	504	505	+1	+0.2
Val-de-Ruz	16835	16909	+74	+0.4
<b>Région Val-de-Ruz</b>	<b>17339</b>	<b>17414</b>	<b>+75</b>	<b>+0.4</b>
La Côte-aux-Fées	452	435	-17	-3.8
Les Verrières	705	720	+15	+2.1
Val-de-Travers	10954	10754	-200	-1.8
<b>Région Val-de-Travers</b>	<b>12111</b>	<b>11909</b>	<b>-202</b>	<b>-1.7</b>
<b>Régions</b>				
<b>Littoral</b>	<b>94379</b>	<b>94335</b>	<b>-44</b>	<b>-0.0</b>
<b>Montagnes</b>	<b>54605</b>	<b>54204</b>	<b>-401</b>	<b>-0.7</b>
<b>Val-de-Ruz</b>	<b>17339</b>	<b>17414</b>	<b>+75</b>	<b>+0.4</b>
<b>Val-de-Travers</b>	<b>12111</b>	<b>11909</b>	<b>-202</b>	<b>-1.7</b>
<b>Canton de Neuchâtel</b>	<b>178434</b>	<b>177862</b>	<b>-572</b>	<b>-0.3</b>

Source: Recensement cantonal de la population 2016 et 2017 (RCP)

Etat de Neuchâtel, Département de l'économie et de l'action sociale  
**Service de Statistique (STAT)**  
 Rue du Château 19  
 CH-2001 Neuchâtel  
[Internet: www.ne.ch/stat](http://www.ne.ch/stat)

Service de Statistique, le 13 février 2018

## Annexe 4 : Loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques de 1981

442.41	
15 décembre 1981	<b>Loi concernant l'aide à la lecture publique et aux bibliothèques</b>
Etat au 1 <sup>er</sup> août 2013	<p><i>Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,</i> sur la proposition du Conseil d'Etat, <i>décède:</i></p> <p><b>CHAPITRE PREMIER</b> <b>Dispositions générales</b></p> <p>Principe <b>Article premier</b><sup>1)</sup> <sup>1</sup>L'Etat de Neuchâtel favorise la diffusion de la lecture publique.</p> <p><sup>2</sup>Il reconnaît le rôle spécifique des bibliothèques des villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds dans la vie culturelle et scientifique du canton.</p> <p><sup>3</sup>Il agit par le Département de la justice, de la sécurité et de la culture.</p> <p><b>CHAPITRE 2</b> <b>Lecture publique</b></p> <p>Mode de diffusion <b>Art. 2</b> <sup>1</sup>La lecture publique est rendue accessible par des bibliothèques et un service ambulant (bibliobus).</p> <p><sup>2</sup>Elle est gratuite.</p> <p>Aide au bibliobus <b>Art. 3</b> <sup>1</sup>L'Etat participe aux frais d'équipement et de fonctionnement du service ambulant, dont la gestion est assumée par l'association neuchâteloise pour le développement de la lecture par bibliobus.</p> <p><sup>2</sup>Il peut favoriser la création de bibliothèques alimentées par le bibliobus, dans les communes qui en démontrent le besoin.</p> <p><sup>3</sup>Les communes et institutions desservies par le bibliobus contribuent au financement dudit service.</p> <p><b>CHAPITRE 3</b> <b>Bibliothèques urbaines</b></p> <p>RLN VIII 221</p> <p><sup>1)</sup> Teneur selon L du 25 janvier 2005 (FO 2005 N° 10) avec effet au 31 mai 2005. La désignation du département a été adaptée en application de l'article 12 de l'A fixant les attributions et l'organisation des départements et de la chancellerie d'Etat, du 26 juillet 2013 (FO 2013 N° 31), avec effet au 1<sup>er</sup> août 2013.</p> <p>1</p>

## 442.41

Rôle spécifique **Art. 4** <sup>1</sup>Les bibliothèques des villes de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds, dans le cadre de leur région et conformément à leur vocation, rassemblent, conservent et mettent en valeur les archives intellectuelles du canton.  
<sup>2</sup>Elles répondent aux besoins des établissements d'enseignement supérieur.  
<sup>3</sup>L'Etat crée à cet effet une commission cantonale, dont la composition et les compétences sont fixées par le Conseil d'Etat.

Financement **Art. 5** <sup>1</sup>L'Etat contribue au développement et au financement des bibliothèques de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds par voie de convention.  
<sup>2</sup>Il peut accorder un subside à d'autres bibliothèques.

Conventions **Art. 6** Le Conseil d'Etat est autorisé à signer à cette fin:  
a) Une convention avec la ville de Neuchâtel, relative à la création et à la gestion de la fondation "Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel".  
b) Une convention avec la ville de La Chaux-de-Fonds.

## CHAPITRE 4

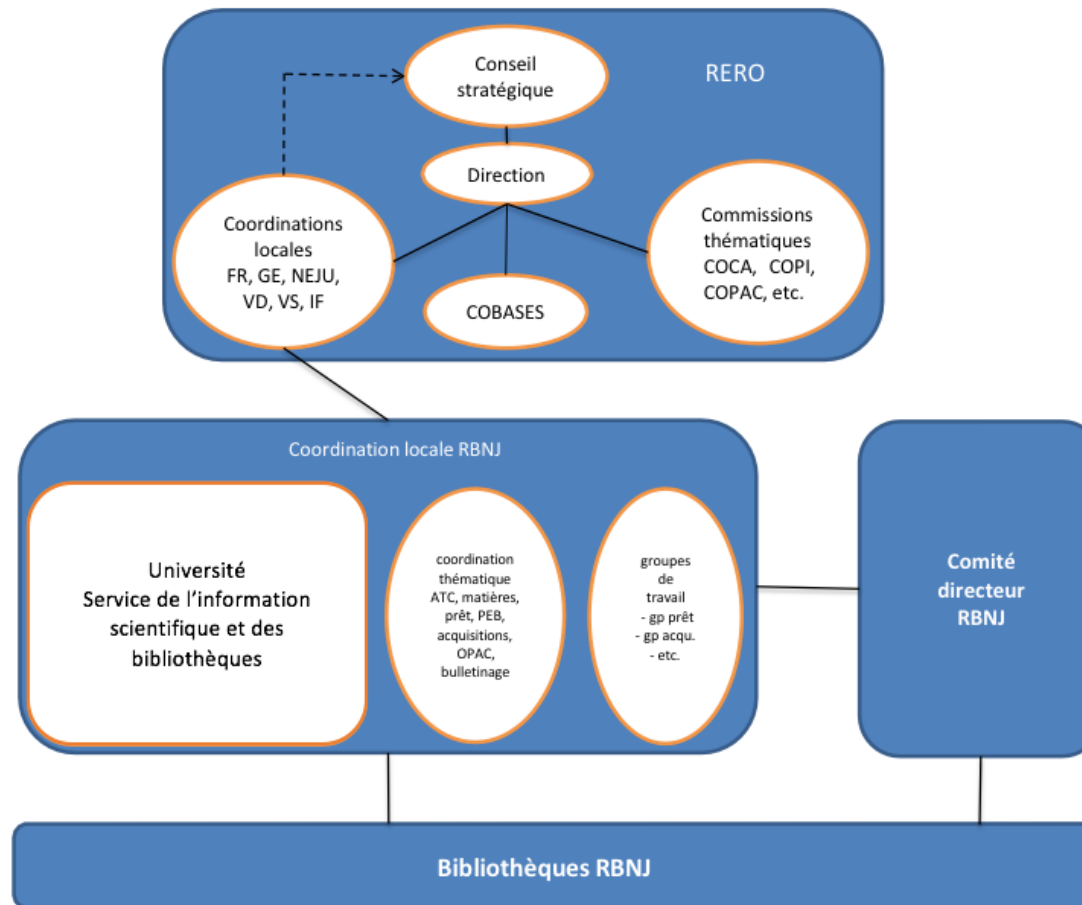
### Dispositions finales

Abrogation **Art. 7** La présente loi abroge le décret destiné à favoriser le développement de la lecture et portant octroi d'un crédit de 300.000 francs pour l'achat et l'équipement d'un bibliobus, du 9 octobre 1972.

Référendum, exécution et entrée en vigueur **Art. 8** <sup>1</sup>La présente loi est soumise au vote du peuple.  
<sup>2</sup>Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation et à l'exécution de la présente loi et fixe la date de son entrée en vigueur.

Loi promulguée par le Conseil d'Etat le 22 mars 1982, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1983.

## Annexe 5 : Organigramme de la coordination locale RBNJ<sup>24</sup>



<sup>24</sup> Ce tableau provient du site <https://rbnj.unine.ch>. Il fait partie des documents internes accessibles seulement avec un nom d'utilisateur et un mot de passe sous l'onglet « Professionnels »



## **Annexe 6 : E-mails types envoyés pour la demande d'entretiens et entretiens effectués retranscrits**

- a) E-mail type pour la demande d'entretien aux institutions du réseau RBNJ
- b) Entretien avec Lucie Hurlin, directrice de la Bibliothèque de la Ville du Locle
- c) Entretien avec Murielle Roulet, responsable du secteur Lecture publique à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel
- d) Entretien avec Andrée-Anne Vaucher, responsable du secteur Lecture publique à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds
- e) Entretien avec Pascale Hess, responsable de la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds
- f) E-mail type pour la demande d'entretien aux institutions hors réseau RBNJ
- g) Entretien avec Karin Vuilleumiez, directrice de la Bibliothèque des Jeunes du Locle
- h) Entretien avec Julie Courcier Delafontaine, directrice du réseau du Bibliobus neuchâtelois
- i) E-mail type pour la demande d'entretien aux réseaux de bibliothèques
- j) Entretien avec Valérie Bressoud Guérin, coordinatrice des bibliothèques pour le Valais romand et responsable qualité BiblioValais Excellence
- k) Entretien avec Jeannette Frey, directrice de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCU)
- l) Entretien avec Florent Dufaux, adjoint de direction des Bibliothèques municipales de Genève
- m) Entretien avec Olivier Hirschi, responsable de l'informatique et de l'évaluation du réseau des Bibliothèques de Reims
- n) Entretien avec Régine Heinzl, bibliothécaire et référente communication au réseau des Bibliothèques de Mulhouse

#### **a) E-mail type pour la demande d'entretien aux institutions du réseau RBNJ**

Bonjour,

Je réalise mon travail de Bachelor sur la thématique suivante : « Vision d'avenir de la lecture publique dans le canton de Neuchâtel. Pour une mutualisation des réseaux existants et des services ».

Dans le cadre de ce travail, j'établis un état des lieux de la lecture publique dans le canton, spécifiquement sur les collaborations existantes entre les institutions du canton.

Je souhaite vous rencontrer pour vous poser quelques questions sur ce sujet, étant donné que la Bibliothèque xx fait partie des bibliothèques de lecture publique du canton.

Les objectifs de cette rencontre sont les suivants :

- Recueillir les pratiques actuelles en matière de collaboration
- Recueillir les attentes des utilisateurs en termes de mutualisation des services
- Recueillir les craintes des utilisateurs en matière de mutualisation des services

Pour vous faire une idée, voici les questions que je souhaite vous poser :

- Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations...
- Etes-vous satisfait de ces services mis en commun ? Cela fonctionne-t-il bien ?
- Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture publique du canton ? Oui/non et Pourquoi ?
- Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?
- Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?
- Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?
- Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE et BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?

Je suis disponible les lundis, mercredis et jeudis, toute la journée. La rencontre devrait prendre environ 45 minutes.

En espérant vous rencontrer prochainement, je vous souhaite une bonne journée,

Meilleures salutations,

Leïla Simon-Vermot, étudiante à la HEG de Genève en information documentaire

## **b) Entretien avec Lucie Hurlin, directrice de la Bibliothèque de la Ville du Locle**

**Date et lieu :** le jeudi 15 mars 2018, à la Bibliothèque de la Ville du Locle

**Durée :** une heure, de 10h à 11h

**Retranscription :** la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

### **1. Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations...**

Les bibliothèques du réseau RBNJ ont le même catalogue commun.

Elles ont toutes le même logiciel de prêt et de retour, nommé Virtua. Le catalogage est réalisé également sur ce même logiciel et il est possible de raccrocher l'exemplaire de son institution aux notices déjà créées par d'autres. Un document est en général catalogué qu'une seule fois dans le réseau. Le catalogage se fait très vite maintenant.

Une navette permet le prêt de document par les usagers, entre les différentes institutions. La majorité des institutions en font partie. Les bibliothèques qui ne participent pas à la navette ont au moins leur collection visible dans le catalogue commun. C'est déjà une très bonne chose pour la visibilité des collections. Grâce à la navette, il est possible de faire venir des documents parfois pointus, que nous n'achetons pas si le document est disponible ailleurs dans le réseau. En ce qui concerne la collection courante, nous achetons également un exemplaire, même s'il est disponible ailleurs, afin que les usagers aient plus vite le livre à leur disposition. Ce n'est pas envisageable de posséder seulement un seul exemplaire des ouvrages de Joël Dicker par exemple pour tout le réseau.

Des abonnements communs existent également. L'ensemble des institutions du réseau régional RBNJ paye pour avoir accès au site web Electre. Il permet aux institutions de réaliser des recherches bibliographiques. Il suffit de sélectionner des ouvrages dans un panier pour ensuite passer commande auprès des éditeurs. Cet outil est intéressant. Mais pour réaliser les acquisitions de notre institution, nous allons plutôt en bibliothèques indépendantes réaliser nos achats. Un autre abonnement commun est celui effectué avec la Poste, qui se charge de l'envoi des caisses de livres de la navette. Sans cet abonnement commun, les coûts seraient trop importants et ce service serait impossible à maintenir.

### **2. Etes-vous satisfait de ces services mis en commun ? Cela fonctionne-t-il bien ?**

Oui, je suis très satisfaite. Ils fonctionnent très bien. Et nous nous battons pour qu'ils subsistent suite au démantèlement de RERO prévu en 2021. Le réseau régional RBNJ continuera d'exister, mais sans les bibliothèques universitaires qui vont partir pour le système SLSP. Mais les bibliothèques de La Chaux-de-Fonds et de Neuchâtel, bien qu'ayant également des collections patrimoniales, ont choisi de rester dans le réseau régional RBNJ. Ce choix est une bonne décision pour l'avenir de la lecture publique du canton de Neuchâtel. Lorsque les institutions sont regroupées, elles sont plus fortes et ont plus de crédit auprès des autorités. Si le réseau était amené à se démanteler, ce serait un réel retour en arrière pour les usagers, qui sont maintenant habitués aux avantages indéniables de la mise en réseau. Ce serait vraiment dommage.

### **3. Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture publique du canton ? Oui/non et pourquoi ?**

La collaboration entre les institutions n'est plutôt pas bonne entre les bibliothèques n'appartenant pas au réseau régional RBNJ. Nous ne sommes pas vraiment au courant de ce que les autres institutions proposent comme services et comme collections. De plus, nous ne connaissons pas forcément les autres collègues.

Par contre, il y a des projets envisagés avec la Bibliothèque des Jeunes du Locle. Ces deux institutions possèdent des collections de Young Adult et il est envisageable de collaborer, par exemple, pour rapprocher nos deux collections.

Entre les institutions du réseau RBNJ, les échanges sont plus nombreux. Nous connaissons les activités des autres institutions partenaires grâce aux newsletters, aux flyers et autres invitations que nous nous envoyons. De plus, nous demandons parfois des conseils aux autres institutions lors de la mise en place d'un nouveau service. Nous avons demandé, par exemple, comment fonctionnait le service des e-books et des liseuses à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds. De plus, lorsque des problèmes de conservation sont survenus sur des ouvrages, nous avons également pris contact avec la relieuse de La Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds.

### **4. Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?**

Il serait intéressant de réaliser des groupes de prêt, de catalogage, d'indexation, etc. et ainsi se rencontrer. Nous pourrions partager nos problèmes, échanger nos expériences et trouver des solutions communes. Il est nécessaire d'avoir plus d'échanges entre professionnels, car nous ne nous connaissons souvent même pas.

### **5. Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?**

Il est nécessaire de garder ce qui se fait actuellement (navette, catalogue commun, logiciel commun). Et pourquoi ne pas éventuellement avoir une centrale de catalogage, d'équipement et de reliure ? Un médiateur culturel serait également le bienvenu. Mais il serait intéressant que ce soit une personne qui n'est pas bibliothécaire de métier. Les animations prennent énormément de temps et nous sommes souvent tentés d'abandonner certaines actions. Pourtant, une plus grande part du budget est allouée pour réaliser des actions de médiation culturelle. Des propositions d'activités nouvelles permettraient peut-être de toucher et d'attirer un public nouveau et différent de celui qui fréquente actuellement la bibliothèque et que nous n'arrivons pas à attirer. La bibliothèque est encore vue par beaucoup de personnes comme un lieu trop « intellectuel » et elle fait peur. De nombreuses personnes ne s'y sentent pas à leur place. Il est nécessaire de démontrer que la bibliothèque n'est pas seulement un endroit avec des livres !

De plus, il serait souhaitable que toutes les bibliothèques de lecture publique du canton fassent partie du même réseau, notamment la Bibliothèque des Jeunes du Locle et le réseau du Bibliobus neuchâtelois. Il est absurde que les usagers aient besoin de plusieurs cartes de bibliothèques, et cela dans la même ville ! Le fait que la Bibliothèque des Jeunes du Locle ne fasse pas partie du réseau régional RBNJ découle d'une décision politique prise il y a 20 ans, qui se discute régulièrement.

Le réseau régional RBNJ doit proposer un projet de futur réseau et le présenter au canton, d'ici à l'automne 2018. Car en 2021, nous ne savons pas ce qu'il se passera. Une décision sera prise par les politiques et il est possible que le canton décide que toutes les bibliothèques doivent prendre part au réseau. Ce serait une bonne chose.

Pour finir, l'idée d'un portail informatique commun est séduisante. Il serait valorisant d'avoir une plate-forme où toutes les bibliothèques seraient regroupées.

**6. Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?**

Oui et non.

Cela permet de faire baisser les coûts, comme pour les abonnements Electre et celui de la Poste ainsi que le logiciel de prêt et de retour Virtua.

Mais il faut faire attention à ne pas tout vouloir mutualiser, au risque de faire perdre leur identité aux bibliothèques. Il faut faire attention.

Par exemple, à la Bibliothèque de la Ville du Locle, nous allons réaliser presque toutes nos commandes en librairie. Nous faisons ainsi vivre les librairies indépendantes, qui fermentaient probablement leurs portes si les institutions publiques ne faisaient plus appel à leurs services. Nous pensons que c'est aussi notre devoir de faire vivre les commerces locaux. Car si les acquisitions étaient mutualisées, il faudrait choisir un ou deux fournisseurs, au détriment des librairies indépendantes, ces dernières ne fixant pas les prix les plus bas du marché.

De plus, certains services n'ont pas forcément lieu d'être dans toutes les bibliothèques. Est-ce nécessaire de mettre en place le système RFID, comme à La Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, dans une petite institution comme celle du Locle ? Je ne le pense pas. Nous allons plutôt demander la mise en place d'une boîte de retour à l'extérieur. Nous souhaitons en priorité permettre aux usagers de rendre leurs livres en dehors des heures d'ouverture plutôt que de leur permettre de le faire par eux-mêmes, au moyen de la RFID. De plus, nous ne possédons pas de système antivol. Et personnellement, je trouve bien de conserver un bureau de prêt et de retour, où le contact se fait automatiquement avec les usagers.

La mutualisation des services chamboule notre façon de travailler. Il faudrait revoir totalement cette dernière. De plus, il faudrait également réaménager nos locaux, afin d'octroyer un plus grand espace d'accueil, afin de faciliter les actions de médiation culturelle.

Mais il faut prendre en compte, même si nous sommes à un tournant de la profession de bibliothécaire, que les professionnels n'aiment pas beaucoup le changement. La « vieille garde » est plutôt réfractaire à cela.

**7. Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE, BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?**

Non, je ne connais pas très bien. Mais l'idée de portail informatique commun est très bonne.

**c) Entretien avec Murielle Roulet, responsable du secteur Lecture publique à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel**

**Date et lieu :** le jeudi 29 mars 2018, à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel

**Durée :** quarante-cinq minutes, de 15h30 à 16h15

**Retranscription :** la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

**1. Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations...**

Il existe exclusivement une mutualisation du réseau informatique. Le logiciel de gestion de bibliothèques, nommé Virtua, est commun. Avec cela, il y a le catalogue informatisé pour les usagers et la mise en place d'une navette de prêt et de retour.

Mais pour le moment, il n'y a pas de volonté de développer des endroits communs pour se réunir et échanger, à l'exception du groupe de prêt et du groupe des acquisitions au niveau du logiciel.

**2. Etes-vous satisfait de ces services mis en commun ? Cela fonctionne-t-il bien ?**

Oui, il y a une bonne entente entre les professionnels du réseau régional RBNJ. Nous nous complétons actuellement plutôt bien car nos publics n'ont pas les mêmes attentes. Il y a une réelle volonté de poursuivre et perdurer ensemble en réseau.

**3. Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture du canton ? Oui/non et pourquoi ?**

Je trouve qu'il n'y a pas beaucoup de collaboration. Il n'y a rien pour la Lecture publique en tant que telle.

Mais nous fonctionnons au cas par cas. Nous allons observer comment cela se passe ailleurs lorsque nous souhaitons mettre en place un nouveau service ou un changement divers. Nous sommes par exemple allés voir comment étaient classés les ouvrages de fiction à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds lorsque la question s'est posée dans notre institution. Ce sont des actions ponctuelles.

Il y a également des échanges pour la formation des apprentis. S'ils ont à faire un stage, nous leur conseillons les archives de l'État ou une autre institution du canton.

**4. Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?**

Il serait bien de privilégier les liens avec le réseau du Bibliobus neuchâtelois.

Une idée intéressante serait de pouvoir également échanger entre professionnels. Il n'y a par exemple pas d'association du métier dans le canton. Une mise en place de tables rondes sur divers sujets, pour échanger entre les professionnels serait une bonne idée.

Ensuite, il pourrait y avoir une meilleure complémentarité dans les fonds si les institutions étaient dotées de spécialités. Cette mise en place serait plus facile en termes de désherbage. Nous aurions moins de difficultés à éliminer des livres d'art si

nous savons, par exemple, que la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds se charge de les conserver.

**5. Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?**

Je pense qu'il serait intéressant de mutualiser les animations et de mettre en place un portail informatique commun. Mais je pense que le concept de nouveau réseau doit émaner plus d'une association que de la part du canton. Il est peu probable qu'il impulse cela. Il a toujours eu la volonté de confier les missions des bibliothèques aux communes.

Par contre, il faut que les institutions conservent leur identité. Par exemple, je ne pense pas que mutualiser les acquisitions soit une bonne chose. La proximité avec les fournisseurs est importante pour régler les éventuels problèmes de fausses livraisons ou des demandes d'échange. Je ne pense pas que cela serait possible si tout était mutualisé. Nous commandons chez Payot, à la Méridienne à La Chaux-de-Fonds, au Rat Conteur à Neuchâtel et à La Vouivre à Saignelégier notamment. De plus, nous connaissons mieux les besoins de notre public.

**6. Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?**

Oui c'est une bonne chose car nous ne sommes pas en concurrence. Les échanges sont les bienvenus. Nous sommes pour les échanges entre les professionnels et les institutions. De plus, cela donnerait du crédit au niveau des politiques.

Par contre, il faut respecter l'environnement, les moyens, la structure et l'identité des bibliothèques. Mais il n'y a pas de craintes particulières de la part des professionnels car nous ne sommes pas en concurrence avec les autres. De plus, les statistiques de prêt entre les bibliothèques augmentent, cela prouve que le réseau fonctionne bien.

**7. Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE, BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?**

Je ne les connais pas beaucoup. Mais je sais seulement qu'ils ont la volonté d'être ensemble.

**d) Entretien avec Andrée-Anne Vaucher, responsable du secteur Lecture publique à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds**

**Date :** reçu le 04 avril 2018 par email

**1. Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations...**

Au sein du réseau régional RBNJ, nous avons en commun : Virtua notre SIGB, la mutualisation des prêts, des retours et des réservations et certaines règles de fonctionnement communes au sein du réseau qui nécessitent une concertation des membres (nombre de prolongations, montant des frais de retard, etc.).

**2. Etes-vous satisfait de ces services mis en commun ? Cela fonctionne-t-il bien ?**

Oui, c'est un exercice parfois compliqué au vu de la diversité des bibliothèques et donc des publics, mais je trouve que le réseau fonctionne bien.

**3. Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture publique du canton ? Oui/non et pourquoi ?**

Oui et non. Oui, car les services en commun fonctionnent bien, essentiellement au sein du RBNJ. Non car certaines activités mériteraient d'être travaillées en réseau (politique documentaire, formation, catalogage, animation), et certaines institutions devraient être intégrées au RBNJ (notamment le réseau du Bibliobus neuchâtelois et de Bienne).

**4. Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?**

Je souhaiterais mutualiser notamment la politique documentaire, la formation, le catalogage et les animations.

L'avantage d'utiliser un réseau est qu'il bénéficie d'un fonctionnement de travail (statuts, organisation de séances, personnes de contacts, décisions communes). Hors réseau, il faut l'énergie et la bonne volonté de quelques-uns, ce qui est difficile à trouver et à maintenir dans le temps.

Les « bonnes pratiques » mériteraient d'être partagées par les uns et les autres, via des groupes de travail ou des groupes d'intérêts, des plates-formes, etc.

**5. Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?**

Il serait bien de mettre en place un service de renseignement à distance (type InterroGe) ou de chat sur le site d'Explore RBNJ. Ce type de service peut s'effectuer qu'en réseau.

**6. Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?**

Oui, certains services sont un vrai plus pour tous les usagers d'un réseau. Je trouve formidable de ne pas avoir à réfléchir où je peux rendre ou emprunter un document.

**7. Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE, BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?**

Non très mal je l'avoue, j'entends parler de leurs activités de façon très vague ; en connaître l'organisation et les aspects pratiques nous seraient certainement très utiles.



### **e) Entretien avec Pascale Hess, responsable de la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds**

**Date et lieu :** le jeudi 12 avril 2018, à la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds

**Durée :** une heure et trente minutes, de 9h30 à 11h00

**Retranscription :** la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

#### **1. Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations...**

Les outils informatiques sont principalement mis en commun. Il y a un SIGB commun (Virtua) et un OPAC (Explore). Ensuite, il y a le catalogage (puisque les documents sont introduits sur la même base de données et selon des règles communes de catalogage), la navette, l'abonnement à Electre et le bulletinage (réalisé dans le SIGB). Il y a également des ressources numériques tel que PressReader.

Il y a aussi une séance « groupe de prêt » deux fois par année, pour échanger entre les responsables des différentes institutions partenaires du réseau. Elles ont parfois été supprimées, faute de sujets à évoquer. Mais c'est une bonne manière de se retrouver et d'échanger entre professionnels.

#### **2. Etes-vous satisfait de ces services mis en commun ? Cela fonctionne-t-il bien ?**

Oui. Mais il y a quand même une certaine lourdeur de la part du logiciel Virtua. Ce dernier n'est pas conçu pour exploiter les ressources numériques. Il stagne quelque peu et ne s'adapte pas vraiment aux exigences actuelles.

Par contre, il y a des services dont nous n'avons pas connaissance. J'ai eu besoin par exemple, d'avoir accès aux adresses emails des abonnés de la bibliothèque. J'ai posé la question au réseau, qui m'a confirmé qu'il était possible de fournir le fichier lecteur des inscrits chez nous. Mais j'ai connaissance que beaucoup de bibliothèques ont créé leur propre base de données, pensant qu'il n'était pas possible d'y avoir accès autrement. J'ai donc informé la Bibliothèque de Delémont de cette pratique, un peu par hasard. Il serait bien d'avoir plus de communication sur les possibilités que nous offre la mise en réseau.

Nous avons une newsletter en commun avec la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds, mise en place par la Ville. C'est un service extra pour les usagers.

#### **3. Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture du canton ? Oui/non et pourquoi ?**

La collaboration est bonne mais rare. Nous échangeons de façon très ponctuelle avec les autres institutions du canton. Nous avons par exemple contacté la Bibliothèque des Jeunes du Locle pour mettre en place une lettre commune concernant le coffret de naissance offert par les bibliothèques des jeunes. J'ai également écrit quelque fois à certaines bibliothèques (Le Locle, Delémont, Morges) pour les informer qu'un artiste était intéressant pour une action de médiation culturelle, notamment dans le cadre des spectacles de lecture animée de l'animation *Histoires du Soir*.

Sinon, nous collaborons également avec la Ville de La Chaux-de-Fonds. Nous avons eu des partenariats avec des crèches, des parascolaires et l'ABC. Il est arrivé également de prêter nos locaux gratuitement à la troupe de théâtre La Turlutaine en échange de billets aux spectacles pour nos usagers.

#### **4. Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?**

Il faut quand même souligner qu'il n'y a pas d'association professionnelle dans le canton.

Il serait intéressant d'organiser une journée telle que la Journée RERO, mais à l'échelle du canton. La participation à des tables rondes, à des conférences ou à des formations sur des sujets d'actualité afin de se rencontrer et d'échanger serait une bonne idée.

Il serait aussi intéressant qu'il y ait plus de bibliothèques des jeunes dans le réseau. Ainsi, l'offre numérique pourrait être développée, notamment par l'achat d'abonnement à des ressources du type Universalis Junior ou encore des jeux en ligne. Les abonnements sont chers, mais si les frais sont partagés, cela devient plus accessible.

Mais pour cela, il faut aussi que les règles informatiques s'assouplissent et que le réseau s'ouvre davantage. Car le SIEN (système informatique de l'entité neuchâteloise) impose de forte contrainte avec la sécurité car il y a des données sensibles sur le serveur (impôts, finances, etc). Il faudrait qu'il y ait plus d'échanges de données possible. Pourquoi ne pas envisager la mise en place d'un serveur séparé pour les bibliothèques, comme c'est le cas à Genève ? Ainsi, l'ouverture permettrait de développer l'offre numérique.

#### **5. Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?**

Il serait bien que davantage de bibliothèques des jeunes rejoignent le réseau. Ainsi, le catalogage serait réalisé à l'échelle du canton. Depuis le retrait du canton de Vaud du réseau RERO, nous avons constaté que nous sommes parfois les seuls à avoir un ouvrage. Nous pouvons moins nous raccrocher aux notices que par le passé. Je pense que l'augmentation de bibliothèques des jeunes suffirait à améliorer le catalogage. Je ne suis pas sûre qu'une centralisation de cette tâche soit une bonne chose car c'est ainsi que nous prenons connaissance des collections.

Au niveau de la communication, il serait intéressant que toutes les bibliothèques des jeunes du canton publient leur programme dans *l'Agenda jeune publique du canton*. Actuellement, nous sommes les seuls et nous sommes rattachés à la page consacrée aux musées. Il faut souligner que la démarche est quand même laborieuse et qu'il faut donner son programme de l'année complète. Certains de nos événements n'ont donc pas paru, car ils se sont ajoutés au programme de la bibliothèque après la publication de l'agenda.

Il est intéressant d'essayer d'utiliser les ressources en place et de ne pas vouloir tout démultiplier.

La création d'événements ponctuels de médiation culturelle pourrait être une bonne chose comme la participation des bibliothèques à la Nuit des musées par exemple. La participation minimale exigée pourrait être d'ouvrir ses portes au public et de lui faire découvrir des endroits inaccessibles en temps normal. Et si les bibliothèques ont les ressources et l'envie de mettre sur pied des activités, cela est au bon vouloir des institutions. Ce concept pourrait être également envisagé dans une journée telle que le Samedi des bibliothèques.

Par contre, une mutualisation de la communication réalisée par un professionnel serait une aide précieuse. C'est un service qui pourrait nous aider à savoir à qui nous adresser : aux parents ou aux enfants ? Et de quelle manière ?

**6. Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?**

Je pense que mutualiser les services est une bonne chose. Je suis ouverte sur le principe si le système est réactif. Sinon il faut faire attention à la lourdeur et/ou à la lenteur que cela peut apporter ; plus il y a d'acteurs, plus les décisions prennent du temps.

Je pense qu'il est nécessaire de maintenir certaines tâches dans chaque institution telles que les acquisitions, le catalogage et l'indexation. Les pratiques doivent être normalisées bien entendu, mais je ne pense pas que ce soit une bonne chose de les centraliser physiquement dans des locaux. Ce sont des tâches que les bibliothécaires aiment faire et qui leur apportent une connaissance des collections indéniables. Cela est utile lors de leur travail au bureau de prêt ou au bureau d'information.

Je ne suis pas tellement pour mutualiser l'animation car les bibliothécaires ont plaisir à proposer des animations et à instaurer une diversité de l'offre. Si c'était le cas, notre institution pourrait ressentir une perte d'autonomie et d'adéquation. Nous avons également tous des sensibilités différentes qu'il est important de respecter.

**7. Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE, BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?**

Un petit peu. L'idée est bonne de rassembler toutes les institutions sur un même portail informatique. Ensuite, il faudrait penser à un pendant jeunesse.

Mais je suis impressionnée par ce que le canton du Valais propose.

**f) E-mail type pour la demande d'entretien aux institutions hors réseau RBNJ**

Bonjour,

Je réalise mon travail de Bachelor sur la thématique suivante : « Vision d'avenir de la lecture publique dans le canton de Neuchâtel. Pour une mutualisation des réseaux existants et des services ».

Dans le cadre de ce travail, j'établis un état des lieux de la lecture publique dans le canton, spécifiquement sur les collaborations existantes entre les institutions du canton.

Je souhaite rencontrer la personne responsable de votre établissement pour lui poser quelques questions sur ce sujet, étant donné que la Bibliothèque xx fait partie des bibliothèques de lecture publique du canton.

Les objectifs de cette rencontre sont les suivants :

- Recueillir les pratiques actuelles en matière de collaboration
- Recueillir des informations sur le potentiel d'un réseau commun
- Recueillir les attentes des utilisateurs en termes de mutualisation des services
- Recueillir les craintes des utilisateurs en matière de mutualisation des services

Pour vous faire une idée, voici les questions que je souhaite vous poser :

- Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations... (Question envoyée seulement pour le Bibliobus neuchâtelois)
- Avez-vous déjà évoqué la possibilité de rejoindre un réseau de bibliothèques ?
- S'il y a une proposition de réseau commun, est-ce que vous seriez prêt à le rejoindre ? Oui/ Non et Pourquoi ? Avantages / inconvénients
- Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture publique du canton ? Oui/non et Pourquoi ?
- Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?
- Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?
- Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?
- Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE et BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?

Je suis disponible les lundis, mercredis et jeudis, toute la journée. La rencontre devrait prendre environ 45 minutes.

En espérant vous rencontrer prochainement, je vous souhaite une bonne journée,

Meilleures salutations,

Leïla Simon-Vermot, étudiante à la HEG de Genève en information documentaire

## **g) Entretien avec Karin Vuilleumiez, directrice de la Bibliothèque des Jeunes du Locle**

**Date et lieu :** le jeudi 28 mars 2018, à la Bibliothèque des Jeunes du Locle

**Durée :** une heure, de 10h à 11h

**Retranscription :** la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

### **1. Avez-vous déjà évoqué la possibilité de rejoindre un réseau de bibliothèques ?**

Il y a toujours eu des discussions à l'interne à ce sujet. Nous sommes ouvertes à cela. Mais nous n'avons pas forcément pris les devants auprès des autorités communales.

### **2. S'il y a une proposition de réseau commun, est-ce que vous seriez prêt à le rejoindre ?**

Oui, nous sommes très ouvertes à rejoindre un réseau. Nous pensons que nous pouvons apporter quelque chose aux autres institutions. Par exemple, nous avons des documents dans notre réserve qui ne sont parfois pas dans le réseau régional RBNJ. Nous l'avons constaté en parcourant leur catalogue. Et le réseau peut nous apporter que du bien en retour. Nos usagers auraient ainsi une plus large collection à disposition si notre catalogue était basculé dans le réseau RBNJ et que nous participions à la navette.

De plus, il est important de se mettre ensemble afin de renforcer la place des bibliothèques dans le canton et de gagner du crédit auprès des autorités. Nous avons plus de poids en fonctionnant ensemble que chacun de son côté.

### **3. Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture publique du canton ? Oui/non et pourquoi ?**

Avec la Bibliothèque de la Ville du Locle, oui. Il y a même des discussions de se rapprocher physiquement, d'avoir un lieu commun aux deux institutions. Mais il faudrait encore trouver les locaux adéquats.

Il y a également parfois des échanges avec la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds. Mais cela s'opère selon les besoins. Ce n'est pas un processus systématique. Comme nous ne sommes pas en concurrence, nous réalisons parfois des petites actions communes. Par exemple, nous avons écrit une lettre commune lors de la reprise du projet « Né pour lire ». Maintenant, ce sont les bibliothèques qui reçoivent les coffres pour les nouveaux nés et les distribuent aux parents. Une lettre rédigée en commun a été envoyée pour informer les nouveaux parents. Nous nous sommes également concertées sur les communes à desservir. La Bibliothèque des Jeunes du Locle envoie le courrier aux habitants de son district et la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds fait de même.

Nous avons mis en place l'animation « Né pour lire », l'accueil des nouveaux-nés. Lorsque la Bibliothèque des Jeunes de la Chaux-de-Fonds a décidé de la proposer également à son public, certaines bibliothécaires sont venues observer notre travail afin de savoir comment nous nous y prenions et pour nous poser différentes questions.

### **4. Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?**

Je n'ai pas assez réfléchi à la question. Mais je pense qu'il serait intéressant de mieux se répartir les tâches. Comme la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds dispose d'un fonds de littérature jeunesse, il n'est pas forcément utile que nous en ayons un également. Ce serait bien de les fusionner et d'enlever les doublons.

**5. Quelles sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?**

Je mettrais justement en commun la réserve de littérature jeunesse. Il serait judicieux que ce soit la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds qui récupère notre réserve. Pour cela, il serait nécessaire de se procurer une autorisation communale de transferts de documents.

Ensuite il serait avantageux d'avoir un catalogue commun pour tous. Et pourquoi pas une succursale pour l'équipement des livres compliqués et la réparation de reliures.

Ensuite, je trouverais bien d'avoir une indexation commune. Ici, les enfants ne prennent pas vraiment de « pli » car ils sont jeunes. Ce ne serait pas un problème de changer de façon de faire. Je pense que le système de la Bibliothèque des Jeunes de La Chaux-de-Fonds est très bien et que nous pourrions l'utiliser également. Ce serait un gros travail de migration, peut-être difficile mais favorable.

Ensuite, les termes que les enfants et que les adultes utilisent sont parfois différents. Je pense qu'il serait utile de prévoir deux thésaurus différents, afin d'indexer les ouvrages pour les adultes et les ouvrages pour les jeunes. Une liberté dans le choix du thésaurus pourrait être une solution. La proposition de deux types d'indexation différents permettrait de s'adapter à son public. Ainsi, une standardisation est proposée. Toutes les institutions travailleraient avec les mêmes mots-matières. Mais une liberté serait laissée dans le choix de l'option applicable dans sa bibliothèque, selon son public. Ce système d'option serait également favorable pour la politique de prêt concernant les amendes.

Pour finir, pourquoi ne pas mutualiser la médiation culturelle ? Ici, nous axons beaucoup sur ce service. Nous concevons nous-même des animations. Un programme commun pourrait être une bonne chose pour la visibilité de ces dernières.

**6. Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?**

Oui, c'est une bonne chose. Car il n'y a pas de concurrence entre les institutions.

Par contre, il ne faut pas que cela complique les pratiques. Par exemple, au niveau de la facturation, il faudrait que le système financier soit commun et qu'il n'y ait pas de facturation entre les différentes institutions et services.

De plus, il ne faut pas que les autorités jouent là-dessus pour supprimer des postes.

**7. Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE, BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?**

C'est un portail informatique commun. Cette solution serait une très bonne idée pour la Bibliothèque des Jeunes du Locle, car elle ne dispose pas de site web propre. Nous avons seulement une petite page sur le site de la commune du Locle. Nous serions ouverts à participer à ce type de projet. Cette solution serait bénéfique pour la visibilité des institutions. Actuellement, nous faisons de la publicité dans l'Impartial lors des animations.

## **h) Entretien avec Julie Courcier Delefontaine, directrice du réseau du Bibliobus neuchâtelois**

**Date et lieu :** le jeudi 18 avril 2018, à la centrale administrative de l'Association du réseau du Bibliobus neuchâtelois à Saint-Blaise.

**Durée :** une heure, de 14h15 à 15h15.

**Retranscription :** la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

### **1. Quel(s) services, fonction(s) sont communs à toutes les bibliothèques du réseau ? Ex : SIGB, acquisitions, catalogage, médiation culturelle, formations...**

Le Bibliobus neuchâtelois possède une centrale administrative, qui occupe depuis mars 2018 de nouveaux locaux à Saint-Blaise. Presque toutes les tâches sont mutualisées :

- La gestion et l'administration
- Le secrétariat administratif
- Les commandes et achats de tous les documents
- Le catalogage de tous les documents (réalisé sur le logiciel NetBiblio)
- L'équipement de tous les documents
- La remise en état des documents usagés
- Le traitement des réservations
- La répartition des documents entre les différentes bibliothèques et le bus
- La gestion des tournées du bus
- La préparation d'une partie des expositions et des animations
- La gestion du stock de livres (dépôt, réserve)
- La gestion du système informatique

Le réseau possède également un catalogue informatisé commun.

Le personnel qui travaille à la centrale s'occupe de toutes les tâches bibliothéconomiques. Ces bibliothécaires référents passent une fois par semaine durant environ deux heures dans toutes les succursales pour apporter les nouvelles acquisitions et les réservations. Ils s'occupent également de former et d'informer le personnel de prêt. Ils recueillent également leurs demandes et leurs remarques, qu'ils rapportent à la centrale pour leur fournir ensuite des renseignements et des solutions. Il y a un perpétuel échange et une forte communication entre la centrale et ses succursales.

Par contre, le personnel de prêt est géré par les communes. Nous n'avons pas de droit de regard sur ce point car les salaires sont octroyés par les communes. Ceci est également le cas au niveau des animations. Ce sont les communes qui octroient ou non un budget aux succursales pour réaliser des animations. Par contre, nous proposons des expositions qui peuvent être réalisées dans les différents locaux. Nous ne pouvons rien imposer car le service est communal.

**2. Avez-vous déjà évoqué la possibilité de rejoindre un réseau de bibliothèques ?**

Le terme « rejoindre » n'est pas forcément le bon, car nous faisons déjà partie d'un réseau, notre réseau du Bibliobus neuchâtelois. Mais oui, vraiment, un réseau neuchâtelois unique de bibliothèque de lecture publique serait le bienvenu. Je suis désespérée par cette absence de réseau cantonal. Il y a une absence de coordination cantonale et de vision globale.

**3. S'il y a une proposition de réseau commun, est-ce que vous seriez prêt à le rejoindre ?**

Oui. Par contre, je pense que le réseau RBNJ ne correspond plus du tout aux besoins des bibliothèques de lecture publique actuels, qui ont évolués. Le choix du logiciel Virtua n'est pas fait pour la Lecture publique. Il faut un système moins rigide, plus personnalisable en fonction des lieux et plus adaptable. Ce n'est pas le cas avec le système proposé par RERO. Il est nécessaire de répondre aux attentes des bibliothèques de lecture publique et scolaire. RERO a été conçu à la base pour répondre aux attentes des bibliothèques académiques.

**4. Trouvez-vous qu'il y a une bonne collaboration entre les institutions de lecture publique du canton ? Oui/non et pourquoi ?**

Il y a peu de collaboration. C'est encore très cloisonné. Mais lorsqu'il y en a, la collaboration se passe bien, les relations sont bonnes. Nous avons de bons contacts avec les Bibliothèques de La Chaux-de-Fonds et la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel par exemple. Je trouvais que le Bibliobus neuchâtelois manquait de visibilité et de dynamisme. Ce sont ces raisons, entre-autres, qui m'ont poussée à y travailler. Lorsque je travaillais pour des bibliothèques scolaires et de lycées du canton de Neuchâtel, nous organisions (de manière formelle ou informelle) trois rencontres annuelles entre les professionnels des différents sites. Cela nous aidait à résoudre des problèmes ensemble et à comprendre comment les autres résolvaient leurs difficultés. Ce n'est malheureusement pas le cas entre les bibliothèques de lecture publique.

Je suis la directrice du Bibliobus neuchâtelois depuis une année et je souhaite vraiment que les relations entre les institutions évoluent. Mais je sens qu'une évolution est en train de se passer, que tout le monde est plus ouvert à collaborer. Nous sommes sur une bonne lancée. Surtout depuis l'échec en 2010 du projet de bibliothèque cantonale.

A l'automne par exemple, nous allons lancer un groupe de travail sur la Lecture publique, émis par le canton. Il faut commencer par faire un travail de fond pour réviser la loi.

Nous sommes également en train de mettre sur pied une Journée des Bibliothèques, comme cela se fait dans le canton de Vaud. Cela devrait être réalisé en 2019.

**5. Qu'est-ce que vous souhaiteriez améliorer en termes de collaboration dans le canton ?**

Il est nécessaire avant tout de resserrer les liens et de mieux se connaître entre institutions. Il faut également se demander comment travailler ensemble. L'envie est là, la volonté et l'impulsion également. Il y a une bonne dynamique actuellement.

**6. Quels sont les tâches/services que vous trouveriez bien de mutualiser ? Pour quelles raisons ?**



Dans un monde idéal, nous pourrions pousser jusqu'à mutualiser le personnel. Mais pour gagner en efficacité, je pense que centraliser le service des achats, le catalogage, l'indexation et l'équipement permet de gagner du temps pour permettre au personnel d'avoir plus de disponibilité pour le public. L'évolution du métier va dans ce sens. Je pense que l'avenir est dans le service au public, dans l'animation et il faut être plus proche du public. Ce n'est plus un métier qui se limite aux tâches courantes d'antan.

Mais plus la taille d'un réseau augmente, plus la peur augmente aussi de la part des professionnels. Pour que cela fonctionne bien, il faut que les besoins remontent à la centrale. Pour cette raison, je pense que la sélection doit toujours être réalisée par les personnes au contact du public. C'est également une tâche qui reste au cœur du métier, pour acquérir une connaissance du fonds. Mais un échange et une bonne communication entre la centrale et les personnes travaillant avec le public est essentiel. Il faut que des personnes de la centrale informent et forment le personnel en passant du temps avec eux et qu'ils soient à l'écoute et remontent leurs besoins.

**7. Pensez-vous que mutualiser les services est une bonne chose ? Oui/Non et pour quelles raisons ?**

Oui, pour plusieurs raisons. Cela permet tout d'abord l'unification des pratiques professionnelles et la rationalisation du travail. Il faut également préciser qu'ensemble on est bien plus fort et visible.

Mais les usagers sont également avantagés. Cela permet d'offrir les mêmes prestations à tous. Ils bénéficient également d'un certain confort, car les pratiques sont unifiées. Cela facilite donc la compréhension du paysage des bibliothèques de Lecture publique.

**8. Connaissez-vous BiblioValais, BiblioBE, BiblioVaud ? Si oui, qu'en pensez-vous ?**

Je connais un peu la plate-forme. C'est tout simplement magnifique. Cela pourrait être une mutualisation également intéressante pour les institutions de notre canton. Mais il y a surtout tout ce qui va avec : les directives, le plan stratégique, etc. Ils ont eu beaucoup de chance d'avoir les bonnes personnes au bon moment.

### **i) E-mail type pour la demande d'entretien aux réseaux de bibliothèques**

Bonjour,

Je réalise mon travail de Bachelor à la Haute Ecole de Gestion de Genève sur la thématique suivante : « Vision d'avenir de la lecture publique dans le canton de Neuchâtel. Pour une mutualisation des réseaux existants et des services ».

Dans le cadre de ce travail, j'établis un état de l'existant en matière de mutualisation des services en bibliothèques de lecture publique.

Je souhaite vous poser quelques questions concernant votre réseau de bibliothèques.

Les objectifs pour mon travail sont les suivants :

- Comprendre le fonctionnement, l'organisation et le mode de gouvernance des réseaux de bibliothèques
- Découvrir quels sont les services mutualisés dans les réseaux de bibliothèques et pourquoi
- Découvrir quels sont les services non mutualisés dans les réseaux de bibliothèques et pourquoi

J'aimerais savoir si vous êtes d'accord de répondre à quelques questions, par email, concernant ce sujet.

J'aurai besoin des réponses, si cela est possible, avant la fin du mois de mars.

Je vous enverrai volontiers les questions rédigées dans un fichier Word.

Je vous souhaite une bonne journée,

Meilleures salutations,

Leïla Simon-Vermot

Le Locle (Suisse)

Etudiante à la HEG de Genève en information documentaire

**j) Entretien avec Valérie Bressoud Guérin, coordinatrice des bibliothèques pour le Valais romand et responsable qualité BiblioValais Excellence**

**Date :** le lundi 29 mars 2018, par email

**1. Quels modes de gouvernance sont mis en place dans votre réseau de bibliothèques ?**

Le réseau valaisan des bibliothèques est composé de plusieurs types de bibliothèques (publiques, scolaires, spécialisées, patrimoniales, cantonales, tertiaires). Chaque bibliothèque est autonome. Elles sont liées au réseau par leur catalogue et/ou leur adhésion à BiblioValais.

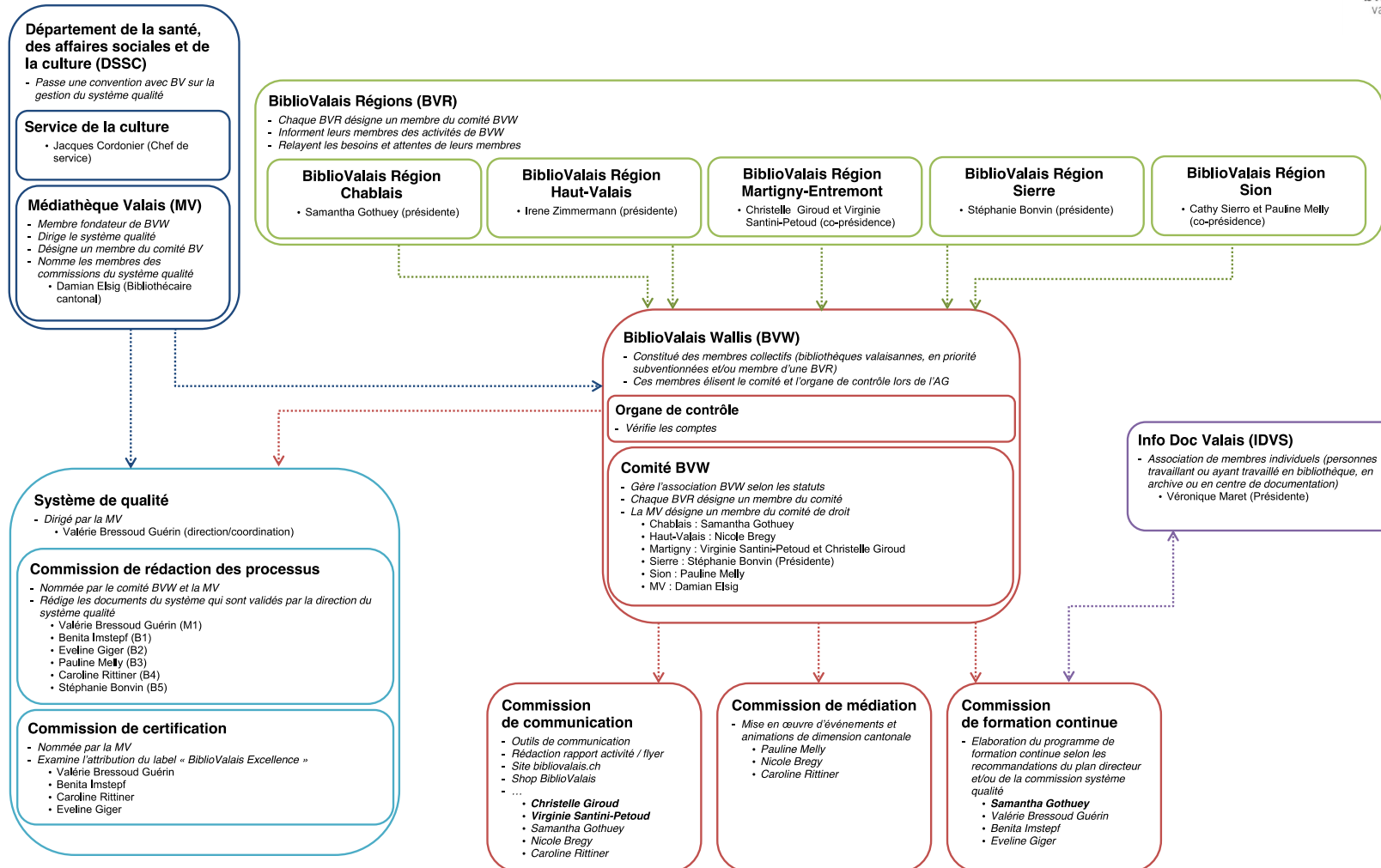
La coordination de ce réseau est dirigée par la Médiathèque Valais, dont une partie est déléguée à l'association BiblioValais.

La mise en place de ce réseau a débuté dans les années 1970 par la création d'offices régionaux dans le Bas et le Haut-Valais. L'objectif était d'accompagner les communes dans la création et le fonctionnement de leur bibliothèque. A la fin des années 1990, les premières directives apparaissent permettant d'accompagner les demandes de subventions et surtout de justifier leurs remboursements. Des recommandations sont également données concernant l'informatisation ceci afin d'éviter la multiplication des logiciels. En 2000, nous publions le premier plan directeur donnant les grandes lignes de la mise en réseau que nous connaissons aujourd'hui. En 2008, les certifications ISO 9001 et 14001 sont obtenues pour BiblioValais Excellence. Cinq régions de bibliothèques ont été créées entre 2003 et 2014. Le quatrième plan directeur verra le jour en août 2018.

**2. Est-il possible d'avoir accès à l'organigramme du réseau ?**

Le voici inséré ci-après :

# Organigramme BiblioValais Wallis



### **3. Quels sont le fonctionnement et l'organisation de votre réseau ?**

La Médiathèque Valais est en charge des documents légaux (directives, plans directeur, attributions et versements des subventions).

BiblioValais (association de bibliothèques, membres collectifs) rassemble toutes les bibliothèques et propose à celles souhaitant obtenir des subventions la certification qualité BiblioValais Excellence. Cette certification reprend les critères exigés par la Médiathèque Valais ainsi que les objectifs des plans directeur. BiblioValais est structuré en cinq régions, déléguant un représentant de sa région au comité BiblioValais. De la sorte, nous couvrons l'ensemble du canton. BiblioValais touche une subvention de la Médiathèque Valais pour la partie certification (engagement d'une collaboratrice, coût audit).

Un partenariat est établi avec l'association des bibliothécaires Info Doc Valais pour la mise sur pied de formation continue hors du domaine lié à la certification.

### **4. Quels sont les services que vous avez choisi de mutualiser ?**

Les catalogues, la carte Bibliopass Valais Wallis, une ligne graphique (mise à disposition d'un logo BiblioValais décliné par région), la communication (site internet, production d'un flyer rapport d'activité, création d'affiches, cartes postales, post-it, sacs, etc, le tout regroupé dans un shop).

Depuis 2003, les catalogues de toutes les bibliothèques sont mis virtuellement en lien grâce au Z3950. Ce catalogue collectif regroupe le réseau RERO-Valais et environ quarante-cinq bibliothèques possédant le logiciel Netbiblio (catalogues individuels).

Depuis 2001, une seule carte de lecteur est proposée aux bibliothèques (carte Bibliopass Valais Wallis). Elle est reconnue par toutes les bibliothèques. Le coût de ces cartes est subventionné.

Il y a d'autres projets, comme la webothèque.

### **5. Pour quelles raisons ?**

Pour une rationalisation des coûts, une meilleure visibilité et pour faciliter la vie de l'utilisateur.

### **6. Comment fonctionnent-ils ?**

La Médiathèque Valais et BiblioValais collaborent ensemble pour la mise sur pied de ces projets.

### **7. Quelles étaient les craintes des professionnels vis-à-vis de la mutualisation de ces services ?**

La perte d'autonomie et la perte de visibilité.

### **8. Quels sont les services que vous avez choisi de ne pas mutualiser ?**

Nous sommes dans un processus de mutualisation de tout ce qui est possible. Mais les choses se font petit à petit.

### **9. Pour quelles raisons ?**

Nous prenons garde de ne pas perdre les membres en allant trop vite et en veillant et en respectant l'autonomie communale.

Le Valais fonctionne par pragmatisme.

### **k) Entretien avec Jeannette Frey, directrice de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCU)**

**Date** : le lundi 19 mars 2018, par email, avec quelques compléments reçus également par email le mercredi 21 mars 2018.

#### **1. Quels modes de gouvernance sont mis en place dans votre réseau de bibliothèques ?**

Actuellement, le réseau Renouvaud réunit quelque cent vingt bibliothèques universitaires, de recherche, spécialisées, patrimoniales, grand public, municipales et scolaires sises en territoire vaudois. Renouvaud pourrait à l'avenir accueillir aussi des bibliothèques de tous types et d'autres cantons.

Dans l'état actuel, la BCU Lausanne est en charge de la gestion du réseau Renouvaud. Elle met à disposition la Coordination Renouvaud, qui est en charge de la prestation du SIGB pour l'ensemble des bibliothèques membres du réseau.

Pour diriger Renouvaud, la direction de la BCU Lausanne s'entoure d'un Conseil Renouvaud, réunissant des représentants de tous les types de bibliothèques du réseau (les types mentionnés plus haut).

#### **1. Est-il possible d'avoir accès à l'organigramme du réseau ?**

Jusqu'au lancement du réseau en août 2016, nous avons bien sûr un organigramme de projet. Le premier rapport annuel du réseau Renouvaud (2017) est en cours de rédaction, et à cette occasion, nous allons dessiner l'organigramme, mais je ne l'ai pas encore.

#### **2. Quels sont le fonctionnement et l'organisation de votre réseau ?**

La Coordination Renouvaud gère des commissions techniques, dans lesquelles les bibliothèques du réseau sont représentées (pour autant qu'elles le souhaitent). Il existe des commissions techniques sur tous les grands sujets du réseau, c'est-à-dire le catalogage (dans ALMA), le paramétrage de l'outil de découverte (PRIMO), le prêt et le prêt interurbain, l'indexation, le bulletinage, les ressources électroniques, etc.

Les questions et problèmes sont adressés directement en ligne à la Coordination Renouvaud et suivis par un outil de ticketing. Par ailleurs, un portail professionnel Renouvaud permet à la fois la mise à disposition de la documentation pour les bibliothécaires et l'échange en ligne par la création de groupes d'intérêt. Une newsletter informe régulièrement les membres du réseau sur l'évolution des outils et des pratiques.

Tous les bibliothécaires du réseau sont conviés à une assemblée annuelle du réseau Renouvaud. Les échanges sont en outre densifiés par la tenue régulière de « tables rondes » sur les thématiques d'actualité.

#### **3. Quels sont les services que vous avez choisi de mutualiser ?**

Par l'acquisition d'une « zone réseau » sur l'outil cloud planétaire ALMA d'ExLibris, le réseau Renouvaud mutualise le catalogue (il y a un catalogue par zone réseau). Toutes les bibliothèques membres cataloguent dans le même format et selon les mêmes règles (MARC21, AACR2). En outre, à l'intérieur de la zone Renouvaud, nous avons regroupé les bibliothèques en deux ensembles, « Science & Patrimoine », et « École et Lecture publique », qui mutualisent chacune leur fichier lecteur.

Certaines bibliothèques mutualisent également le prêt, grâce à un service de navettes. Il y en a un entre les différents sites BCUL, la bibliothèque du CHUV et d'autres sites

de bibliothèques UNIL en Ville de Lausanne. Il y en a également un entre les différents sites de la Ville de Nyon depuis le début de l'année 2017. Les autres bibliothèques Renouvaud utilisent le catalogue commun pour faciliter le catalogage et la visibilité de leur collection. Les utilisateurs peuvent se rendre sur place pour consulter ou emprunter (il n'y a qu'une carte de bibliothèque Renouvaud, donnant accès à toutes les collections. C'est par ailleurs une carte Bibliopass, qui permet de s'inscrire de manière facilitée dans la plupart des bibliothèques suisses). Les bibliothèques « Science & Patrimoine » et quelques grandes bibliothèques de lecture publique participent au prêt entre bibliothèques (PEB). Mais c'est aux bibliothèques de décider si elles font du PEB ou non car ce service est payant.

Les sites BCU Lausanne proposent aussi le prêt par poste. Le prêt par poste est également payant.

En outre, les bibliothèques Renouvaud standardisent le plus possible les conditions faites aux utilisateurs (par exemple les conditions de prêt) et leurs pratiques (par exemple l'indexation).

Pour la médiation culturelle, il existe une démarche qualité pour les animations en bibliothèque scolaire.

Côté communication interne, il y a des communications très régulières Renouvaud : commissions techniques, tables rondes, assemblées plénières, newsletter mensuelle et portail professionnel. Cette année, nous lancerons également la plate-forme PatriNum (Patrimoine Numérique), sur laquelle les membres du réseau Renouvaud pourront également créer et mettre à disposition des collections natives numériques.

Pour la communication externe, nous n'avons pas de page Facebook, car c'est un canal qui s'adresse aux utilisateurs. Les informations sont diffusées par les portails des bibliothèques, qui, avec le nouveau produit ALMA peuvent être générées pour chaque bibliothèque si elle le souhaite (et ce qui est le cas pour toutes les bibliothèques de lecture publique). Une page Facebook ferait donc double emploi. Par contre, l'outil ALMA permet de partager, de liker des ressources et de partager des références par Facebook.

Pour les bibliothèques, nous avons aussi à disposition du merchandising pour la communication : un sac Renouvaud, des crayons, des blocs-notes...

#### **4. Pour quelles raisons ?**

Parce que c'est une plus-value du réseau. Le catalogage et la gestion des fichiers lecteurs (qui peuvent être importés de manière automatisée) permettent de rationaliser et simplifier la vie des professionnels. Offrir des conditions d'accès plus unifiées permet de simplifier la vie de l'utilisateur.

#### **5. Comment fonctionnent-ils ?**

Bien ! Si vous faites référence au fonctionnement exact de chaque service, vous pouvez vous faire faire une démo par la coordination Renouvaud.

#### **6. Quelles étaient les craintes des professionnelles vis-à-vis de la mutualisation de ces services ?**

Il n'y avait pas de craintes pour la mutualisation du catalogage, au vu du fait que nous venions tous de RERO, et que dans RERO, le catalogage était déjà mutualisé. La gestion des usagers dans le cloud faisait parfois craindre pour la sécurité des données des utilisateurs. Mais cette crainte s'est avérée non justifiée, dans la mesure où ces données sont maintenant plus sécurisées que par le passé.

La standardisation des conditions de prêt, des amendes, etc. est une discussion plus compliquée, car les différents types de bibliothèques s'adressent à des publics aux besoins et comportements assez diversifiés. Renouvaud offre donc trois ou quatre options pour chaque paramètre, parmi lesquelles les bibliothèques font leur choix. Ainsi, tout le monde n'a pas exactement les mêmes conditions. Mais il n'y a pas non plus de grandes disparités.

#### **7. Quels sont les services que vous avez choisi de ne pas mutualiser ?**

Chaque bibliothèque est autonome en matière de gestion de ses heures d'ouverture. Chaque bibliothèque scolaire et municipale bénéficie de son propre portail de présentation, ce qui est nécessaire pour permettre aux jeunes élèves d'appréhender le monde du catalogue de bibliothèque en premier lieu par la bibliothèque qu'ils connaissent. À tout moment, le système permet à chaque utilisateur d'étendre sa recherche aux autres bibliothèques du même type dans Renouvaud (le cas échéant à toutes les bibliothèques « École et Lecture publique »), à toutes les bibliothèques Renouvaud, ou encore à Renouvaud et à d'autres catalogues comme RERO, NEBIS, IDS, le SUDOC, etc.

Les commandes sont maintenant passées par l'intermédiaire du SIGB, ce qui n'était en général pas le cas avant dans RERO. Mais les commandes sont passées par les bibliothèques, pas de manière centrale. Chaque bibliothèque catalogue de son côté (selon les règles de catalogage en vigueur dans Renouvaud).

#### **8. Pour quelles raisons ?**

L'absence de standardisation amène une grande complexité de gestion, ce qui est en fin de compte contreproductif dans la gestion du réseau, des bibliothèques et nuisible à l'expérience de l'utilisateur. Mais il ne faut pas non plus standardiser au-delà de ce que les bibliothèques sont capables d'accompagner (tout le monde ne peut pas se permettre le luxe de mutualiser les retours ou prêter gratuitement, etc.), ou à un point où cela entraîne une réduction de la valeur ajoutée pour les utilisateurs (par exemple des présentations ou conditions d'utilisation qu'un enfant ne peut pas appréhender). C'est donc un équilibre à trouver.

Voilà, la Coordination Renouvaud est bien sûr à votre disposition pour vous montrer plus en détail comment cela fonctionne dans la réalité.



## **I) Entretien avec Florent Dufaux, adjoint de direction des Bibliothèques municipales de Genève**

**Date** : le jeudi 12 avril 2018, par téléphone, avec l'organigramme reçu le même jour par email.

**Durée** : une demi-heure, de 16h00 à 16h30

**Retranscription** : la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

### **1. Quels modes de gouvernance sont mis en place dans votre réseau de bibliothèques ?**

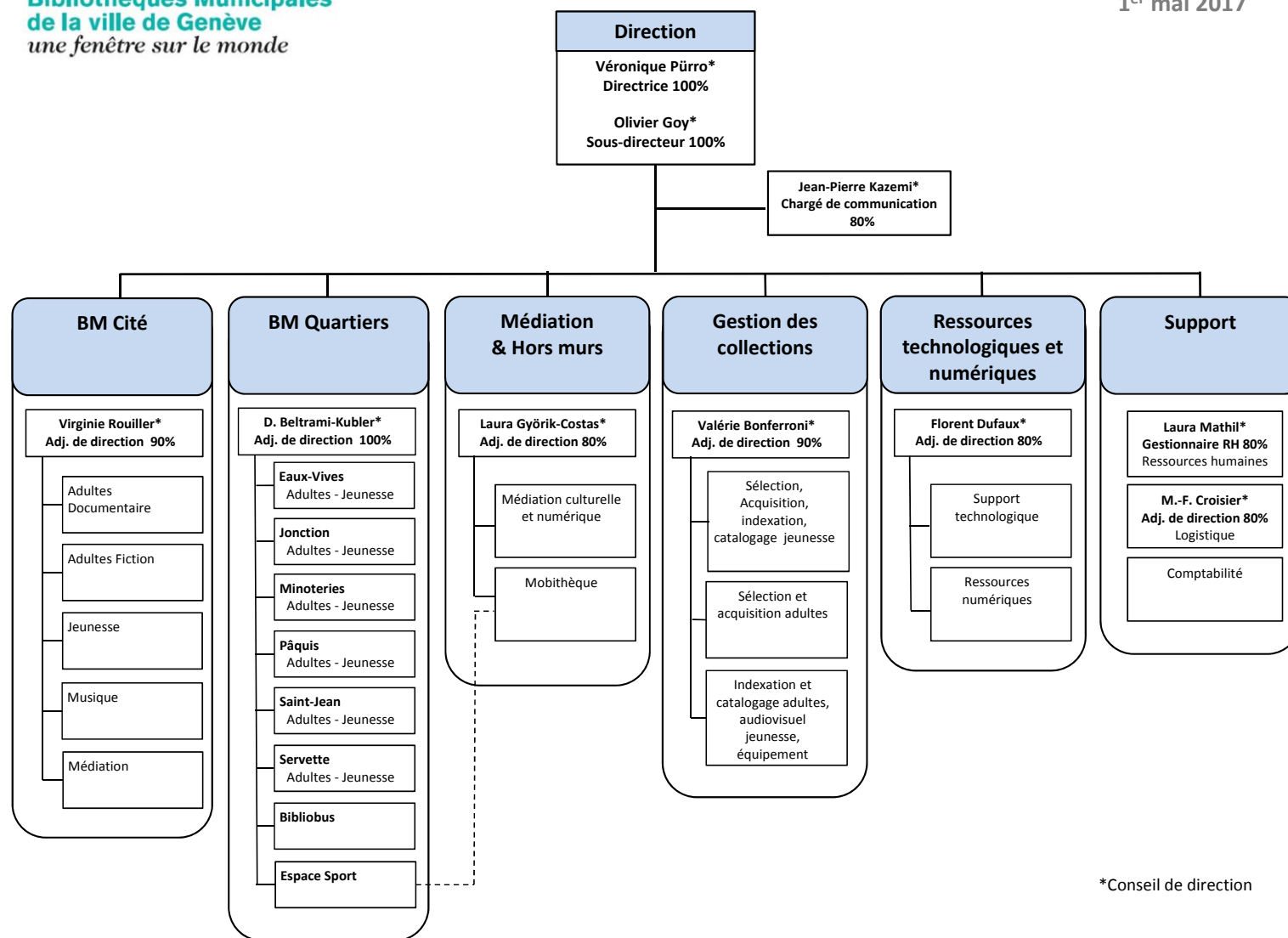
Les Bibliothèques municipales de Genève regroupent sept bibliothèques de lecture publique et un service de bibliobus, comportant quatre bus. Il y a une bibliothèque centrale, celle de la Cité et plusieurs bibliothèques de quartiers.

Le réseau de bibliothèques est municipal et dépend donc de la Ville de Genève. La structure mise en place est très hiérarchique et suit la constante que la Ville de Genève exerce dans tous ses services. Il y a trois niveaux : la direction, les unités ainsi que des sections.

#### **1. Est-il possible d'avoir accès à l'organigramme du réseau ?**

Oui.

Il a été envoyé par email, précédemment à l'entretien téléphonique. Le voici ci-dessous :



\*Conseil de direction

## **2. Quels sont le fonctionnement et l'organisation de votre réseau ?**

Chaque bibliothèque possède son équipe propre. Les Bibliothèques de quartiers sont composées d'une section adulte et d'une section jeunesse. La Bibliothèque de la Cité également, mais elle possède de surcroît une section musique et médiation. Un responsable est affecté à chacune des bibliothèques et dirige une équipe de trois à douze personnes.

Des séances régulières sont réalisées dans chaque bibliothèque. Toutes les six semaines, une séance avec les responsables et la direction est menée.

Un plan directeur commun à toutes les Bibliothèques du réseau, suivi par la Commission des bibliothèques, est émis par la Direction du Département de la culture et du sport de la Ville de Genève. Il permet de dresser les objectifs du réseau et d'établir une vision stratégique à moyen terme, au moyen d'axes stratégiques définis.

## **3. Quels sont les services que vous avez choisi de mutualiser ?**

Il y a beaucoup de services mutualisés aux Bibliothèques municipales de Genève, réalisés dans un but et un objectif précis :

- Le système de gestion de bibliothèque
- Le catalogue informatique
- La gestion des collections adultes : la réception des acquisitions, le catalogage, l'indexation et l'équipement sont centralisés. Pour la section jeunesse, cela n'est pas encore complètement le cas. Des bibliothécaires des secteurs jeunesse pratiquent encore le catalogage de temps en temps, à la centrale. Par contre, ces mutualisations ont pris énormément de temps, au moins quinze ans pour la mise en place du catalogage centralisé. Le processus n'est pas encore terminé. Il y a toujours des difficultés à affronter, comme par exemple se mettre d'accord sur des petits détails, comme la couleur des gommettes à coller sur le dos des livres.
- La médiation culturelle : une thématique annuelle en guise de fil rouge est décidée pour l'année. Le choix est réalisé sur un système de propositions émises un à deux ans à l'avance. Il y a une consultation et une votation. Le système de médiation culturelle fonctionne à deux niveaux. Le premier provient d'une centrale qui programme des actions de médiation et des expositions de grande envergure. Elle s'occupe de programmer les grands événements et assure la cohérence de la thématique annuelle. Le second niveau laisse une marge de manœuvre aux bibliothèques, en octroyant un petit budget à chaque bibliothèque pour réaliser des événements de médiation culturelle. Les professionnels aiment s'impliquer et réaliser des actions de médiation culturelle.
- Les horaires d'ouverture : il y a une tendance à harmoniser les horaires, à les unifier dans le but d'avoir une meilleure lisibilité pour les usagers. Mais l'option des complémentarités est également intéressante. Il y a eu de grands débats sur le sujet, qui persistent toujours.
- La fonction administrative : la direction, les ressources humaines, la comptabilité, le secrétariat, etc.
- La fonction logistique : transport, entretien, etc.
- Le service de référence en ligne nommé InterroGE, accessible par formulaire. Plusieurs personnes du réseau collaborent pour répondre aux questions des usagers

- La communication. Un chargé de communication s'occupe de cette tâche. Nous avons préféré engager un professionnel car les bibliothécaires n'ont pas les mêmes compétences qu'une personne du métier. Les bibliothécaires peuvent réaliser cette tâche jusqu'à un certain point. Cela est également le cas pour le côté informatique, la gestion web.
- Le remplacement des employés. Les bibliothécaires sont amenés à se remplacer si nécessaire, mais cela est mis en place de façon ponctuelle et souvent en cas d'urgence.
- Il y a des discussions de « site unique » pour rassembler les sections des adultes et des jeunes dans les bibliothèques de quartiers. Cela permettrait d'être plus complémentaires dans l'accueil du public mais également pour le remplacement des collègues.

#### **4. Pour quelles raisons ?**

Il y a une volonté d'efficacité et un souci d'uniformité. Il est important de donner un socle commun que les gens retrouvent sur tous les sites, des modes de fonctionnement similaires. Je pense qu'au niveau budgétaire, il y a aussi un avantage à percevoir.

#### **5. Comment fonctionnent-ils ?**

Cela fonctionne bien. La mise en place d'une centrale d'acquisition, de catalogage et de reliure a permis de gagner en efficacité et en efficience. La mise à disposition des ressources aux usagers est également plus rapide.

#### **6. Quelles étaient les craintes des professionnels vis-à-vis de la mutualisation de ces services ?**

Il y a une résistance au changement, oui, mais ce terme est un peu bateau. Je dirais plutôt qu'il y a la peur de la perte de compétence et la peur du vide. Cela est à double tranchant. Il est nécessaire de centraliser la gestion mais seulement si une stratégie est mise en place pour combler le vide. Il faut se questionner sur le pourquoi nous mutualisons. Par exemple, aux Bibliothèques municipales de Genève, nous avons décidé de mutualiser les tâches routinières de gestion des collections afin de mettre l'accent sur la médiation. Nous avons permis de dégager du temps pour nous consacrer davantage à ce service au public. Mais il faut faire attention car les bibliothécaires n'ont pas forcément les motivations et les compétences pour cela. Il faut parfois penser à former le personnel.

#### **7. Quels sont les services que vous avez choisi de ne pas mutualiser ?**

Nous n'avons pas l'envie de mutualiser la sélection, c'est-à-dire le choix des documents.

#### **8. Pour quelles raisons ?**

Cette tâche doit être réalisée par les bibliothécaires. Il est important de participer à cette tâche. Il faut un savoir et une connaissance des collections pour la sélection. Cela permet aux professionnels de gagner des compétences et des connaissances qui leur seront utiles lors de l'aide au public. Savoir ce que nous possédons dans nos fonds permet d'être plus efficace une fois face aux usagers.

**m) Entretien avec Olivier Hirschi, responsable de l'informatique et de l'évaluation du réseau des Bibliothèques de Reims**

**Date** : le mercredi 28 mars 2018, par téléphone, avec l'organigramme reçu le même jour par email.

**Durée** : une demi-heure, de 14h15 à 15h15

**Retranscription** : la retranscription est faite grâce à des prises de notes durant l'entretien. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

**1. Quels modes de gouvernance sont mis en place dans votre réseau de bibliothèques ?**

La Bibliothèque de Reims est composée de sept bibliothèques et d'un bibliobus. Il y a trois médiathèques à vocation encyclopédique avec des fonds livres et non livres (CDs, DVDs, jeux-vidéos), une bibliothèque patrimoniale, trois bibliothèques de quartiers avec des fonds livres seulement et un bibliobus. La Médiathèque Jean Falala fait office de bibliothèque centrale et principale.

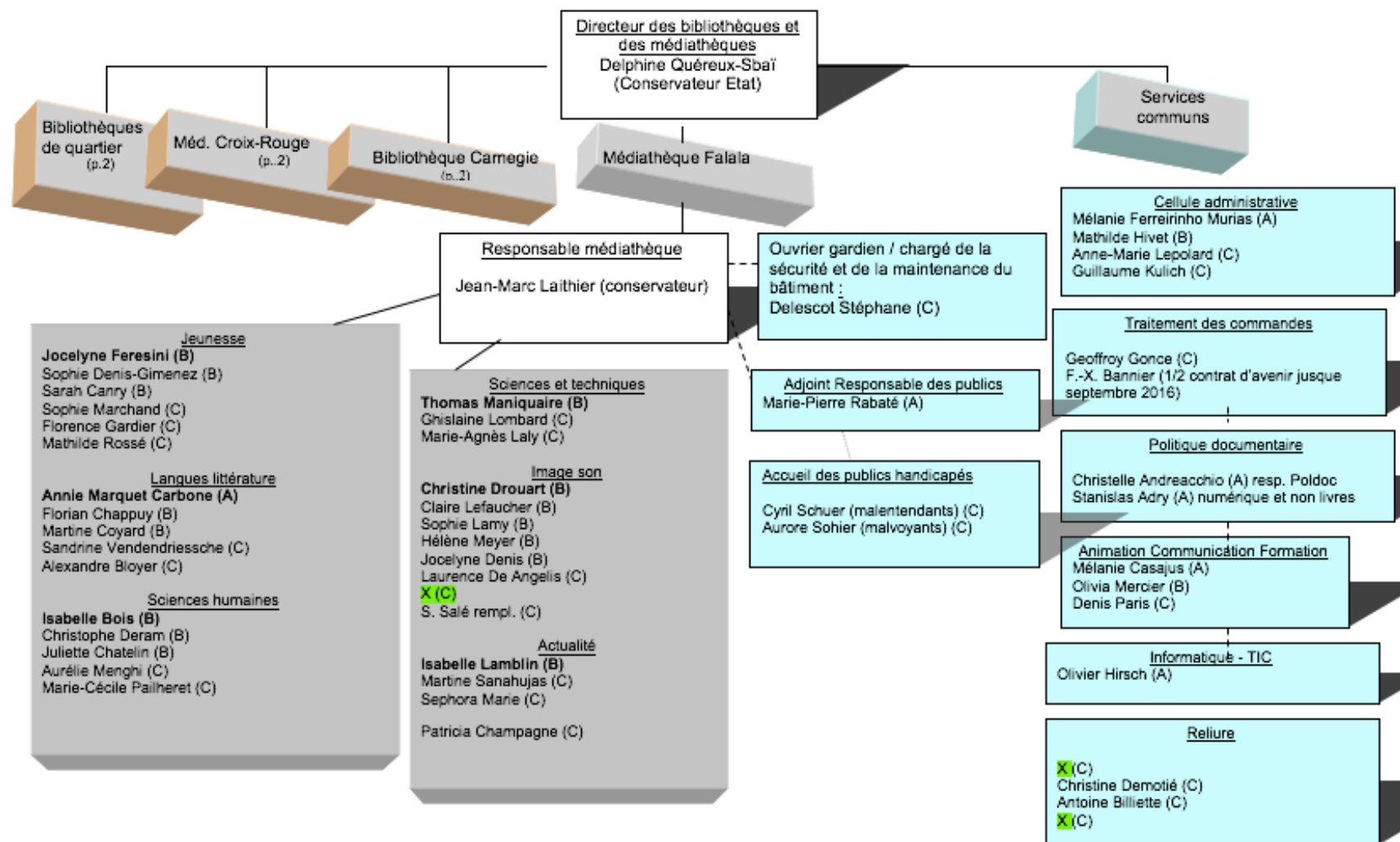
Ce service municipal dépend de la compétence communale. Il y a donc une seule direction commune pour tous les sites.

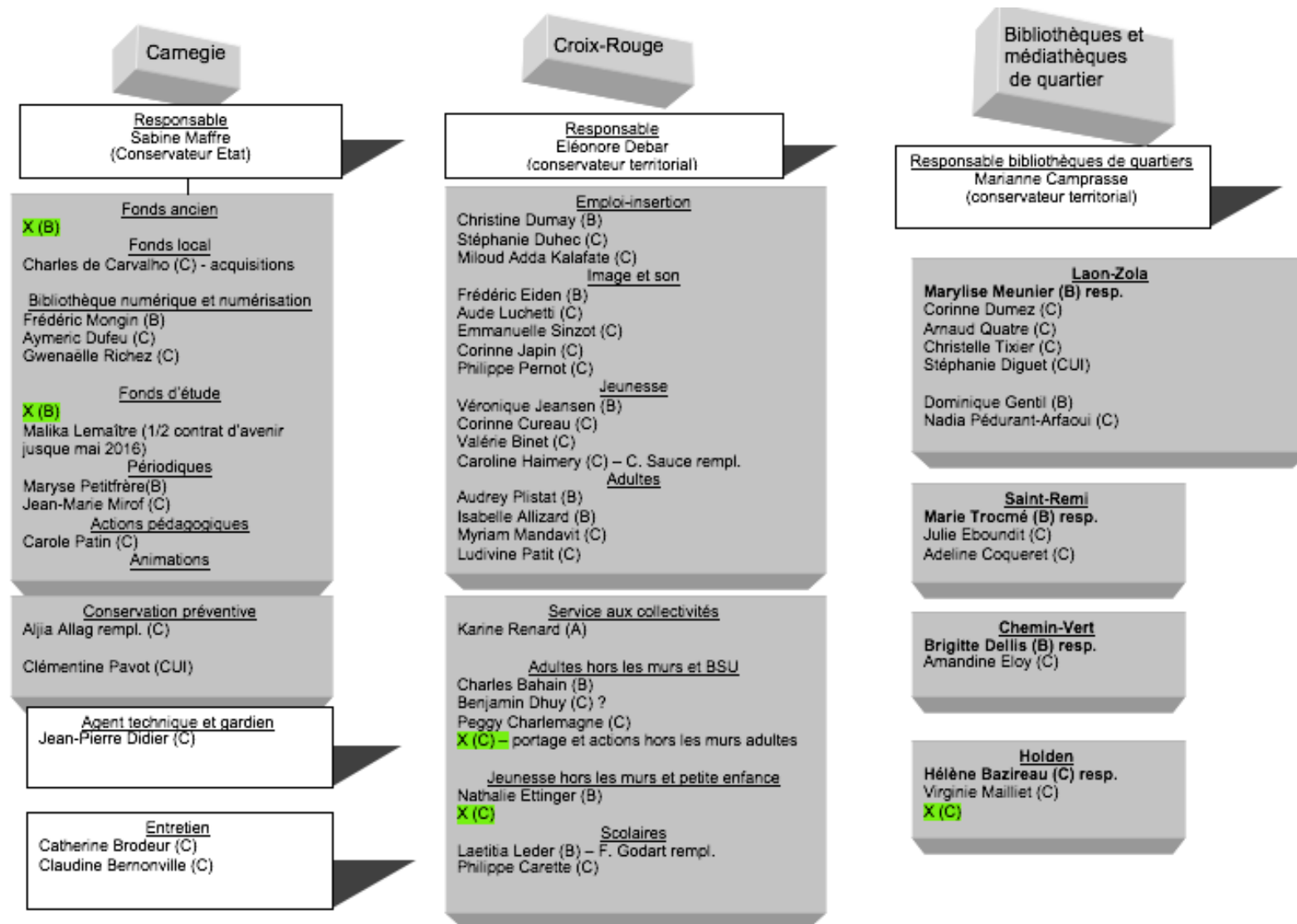
**1. Est-il possible d'avoir accès à l'organigramme du réseau ?**

Bien sûr, je vous l'envoie par email dès que j'ai remis la main dessus.

Le voici ci-dessous :

## Organigramme de la bibliothèque municipale de Reims (décembre 2015)





## **2. Quels sont le fonctionnement et l'organisation de votre réseau ?**

La direction se réunit tous les quinze jours. Elle comprend le directeur du réseau, les responsables des bibliothèques ainsi que les « transversaux » (ce sont les personnes qui réalisent plusieurs tâches, comme la communication et le suivi du logiciel informatique par exemple). Les décisions sont prises en commun.

Les employés ont l'occasion de se retrouver lors de séances de coopérations sur les acquisitions. Ce sont les réunions littéraires pour coordonner les acquisitions. Chaque site à un budget séparé et il faut se répartir les achats.

## **3. Quels sont les services que vous avez choisi de mutualiser ?**

Presque tous les services sont mutualisés. Il a été décidé de centraliser un maximum de prestations, notamment pour le circuit des documents.

- Le chemin du livre : la réception, l'équipement, le catalogage, le traitement intellectuel des documents (l'indexation) et la reliure sont centralisés à la Médiathèque de Jean Falala. Mais ce n'est pas pour autant que ce sont les employés de la Médiathèque de Falala qui réalisent toutes ces tâches. Les employés des autres sites sont amenés à faire des heures de travail au sein de cette dernière.
- Le catalogue informatique
- Le logiciel informatique (sous Syracuse d'Archimède)
- La navette de prêt et de retour. Le retour partout a été instauré en 2015 et le prêt partout en juillet 2017. Les usagers reçoivent un SMS lorsque leur document est à disposition dans l'institution de leur choix.
- La direction
- Le secrétariat administratif
- La communication
- Le programme commun aux actions de médiation culturelle. Une thématique annuelle existe et les bibliothécaires proposent des idées autour du sujet imposé. Cette tâche est assurée par les bibliothécaires, qui ont pour la plupart une forte volonté à s'impliquer. Les animations se déclinent sur tous les sites. Nous essayons d'instaurer l'organisation d'une animation dans chaque lieu afin que tout le monde soit associé. Une responsable d'animation coordonne cela.
- Le remplacement des employés. Tous les employés sont amenés à remplacer leurs collègues. Deux à trois personnes travaillent sur les petits sites. Il arrive fréquemment qu'il y ait des absents à remplacer. Par conséquent, un tournus dans les grands établissements s'opère. Les employés vont régulièrement remplacer un collègue dans un autre lieu. Comme ils sont sous l'autorité d'une même commune, ils n'ont pas besoin d'autorisation pour aller travailler ailleurs.

## **4. Pour quelles raisons ?**

Il y a une volonté que le réseau soit perçu comme une seule entité, une seule bibliothèque.

## **5. Comment fonctionnent-ils ?**

Tous ces services fonctionnent très bien. Il a fallu s'adapter au début. Lors de la mise en place du service de navettes par exemple, il y a eu une forte affluence au début. Mais maintenant, cela est devenu une tâche courante et tout est rentré dans l'ordre.



## **6. Quelles étaient les craintes des professionnels vis-à-vis de la mutualisation de ces services ?**

Jusque dans les années 1990, il n'y avait pas vraiment de bibliothèque, seulement une médiathèque pour Reims. Tous les grands établissements ont été créés grâce au programme de Lecture publique lancé par la commune. Elle avait une volonté de valoriser la lecture publique. La commune a été largement subventionnée par l'État. C'était un gros bouleversement, un grand travail d'image de la lecture publique et une réelle volonté des autorités de constituer cela en réseau. La Bibliothèque de Reims a pu faire partie du programme des Bibliothèques municipales à vocation régionale (BMVR). Elles étaient douze à pouvoir ainsi recevoir des financements de l'État. C'était une sorte de mise à niveau dans les régions.

Par conséquent, il n'y a pas vraiment eu de craintes ou d'oppositions de la part des professionnels. C'était pratiquement une création de toute pièce.

Par contre, lors de la mise en place de la navette, le dernier service mutualisé, tout le monde était d'accord sur le principe. C'était moins facile dans la réalité car il fallait en même temps s'approprier le nouveau logiciel acquis, Syracuse. Il y a eu une forte demande au début. Le service a été un peu victime de son succès, mais maintenant ce service est entré dans les mœurs.

## **7. Quels sont les services que vous avez choisi de ne pas mutualiser ?**

Il n'y a pas de mutualisation des acquisitions. Chaque bibliothèque réalise ses commandes.

## **8. Pour quelles raisons ?**

Il n'y a pas de raison valable. A terme, cette tâche sera également mutualisée. Mais elle est au cœur du métier de bibliothécaire et les professionnels y sont très attachés. Il y a une peur du changement. Pourtant, il y a un réel intérêt !

En effet, il n'y a pas de problématique de choix de fournisseur en France. Il y a le prix unique du livre. Tous les quatre ans, un appel d'offre est réalisé. Les libraires constituent leur dossier. Les offres sont ensuite découpées par lots (adulte, scolaire, CD, etc.). Il est ensuite décidé auprès de quel fournisseur nous devons effectuer nos achats. Nous n'avons pas le choix. Les autorités sont tentées par les librairies locales car il n'y a aucune concurrence au niveau des prix. Mais parfois, cette solution est problématique. Car actuellement, la librairie chez laquelle nous achetons nos livres à Reims est en liquidation judiciaire et a du mal à tenir les délais de livraison.

Par contre, il n'y a pas de collaboration avec les autres communes.

**n) Entretien avec Régine Heinzl, bibliothécaire et référente communication au réseau des Bibliothèques de Mulhouse**

**Date** : le mardi 03 avril 2018, par email avec envoi de l'organigramme. Compléments apportés par téléphone le mercredi 04 avril 2018.

**Durée** : une demi-heure, de 14h30 à 15h00

**Retranscription** : la retranscription est faite grâce aux prises de notes durant l'entretien et aux réponses reçues par email. Seules les parties utiles au travail et autorisées par la personne rencontrée ont été retranscrites.

**1. Quels modes de gouvernance sont mis en place dans votre réseau de bibliothèques ?**

Le réseau des Bibliothèques de Mulhouse est composé de sept bibliothèques. Il y a une bibliothèque centrale (Grand'rue), une médiathèque (Filature) et cinq bibliothèques de quartiers (Bourtzwiller, Coteaux, Dornach, Drouot, Salvator).

Le réseau des Bibliothèques est un service du pôle Culture de la Mairie de Mulhouse. Il est donc municipal et dépend de la compétence communale de Mulhouse.

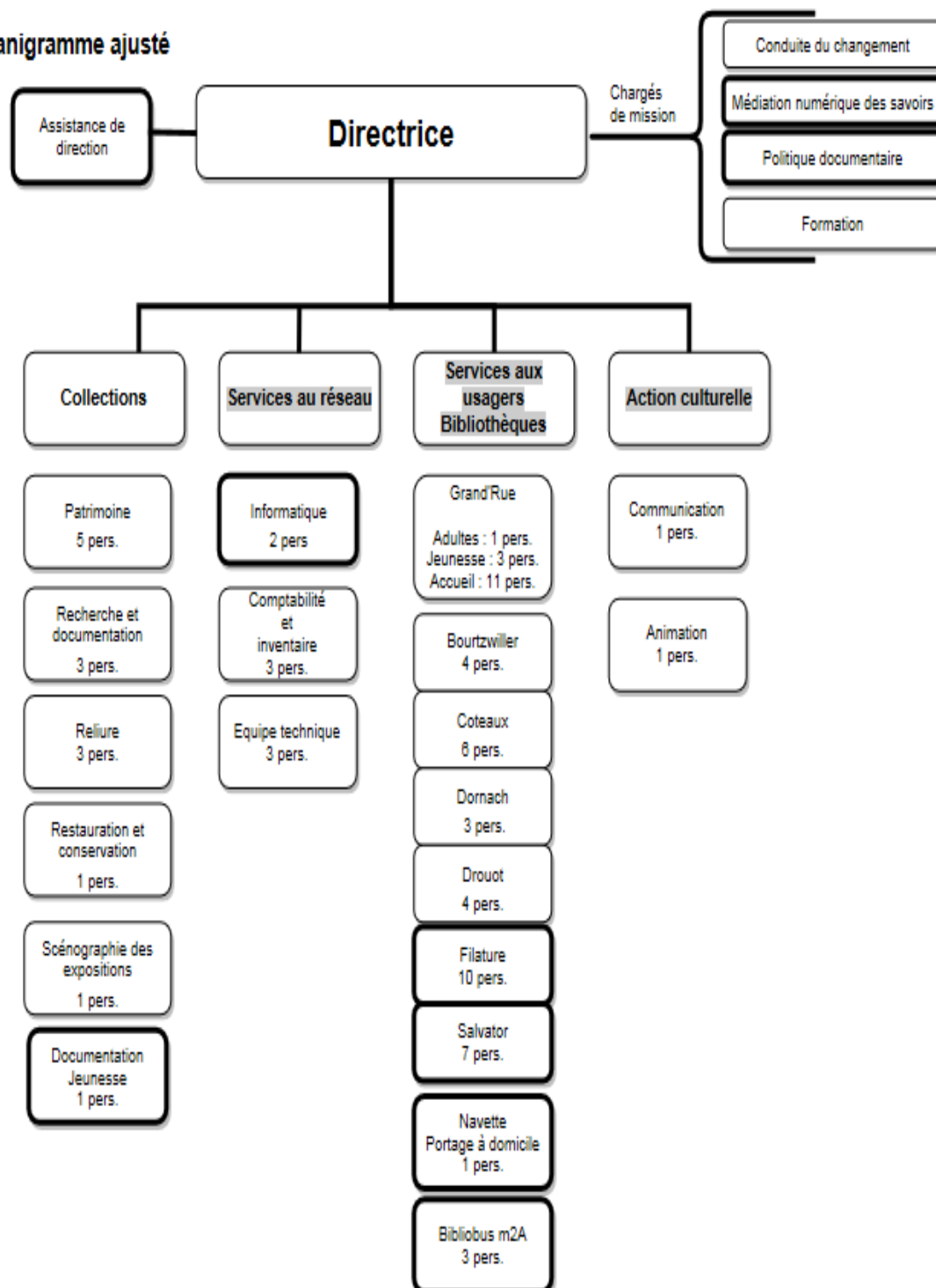
Il est régi par une direction unique et commune à toutes les bibliothèques du réseau.

**1. Est-il possible d'avoir accès à l'organigramme du réseau ?**

Organigramme ci-joint.

Le voici ci-dessous :

## Organigramme ajusté



## **2. Quels sont le fonctionnement et l'organisation de votre réseau ?**

La direction générale gouverne l'ensemble du réseau. Les décisions sont prises par la directrice, l'adjointe de direction et les responsables des bibliothèques du réseau.

Des chargés de missions sont employés temporairement pour effectuer certaines tâches, comme actuellement la conduite de changement, depuis la mise en place du nouveau SIGB du réseau, voici huit mois environ. Cette personne est engagée temporairement pour coordonner le changement mais également pour accompagner les bibliothécaires. Le SIGB mis en place se nomme KOHA et la partie site internet / portail s'appelle BOKEH. Plusieurs problèmes sont encore à régler avec les fournisseurs, même plusieurs mois après la mise en place des dispositifs.

## **3. Quels sont les services que vous avez choisis de mutualiser ?**

La plupart des services sont « mutualisés » d'une manière ou d'une autre (au sein du réseau des bibliothèques, ou de manière plus large avec d'autres services de la ville) :

- Le chemin du livre : la réception, l'équipement, le catalogage, le traitement intellectuel des documents (l'indexation) et la reliure sont centralisés à la Bibliothèque centrale de Grand'rue
- Le logiciel informatique (appelé KOHA)
- Le catalogue informatique
- La navette de prêt et de retour
- La direction
- Le secrétariat administratif
- La comptabilité
- La communication
- L'animation
- Le remplacement des employés. Tout le monde peut être amené à remplacer tout le monde, sur tous les sites. Les collègues se connaissent bien et ils ne se sentent pas perdus car le logiciel est le même, le matériel et les services aussi, etc.
- Les horaires d'ouverture. Les horaires sont établis pour qu'il y ait une ouverture complémentaire des bibliothèques dans la ville.

#### **4. Pour quelles raisons ?**

Il y a de moins en moins de budget alloué par l'État aux communes. Les réductions de budget obligent à trouver des solutions pour continuer de servir la population au mieux, avec moins de moyens.

#### **5. Comment fonctionnent-ils ?**

Tout fonctionne bien.

#### **6. Quelles étaient les craintes des professionnels vis-à-vis de la mutualisation de ces services ?**

Le personnel est ouvert à la mutualisation. Il y a par contre une réticence au changement, que nous avons pu constater par exemple lors de la mise en place du nouveau logiciel. C'était parfois carrément la panique. Mais dans l'ensemble, cela se passe bien. Ils savent que le changement est opéré dans le but de percevoir un avantage. Mais il est nécessaire de modifier les habitudes et cette tâche est difficile. Tout n'était pas rose non plus au début. Il y a eu beaucoup de détails à régler. Cela a pris du temps et de l'énergie. La personne engagée pour la conduite de changement a été et est toujours très utile.

#### **7. Quels sont les services que vous avez choisi de ne pas mutualiser ?**

Le choix des documents par les responsables des bibliothèques.

#### **8. Pour quelles raisons ?**

Nous avons essayé durant quelques années de travailler avec une équipe de responsables des achats. Chaque personne était en charge d'un domaine particulier et effectuait des achats pour l'ensemble du réseau. Mais nous sommes revenus en arrière car les responsables des bibliothèques connaissent mieux leur public. Même si les bibliothèques sont établies dans une même ville, il y a des différences suivant les quartiers. Les bibliothécaires sont au contact de leurs publics et connaissent leurs besoins.

# Annexe 7 : Population résidente totale par commune dans le canton de Genève au 05 mars 2018

Office cantonal de la statistique - OCSTAT



Population résidente totale par commune, depuis 2010

T 01.01.3.01

Situation en fin d'année

Canton de Genève

	2010	2011	2012	2013	2013 (1)	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Genève	191 360	191 964	193 150	195 160	194 159	197 376	201 164	201 105	202 428		
Aire-la-Ville	1 161	1 142	1 119	1 121	1 119	1 155	1 160	1 157	1 164		
Anières	2 537	2 493	2 544	2 496	2 521	2 495	2 558	2 577	2 531		
Avully	1 756	1 760	1 771	1 778	1 774	1 779	1 786	1 758	1 776		
Avusy	1 388	1 430	1 453	1 440	1 443	1 452	1 432	1 408	1 441		
Bardonnex	2 221	2 207	2 232	2 242	2 234	2 259	2 264	2 244	2 213		
Bellevue	3 216	3 169	3 220	3 271	3 241	3 238	3 314	3 363	3 321		
Bernex	9 761	9 766	9 798	9 872	9 878	9 925	10 098	10 128	10 061		
Carouge	19 904	20 210	20 701	20 958	20 934	21 204	21 741	22 216	22 631		
Cartigny	853	884	872	862	859	875	863	884	950		
Céligny	667	659	632	663	663	691	690	769	793		
Chancy	1 147	1 137	1 139	1 370	1 377	1 521	1 606	1 644	1 681		
Chêne-Bougeries	10 452	10 380	10 608	10 629	10 615	11 181	11 318	11 538	11 867		
Chêne-Bourg	8 100	8 104	8 155	8 128	8 136	8 194	8 511	8 581	8 708		
Choulex	1 023	1 067	1 087	1 056	1 067	1 118	1 155	1 126	1 160		
Collex-Bossy	1 676	1 683	1 660	1 669	1 667	1 679	1 667	1 670	1 680		
Collonge-Bellerive	7 611	7 507	7 517	7 560	7 578	7 836	8 037	8 094	8 171		
Cologny	4 871	4 973	4 898	5 027	5 006	5 131	5 520	5 478	5 512		
Confignon	4 176	4 309	4 326	4 397	4 390	4 471	4 535	4 601	4 630		
Corsier	1 804	1 867	1 922	1 977	1 984	2 022	2 030	2 024	2 077		
Dardagny	1 472	1 520	1 515	1 525	1 521	1 543	1 549	1 793	1 876		
Genthod	2 762	2 777	2 709	2 769	2 740	2 776	2 773	2 760	2 794		
Grand-Saconnex	11 668	11 866	11 911	12 050	11 991	12 061	12 171	12 153	11 982		
Gy	445	483	478	500	498	501	511	488	485		
Hermance	934	943	974	967	969	1 018	1 016	1 014	1 035		
Jussy	1 213	1 186	1 207	1 262	1 259	1 275	1 279	1 269	1 292		
Lacornex	608	619	613	612	611	620	664	650	681		
Lancy	28 766	28 820	29 146	29 575	29 503	31 126	31 557	31 761	32 045		
Mainier	1 904	1 882	2 024	2 065	2 060	2 083	2 145	2 160	2 151		
Meyrin	21 671	22 077	22 221	22 401	21 960	22 075	22 399	23 324	24 128		
Onex	17 714	17 674	17 943	18 077	18 079	18 366	18 697	18 863	19 015		
Perly-Certoux	2 899	2 962	3 004	3 067	3 065	3 080	3 046	3 045	3 091		
Plan-les-Ouates	10 008	10 245	10 309	10 311	10 314	10 344	10 374	10 603	10 748		
Pregny-Chambésy	3 679	3 660	3 626	3 595	3 565	3 589	3 635	3 929	3 936		
Presinge	660	683	675	669	668	686	712	677	698		
Puplinge	2 030	2 054	2 037	2 044	2 056	2 042	2 127	2 349	2 438		
Russin	474	482	490	489	489	506	533	533	542		
Satigny	3 630	3 811	3 914	3 987	3 978	4 040	4 127	4 125	4 198		
Soral	737	739	725	750	751	768	759	770	827		
Thônex	13 613	13 564	13 722	13 858	13 851	14 057	14 140	14 029	14 175		
Troinex	2 180	2 250	2 251	2 305	2 300	2 332	2 338	2 285	2 413		
Vandoeuvres	2 674	2 676	2 573	2 586	2 596	2 589	2 542	2 526	2 547		
Vernier	33 335	33 855	34 322	34 864	34 767	35 164	35 298	35 397	35 423		
Versoix	13 140	13 092	13 019	13 162	13 119	13 244	13 439	13 282	13 333		
Veyrier	10 019	10 287	10 300	10 840	10 856	11 058	11 298	11 556	11 573		
<b>Canton</b>	<b>463 919</b>	<b>466 918</b>	<b>470 512</b>	<b>476 006</b>	<b>474 211</b>	<b>482 545</b>	<b>490 578</b>	<b>493 706</b>	<b>498 221</b>		

(1) La statistique cantonale de la population a été révisée. A partir de fin 2013, la population résidente comprend toutes les personnes ayant leur domicile dans le canton, qu'il s'agisse de leur domicile principal ou secondaire.

Source : Office cantonal de la statistique - Statistique cantonale de la population

Date de mise à jour : 05.03.2018